



## BROOKLYN, C'EST NEW YORK

5 quartiers à découvrir VOYAGE

PHOTO YANNICK FLEURY, LA PRESSE



## BBQ... VÉGÉ

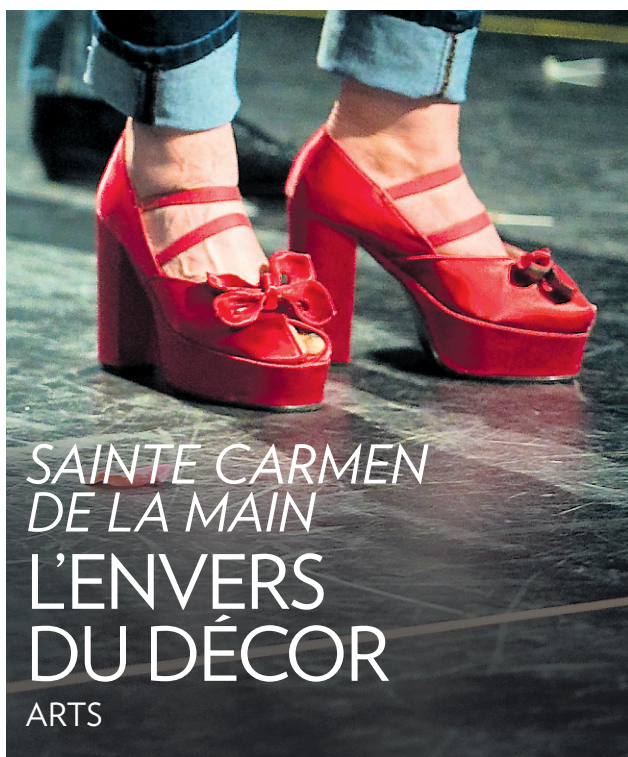
Les trucs de Steven Raichlen  
GOURMAND



## RÉNOVER ÉCOLO, C'EST POSSIBLE MAISON

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

# LA PRESSE



## SAINTE CARMEN DE LA MAIN L'ENVERS DU DÉCOR

ARTS

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE



# INCOGNITO CHEZ WALMART



Notre journaliste a passé trois mois à travailler au bas de l'échelle dans la superpuissance du commerce de détail. PAGES A2 ET A3

PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE



## 1967, L'ANNÉE DES LEAFS. 2013?

SPORTS

PHOTO MARK BLINCH, REUTERS

## COLLUSION SAUCE HOLLANDAISE

PAGES A18 ET A19



## START-UP CHILE

Un party sur le bras de l'État ou un modèle de développement?  
AFFAIRES



## IRON MAN 3 LE ROBERT DOWNEY JR. SHOW

CINÉMA

PHOTO FOURNIE PAR DISNEY

## PIERRE FOGLIA PARIS PÉRIPH

PAGE A5



**MON CLIN D'ŒIL** STÉPHANE LAPORTE  
Équipe Denis Coderre pour Montréal, ça ne veut pas dire que je me présente comme maire, c'est peut-être une nouvelle équipe de baseball. - Denis Coderre

Venez voir mon blogue! [www.lapresse.ca/laporte](http://www.lapresse.ca/laporte)



**MEILLEURE LIGNE AÉRIENNE VACANCES AU MONDE**

**WORLD AIRLINE AWARDS 2012 SKYTRAX**

**VOLS DIRECTS MONTRÉAL EUROPE**

VOLS ALLER-RETOUR | PRIX TOUT INCLUS | À PARTIR DE

<b>PARIS</b> 799\$ JUN 949\$ JULIET	<b>PROVINCES FRANÇAISE, BRUXELLES</b> 849\$ MAI 1049\$ JULIET
<b>ROME, MADRID</b> 899\$ MAI 1099\$ JULIET	<b>MALAGA, DUBLIN</b> 999\$ JUN 1099\$ JULIET
<b>LISBONNE, PORTO, BARCELONE</b> 1049\$ JUN 1299\$ JULIET	<b>ISTANBUL, ATHÈNES</b> 1099\$ JUN 1249\$ JULIET

Contactez votre agent de voyages ou [airtransat.ca](http://airtransat.ca)

Prix par personne pour un vol aller-retour en classe Économie, valide pour les vols directs de Montréal vers Paris, Rome, Madrid, Malaga, Dublin, Lisbonne, Porto, Barcelone, Istanbul, Athènes. Tarifs valides pour les nouvelles réservations individuelles seulement effectuées du 27 au 28 avril 2013. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat et effectués par un seul et même numéro de vol. Les prix incluent les taxes de contribution des clients au Fonds d'administration des clients de voyages. Prix excluant le 2,008/1000% de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'administration des clients de voyages.



# DANS LE VENTRE DE WALMART

Champion des bas prix pour les uns, symbole du capitalisme sauvage et de l'antisyndicalisme pour les autres, Walmart ne laisse personne indifférent. Pour départager mythes et réalité, *La Presse* a voulu voir de l'intérieur la controversée superpuissance du commerce de détail, qui fait partie du paysage québécois depuis bientôt 20 ans. Notre journaliste a travaillé incognito pendant trois mois – du jamais vu – dans une de ses succursales, celle de Saint-Léonard.

HUGO MEUNIER

Le stationnement déborde en ce dimanche matin pluvieux.

Les clients entrent par grappes. « Va rejoindre les autres au fond du magasin à côté des toilettes », ordonne l'employée du service à la clientèle.

Les autres? Une demi-douzaine de personnes font le pied de grue. Des adolescents surtout.

Avant de décrocher une entrevue, il faut soumettre une candidature en ligne. Il faut aussi répondre à un long questionnaire, sorte de test de personnalité: êtes-vous colérique, patient, social, rebelle, docile, malléable?

Le thème de la délation revient à plusieurs reprises. Seriez-vous prêt à dénoncer vos collègues pris en faute d'une quelconque infraction? Le signaleriez-vous à vos supérieurs? Iriez-vous jusqu'à décrire une situation à vos patrons au moyen d'une lettre anonyme?

Si vous avez donné les bonnes réponses, vous décrochez une courte entrevue téléphonique avec une employée des ressources humaines du magasin. Son conseil: rendez-vous disponible au maximum.

Deux jours plus tard, Caroline\* se présente devant un groupe de candidats. Joviale, dynamique, elle entraîne les postulants dans un dédale d'escaliers et d'entrepôts dans lesquels la marchandise s'étend à perte de vue et jusqu'au plafond, haut comme un duplex.

Destination: « le marché aux puces », salle remplie de babioles, de tablettes, d'affichettes de prix et d'étagères. Une dizaine de chaises sont installées en demi-lune, devant quatre autres chaises alignées côte à côte.

Caroline fait asseoir les onze postulants et revient avec trois autres personnes: deux cadres et une employée des ressources humaines. On entendrait une mouche voler.

Le gérant de l'alimentation, Éric, solide gaillard aux cheveux gris en brosse et aux yeux bleus perçants, s'amuse du malaise du groupe. « Êtes-vous stressés? », demande-t-il, souriant en coin, pour détendre en vain l'atmosphère.

L'entrevue ne sera pas banale, annonce Caroline, qui arrive tout droit du siège social à Toronto. Il y en aura pour deux heures. N'en déplaie à ceux qui croyaient que 15 minutes suffiraient pour travailler dans un Walmart...

Caroline s'excuse du bruit ambiant. Le magasin sera

transformé en supercentre, ce qui signifie qu'il abritera aussi un supermarché, explique-t-elle. Il faut donc pourvoir plusieurs postes dans ces futurs rayons.

Caroline résume sa feuille de route: 10 ans chez Walmart. Elle a gravi les échelons jusqu'à un poste de directrice des ressources humaines. « Ici, *sky is the limit!* », lance-t-elle avec aplomb. « Qui sait si le prochain président de Walmart n'est pas dans cette pièce? »

Après s'être longuement présentée en insistant sur l'aspect familial et fraternel de l'entreprise, Caroline cède la parole aux candidats, à qui on a tendu un badge avec leur prénom. Caroline distribue ensuite des feuilles avec des questions que les candidats doivent se poser les uns aux autres. Âge, études, rêves et raison de la candidature.

Le représentant de *La Presse* est présenté par Marianne, 16 ans, qui entame sa dernière année de secondaire dans une école privée et souhaite devenir policière. « L'idée d'être associé, de posséder des actions dans l'entreprise et de travailler avec le public lui plaît »,

« Qui sait si le prochain président de Walmart n'est pas dans cette pièce? »

— Une responsable des ressources humaines s'adressant aux candidats

ajoute-t-elle. Les patrons opinent du bonnet et griffonnent sur leurs tablettes.

Ça semble dans la poche. Caroline entame ensuite un long discours. « Vous ne travaillez pas dans le département de la literie, de l'épicerie ou celui de l'électronique. Vous travaillez pour Walmart! »

Les futurs « associés » sont aussi responsables du succès de l'entreprise. « Si vous ne voulez pas faire les efforts et aider l'entreprise à enregistrer les profits, restez chez vous. Vous allez nuire aux autres et au bonus de tout le monde. »

C'est la première référence au fameux boni d'avril, accordé selon les profits enregistrés durant l'année. « Aimez-vous mieux faire 200 ou 2000\$? Moi, je préfère 2000\$! », lance Caroline.

Le groupe est scindé. On distribue des feuilles sur lesquelles sont décrites différentes mises en scène, mettant invariablement en vedette un client.

Car le client a toujours raison,

même quand il a tort. C'est lui qui paie le salaire des associés, leur employeur. Sans lui, mieux vaut rester à la maison.

Vous voulez vendre un téléphone cellulaire à une personne âgée? Facile, dites-lui que son téléphone lui permettra de prendre des photos de ses petits-enfants. Vente assurée, garantit Caroline.

Un lecteur DVD à une mère de famille? Elle ne veut savoir qu'une chose: combien ça coûte et est-ce de qualité? Une radio portative à un adolescent? Il en sait probablement plus que vous sur le produit, mais n'a pas d'argent, donc s'attardera au prix.

L'entrevue achève. Il faut signer une décharge autorisant une firme à enquêter pour s'assurer qu'aucun candidat n'a de dossier criminel.

Un des patrons quitte la salle avec la moitié des candidats. Il n'en reste que six. « Si vous êtes ici, c'est que vous vous êtes démarqués », souligne Caroline. Les candidats jubilent.

Si tout va bien, on promet un coup de fil au cours des prochains jours. Entre-temps, les anciens employeurs seront joints.

Associé

« Vous êtes embauché aux produits laitiers. »

Nos démarches ont porté leurs fruits. Le représentant de *La Presse* sera payé 11,05\$ l'heure.

Un « boni à la signature » de 1\$, justifié par une expérience – réelle – de cinq ans dans l'alimentation, soit 20 cents par année de travail. Le salaire de base des associés est de 10,05\$, soit pratiquement le salaire minimum.

Chaque associé reçoit la veste bleue aux couleurs de l'entreprise, mais doit se procurer, à ses frais, les pantalons noirs et le t-shirt blanc ou noir qui complètent l'uniforme. « On a tout ça en magasin », explique l'employée des ressources humaines. Un pantalon et deux t-shirts noirs de la griffe George, la marque maison. Prix total: 30\$, soit trois heures de travail.

Deux jours plus tard, le Walmart de Saint-Léonard accueille un nouvel employé: l'envoyé de *La Presse*.

\* Tous les noms ont été changés afin de préserver l'anonymat des employés.

À LIRE LUNDI: BIENVENUE À WALMARTVILLE



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Notre journaliste Hugo Meunier.



## SOMMAIRE

Amusez-vous!	GOURMAND 7
Astrologie du jour	MAISON 24
Avis et encans	AFFAIRES 8
Bourses	AFFAIRES 9
Débats	A 34
Décès	PETITES ANNONCES 17
Emplois	CV 6
Loteries	A 22
Monde	A 27
Petites annonces	PETITES ANNONCES
	AFFAIRES 4
Restaurants	GOURMAND 6
Sudoku	AFFAIRES 4
Superguille	AFFAIRES 10
Trait d'union	MAISON 24
Vin	GOURMAND 4

### Météo

Passages nuageux, vents légers, maximum 16, minimum 7. CV 6

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?  
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?  
commentaires@lapresse.ca

## WALMART EN CHIFFRES



444 000 000 000

le chiffre d'affaires de l'entreprise au cours de son dernier exercice annuel

4000

C'est, en dollars, ce que dépense en moyenne une famille de quatre chez Walmart pendant une année.

90 000

nombre d'employés canadiens de la multinationale.

2 200 000 EMPLOYÉS

Si Walmart était une armée, elle serait tout juste derrière celle de la Chine.

333

nombre de magasins au Canada

26<sup>e</sup>

Si Walmart était un pays, elle se classerait au 26<sup>e</sup> rang à l'échelle mondiale sur le plan économique.

73

nombre de projets d'ouverture de magasins en 2013 (18 au Québec)



PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE

Notre reporter en a vu de toutes les couleurs pendant trois mois chez Walmart.

# Trois mois au bas de l'échelle...

« On vous demanderait d'aller porter votre manteau au vestiaire AVANT de puncher. Faire le contraire constituerait un vol de temps ET un retard sur la productivité », lance un patron au début du meeting, avant d'entamer le mythique cri de ralliement de la compagnie. Travailler trois mois chez Walmart permet d'en voir de toutes les couleurs. Un cadre qui vous déconseille de frapper à la porte de la CSST en cas de blessures, une collègue qui vous accuse de voler du temps, des clients qui se croient parfois tout permis, sans oublier le travail dur et pénible pour le salaire minimum. Aperçu d'un long séjour dans le ventre de Walmart.



## DONNEZ-MOI UN W!

Aujourd'hui, c'est la journée d'orientation, une sorte de Walmart 101. Les échauffements sont cruciaux au début de chaque quart de travail, explique-t-on d'entrée de jeu. D'abord les étirements du cou, puis des poignets, des bras, des jambes. Il y a aussi le cri de ralliement, adopté en 1975 par le fondateur de Walmart, Sam Walton. À notre tour de nous époumoner en chœur, en tapant des mains:

**Donnez-moi un W!**

**Donnez-moi un A!**

**Donnez-moi un L!**

**Et ainsi de suite...**

**Qu'est-ce que ça fait? WALMART!**

**Je ne vous entends pas! WALMART!**

**Qui est le numéro un? LE CLIENT!**

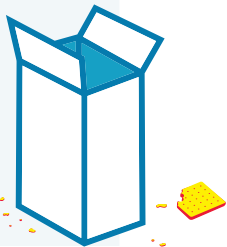
## LA CSST? TROP CHER!

« Votre santé et votre sécurité sont notre priorité », répètent les patrons. Pourtant, lors d'une formation, un cadre déconseille aux employés d'aller cogner à la porte de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). « Venez nous voir, on va vous trouver des tâches légères le temps de récupérer de votre blessure », encourage le formateur. L'ouverture d'un dossier, suivie de l'aide de spécialistes, générerait des coûts de plusieurs milliers de dollars pour l'entreprise, explique-t-on. Une somme retranchée du boni collectif. Le boni: le nerf de la guerre. Le magasin nage dans les profits: le boni est élevé. Le magasin traverse une période de disette... Les blessures et les congés de maladie menacent la productivité, donc le fameux boni. La négligence aussi. Exemple: l'employé oublie de faire mention d'un dégât sur le plancher dans le registre à cet effet, un client glisse et se blesse. Walmart risque de perdre de l'argent au terme d'une poursuite ou d'une plainte à la CSST. Et c'est le boni qui écope alors, répète-t-on comme un mantra. Un cadre annonce que les profits de la veille ont diminué de 20% par rapport à la même journée l'année précédente. On a « seulement » fait 207 000 \$ de ventes brutes hier. « Ça regarde mal pour le bonus... », dit en soupirant un collègue.



## LE PATRON, C'EST LE CLIENT

Aux murs de la petite salle de formation, des citations célèbres du fondateur Sam Walton: « Il n'y a qu'un patron: le client. Et il peut licencier tout le personnel, depuis le directeur jusqu'à l'employé, tout simplement en allant dépenser son argent ailleurs. » Mais si le client est roi, il est parfois aussi malpoli, exigeant, frustré, ingrat ou même violent, comme si certains étaient trop conscients de leur statut de « patrons ». L'associé a du mal à faire un pas sans se faire assaillir de toutes parts. Il sert un client, un autre l'apostrophe. Pendant qu'il se dirige vers l'article demandé par le premier client, le deuxième suit, puis il ramasse deux autres clients en chemin, si bien qu'il finit par traîner un groupe. Avez-vous des pneus? La liqueur en spécial n'est plus là, en avez-vous à l'arrière? Me faites-vous un rabais puisqu'il n'est pas sur la bonne tablette? Où sont les machines à café? Les chiffres J? Le jute pour protéger les arbres? Avez-vous 600 \$ (!) d'huile à moteur W5/30? Où sont les toilettes? Égalez-vous le prix d'IGA? Travaillez-vous ici? Plusieurs clients vont jusqu'à ouvrir les boîtes pour vérifier la marchandise avant de l'acheter. Un homme transvide même un échantillon de vinaigrette avant d'abandonner la bouteille en plastique entamée sur la tablette. Ces deux clientes dans la cinquantaine ouvrent un sac de craquelins et se mettent à en manger. « Je fais toujours ça, goûter de nouveaux produits. Quand j'aime, j'achète, et quand je n'aime pas, je laisse le sac sur la tablette. T'en veux? », lance-t-elle.



## CLIMAT DE PEUR

Un climat de peur est palpable, tant chez les employés que chez les cadres, qui font des courbettes chaque fois qu'une grosse gomme de Toronto ou du district visite la succursale. Certains employés ont si peur de se faire prendre en défaut qu'ils n'hésitent pas à dénoncer tout comportement suspect. Le représentant de *La Presse* en a fait les frais après avoir commis la faute de boire un lait au chocolat au mauvais moment. « Tu n'as pas le droit d'acheter ça ici! », lance sèchement une jeune collègue aux caisses. Tu n'as pas encore punché, et ça serait du vol de temps. Inutile de plaider le ridicule de traverser le magasin pour pointer, puis de retraverser la grande surface pour payer l'achat, pour ensuite traverser de nouveau le magasin vers la salle de repos. « C'est la politique, désolée, tranche-t-elle. Je n'aurai pas le choix de te rapporter à un gérant. »



**Notre journaliste a reçu un total de 4150\$ en salaire net pendant ses trois mois à temps complet chez Walmart. Cet argent sera versé aux organismes montréalais Mères au pouvoir et Déclit, qui viennent respectivement en aide aux mères de famille monoparentale à faible revenu et aux jeunes en difficulté.**



PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE

Walmart Canada affirme qu'il n'existe aucune directive visant à décourager ses employés à se tourner vers la CSST en cas de blessure, tel que nous l'avons rapporté dans notre enquête.

## Walmart réagit

« Notre politique de la porte ouverte est mise en place pour permettre aux employés de s'exprimer sans risquer de conséquences. »

Mis au parfum de notre infiltration et commentant les constats de notre reportage quant au climat de peur et aux incitations à la délation, le directeur des affaires corporatives et médias sociaux chez Walmart Canada, Alex Robertson, réplique que les associés sont « au cœur des préoccupations de l'entreprise », comme le voulait le fondateur Sam Walton il y a 50 ans.

Il affirme en outre qu'il n'existe aucune directive patronale visant à décourager les associés à se tourner vers la CSST en cas de blessure, tel que rapporté dans notre enquête.

« La priorité de la compagnie sera toujours d'assurer la santé et la sécurité. Tout ce qui va à l'encontre ne reflète pas la politique de la compagnie », dit M. Robertson.

# LANCÔME

## Choisissez votre cadeau idéal

À l'achat de 35 \$ ou plus de produits LANCÔME, obtenez un cadeau personnalisé de 8 pièces. Jusqu'au 5 mai 2013.

Une valeur allant jusqu'à 162 \$.

*En exclusivité. En magasin et à [labaie.com](http://labaie.com)*

CHOISISSEZ VOTRE  
POCHETTE À  
MAQUILLAGE LANCÔME



RECEVEZ UN  
CORRECTEUR  
FONDAMENTAL

CHOISISSEZ VOTRE SOIN  
DE LA PEAU

CHOISISSEZ VOTRE LOOK

ET RECEVEZ UN MASCARA  
ET UN DÉMAQUILLANT  
POUR LES YEUX

### SUGGESTION D'ACHAT :

#### Nouveau Advanced Génifique

Le sérum vedette de la maison LANCÔME active les 10 signes d'une peau d'apparence plus jeune.

Un flacon redessiné avec pipette autochargeante plus précise permettant une hydratation intensive et une exfoliation naturelle de la peau. Un teint plus lumineux et une peau douce au toucher.

Collection Advanced Génifique  
95 \$ à 155 \$

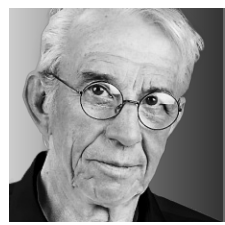


# LA BAIE D'HUDSON

Magasinez à [labaie.com](http://labaie.com)

Le cadeau en ligne peut différer. \*Avant taxes. Un cadeau par personne. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre. Les composantes du cadeau peuvent changer. Tant qu'il y en aura. La valeur est calculée d'après le prix au millilitre ou au gramme des produits de format courant.

# Paris périph



**PIERRE FOGLIA**  
CHRONIQUE

Tiens, je suis revenu le jour où, dans la page Débats de notre journal, y'avait ce type de Gatineau qui disait qu'il était très content que l'hiver continue au mois d'avril, très content d'habiter un pays nordique qui a tant à offrir avec ses quatre saisons bien définies...

Quatre saisons bien définies? Ah oui? C'est quand, le printemps?

Qu'avait-il tant à offrir, dimanche dernier, notre si formidable pays nordique? Trois pulls sous mon polar, j'ai gelé comme un rat, 60 kilomètres de pédale, zéro fun.

Je disais, je suis revenu ce jour-là et j'ai failli repartir aussitôt.

Pour où?  
Paris. Sauf que j'en arrivais et c'était l'hiver aussi à Paris.

Un des plaisirs d'aller en Irak est, au retour, d'arrêter deux jours à Paris et d'y courir les librairies, les confituriers et les marchands d'eaux-de-vie. Aussi d'y arpenter mon quartier à deux pas de la gare du Nord, mon marché Saint-Quentin, mon église Saint-Vincent-de-Paul, ma rue du Faubourg Poissonnière, le café de la place Franz-Liszt où je vais lire *Le Monde*, juste après être allé me chercher deux brioches-à-tête à la boulangerie voisine...

Rien de tout cela cette fois-ci, Paris était plein comme un œuf, le salon du livre, le match France-Espagne, pas une chambre et Dieu sait que je ne suis pas difficile sur les chambres, la dernière qui reste au cinquième étage d'un hôtel pas d'étoile, pas d'ascenseur, les toilettes dans le couloir, cela me va très bien, mais même une chambre comme celle-là, y'avait pas.

Je me suis retrouvé dans un Formule1, porte de Châtillon, à deux pas du périphérique. Vous êtes déjà allé dans un Formule1? C'est 400 chambres, 400 cubicules plutôt, 49 euros la nuit, un lit, un lavabo, la télé et rien d'autre. Monacal, sauf que tu ne te sens pas comme un moine dans sa cellule, tu te sens comme un tout-nu qui n'a pas assez d'argent pour se payer un vrai hôtel.

Quand même. Il y a des trucs amusants dans les Formule1. Par exemple, les toilettes (dans le couloir), tu cherches la clenche ou le bouton pour la chasse: ni bouton ni clenche. Tu tires le verrou pour sortir, ah ben voilà, c'était ça! La trombe! Dans les 400 cubicules, y savent en temps réel que quelqu'un vient d'aller chier au cinquième. C'est le verrou qui déclenche la chasse,

fallait y penser, quand même. C'est comme lorsque tu lis Nietzsche, des fois c'est tellement tordu que tu relis deux ou trois fois pour être sûr. J'ai tiré et repoussé le verrou deux ou trois fois pour être sûr, c'était bien le verrou, la trombe chaque fois! Le siphonnage géant, Niagara sur le périph. Un gardien est arrivé, avec un gros accent de Barbès, il m'a dit: ça t'amuse?

Pardon?  
J'ti d'mandi si ça t'amuse?  
Ah si ça m'amuse? Bof, moyen.

Ma chambre donnait sur l'immense cimetière de Montrouge - où est enterré Coluche -, en fait, l'hôtel semble avoir été construit dans le cimetière: les tombes s'avancent jusque sous les fenêtres, y'a qu'à sauter.

Il pleuvait à Paris. Il venait. La neige était pas loin. Dans ce coin-là, les rues ont des noms pas sympathiques, comme le boulevard Brune ou le square du Serment-de-Koufra. J'ai marché en grelottant jusqu'à Alésia, de là j'ai remonté l'avenue du Maine sans me douter que j'allais arriver... au cimetière du Montparnasse! C'est pas que je croie aux signes, mais c'est donc, je pars d'un cimetière pour arriver à un autre, deux cimetières coup sur coup, quelqu'un voudrait-il me dire quelque chose?

Je ne suis allé ni sur la tombe de Gainsbourg, ni sur celle de Noiret, de Sartre, de Duras, tous au Montparnasse. J'ai seulement cherché (sans la trouver) celle de Baudelaire.

*La très chair était nue*, mais non, nono, *la très chère était nue*.

C'est Baudelaire qui disait: *Tout homme bien portant peut se passer de manger pendant deux jours, de poésie jamais...* C'est bien la preuve que les poètes disent n'importe quoi. La plupart des gens bien portants que je connais se passent de poésie toute leur vie et, à la réflexion, la plupart de ceux qui sont malades aussi.

Finalement, je n'ai pas détesté le Paris du périph, j'y ai fait mes affaires comme d'habitude - les mêmes librairies, les deux mêmes confituriers, les mêmes bougnats pour les eaux-de-vie - et il n'est pas dit que je ne retournerai pas au Formule1, 49 euros quand même, et puis on est assuré de n'y faire aucune mauvaise rencontre, je veux dire pas d'artistes, pas d'hommes d'affaires, pas de grands reporters, pas d'espionnes de province embijoutées, que des étudiants, des travailleurs que leur employeur loge là pour la semaine et quelques touristes moldaves désargentés.

Et puis, comme les douches aussi sont dans le couloir, on y voit parfois trotter, dans ces couloirs, des jeunes gens juste une serviette nouée à la taille, celui-là l'avait mal nouée, oups elle est tombée, la Moldavie est parfois bien altière.

PORTE C21 — Le nouveau terminal d'Air France à Charles-de-Gaulle est totalement désespérant, on se croirait chez Holt Renfrew, c'est donc, je ne devais pas prendre l'avion ce matin? Qu'est-ce que je fais ici à papouiller des p'tits fouldards

Gucci? La serveuse de la pâtisserie Ladurée se la joue grand palace même si sa brioche est presque boulangère, et le beurre, madame, et le beurre? C'est pas juste pour danser le tango, le beurre.

Je vous ai raconté le minou à Bagdad. Il y en avait un aussi à Charles-de-Gaulle. Dans une cage aux pieds de sa maîtresse. Il venait de Niamey, où la dame venait de finir un contrat à la délégation des Nations unies dans la capitale du Niger. Il s'en allait à Ottawa. S'appelle Chomsky. Il avait suivi la dame dans la rue le premier jour qu'elle était arrivée à Niamey il y a deux ans. Ils ne s'étaient plus quittés.

J'ai parlé un peu d'Ottawa à Chomsky à travers la grille de sa cage. Y'a pas de crocodile à Ottawa, mon vieux Chomsky. Y'a des lapins. Y'en a plein, des lapins. Et un blaireau. Un seul. Mais un gros.

MERCI — J'ai reçu une bonne quinzaine de commentaires pour ma série sur l'Irak, là-dedans je compte les deux que j'ai reçus à Bagdad, ce jour-là, y'avait eu comme une tempête de sable sur la ville, j'en avais partout, la douche ne fonctionnait pas, faisait chaud, j'étais fatigué, c'était le jour de mon texte sur les 100 morts et 200 blessés, je suis allé lire mes courriels, j'en avais deux, les deux disaient exactement la même chose: hé, père la virgule, vous écrivez: «Je suis dans une classe de petite filles», ça prend un «s» à petites.

C'est vrai. Une chance que vous êtes là.

## Bœuf contaminé La viande était vendue chez Walmart



PHOTOARCHIVES LA PRESSE

Le bœuf haché contaminé avait comme date de péremption le 1<sup>er</sup> mars 2013.

Le bœuf haché dans lequel un anti-inflammatoire toxique a été détecté était vendu chez Walmart, a indiqué hier l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). « Les deux échantillons provenaient de chez Walmart », a précisé Lisa Murphy, porte-parole de l'agence fédérale. « Il ne reste aucun de ces produits dans les magasins de détail en ce moment, car ils étaient vendus frais, et leur date de péremption était le 1<sup>er</sup> mars 2013 », a-t-elle ajouté. C'est le ministère de l'Agriculture du Québec (MAPAQ) qui a détecté, plus tôt ce mois-ci, les traces de phénylbutazone dans ces échantillons de bœuf haché. « Santé Canada a déterminé que la phénylbutazone n'était présente qu'en faibles concentrations, ce qui ne risquait pas d'entraîner d'effets néfastes sur la santé, a précisé M<sup>me</sup> Murphy. Par conséquent, un rappel n'est pas justifié. »

— Marie Allard

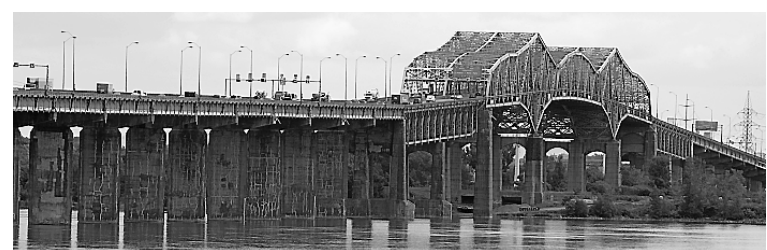


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

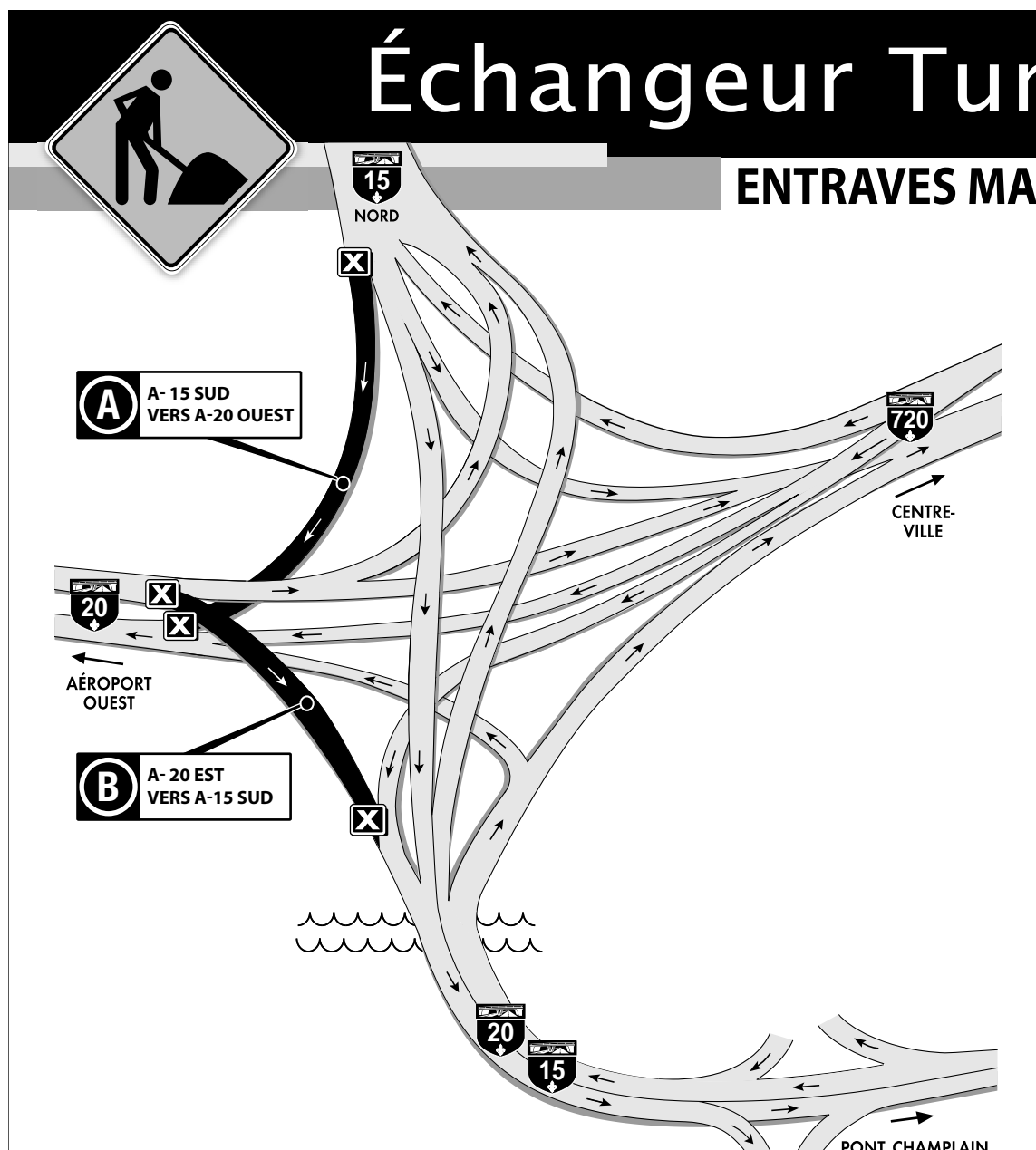
## Pont Champlain Ottawa refuse toujours de payer plus pour un SLR

Le ministre fédéral des Transports, Denis Lebel, a répété hier que le fédéral ne donnera pas plus d'argent pour la construction du futur pont Champlain même si Québec souhaite qu'il paie une partie des coûts liés à l'implantation d'un système de transport léger sur rail (SLR). « Il y a des enveloppes, le choix appartiendra aux gens qui ont des choix à faire », a dit le ministre Lebel. Son vis-à-vis québécois, Sylvain Gaudreault, a réagi en affirmant « qu'il est impensable qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, on ne puisse construire un pont de remplacement en incluant le transport collectif. Et ce pont est de compétence fédérale », a-t-il rappelé.

— La Presse Canadienne

# Échangeur Turcot

## ENTRAVES MAJEURES



### ENTRAVES DE LONGUE DURÉE


**À COMPTER DU 26 AVRIL 2013**

Transports Québec poursuit cette année les travaux majeurs d'entretien de l'échangeur Turcot. Ces travaux s'intensifieront au cours des prochaines semaines et ils nécessiteront notamment la fermeture de longue durée de différentes bretelles de l'échangeur.



- A **Bretelle A-15 (Décarie) sud vers A-20 ouest**  
 Fermeture complète  
 ➔ DU 26 AVRIL EN SOIRÉE À LA FIN DU MOIS D'AOUT
- B **Bretelle A-20 est vers A-15 sud**  
 Fermeture complète  
 ➔ DU 3 MAI EN SOIRÉE À LA FIN DU MOIS D'OCTOBRE

Les détours seront balisés à l'aide de panneaux de signalisation.

En cas de conditions météorologiques défavorables ou de contraintes opérationnelles, la mise en place de ces entraves pourra être reportée de quelques jours.



quebec511.info

## ACTUALITÉS

# Montréal dresse sa liste noire

## Dessau et d'autres firmes associées à la collusion privées de contrat pendant cinq ans

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

La Ville de Montréal a désormais sa liste noire. Toutes les entreprises ayant admis ou qui admettront devant la commission Charbonneau avoir pris part à la collusion seront interdites de contrat pendant cinq ans, a annoncé le maire Michael Applebaum, hier.

La première firme à écoper est Dessau, dont l'ex-vice-président Rosaire Sauriol a reconnu avoir pris part au stratagème de partage des contrats. Sa démission peu après être passé aux aveux ne protégera pas l'entreprise, puisqu'elle a été avisée hier qu'elle avait été disqualifiée lors d'un appel d'offres.

«Montréal a avisé l'entreprise Dessau de ne pas se présenter devant un comité de sélection prévu [hier], car sa soumission a été déclarée non conforme et rejetée», a expliqué le maire de Montréal. L'un des dirigeants de Dessau a clairement admis

avoir participé à un système de collusion lors de son témoignage à la commission Charbonneau.

Un changement à la politique de gestion des contrats de la métropole apporté en décembre permet en effet de sanctionner

entreprises ont été appliquées pour la première fois. D'ailleurs, la semaine dernière encore, la Ville a accordé trois contrats à deux firmes de génie dont un dirigeant a reconnu sa participation à la collusion.

Renaud Lachance avoir pris part au stratagème de partage des contrats. «On l'a fait, mais tout le monde l'a fait», a dit pour se justifier l'ingénieur, qui a démissionné de son poste dans les jours suivant son passage.

admis la collusion n'est pas difficile à établir: Genivar, SNC-Lavalin, Génies et BPR.

Les autres entreprises montréalaises du doigt, mais dont aucun dirigeant n'est venu admettre la participation au stratagème, seront épargnées, a toutefois reconnu Michael Applebaum.

Ainsi, pour l'instant, les firmes de génie Groupe SM, Cima+, Accom-Tecsult, Roche, LBHA, Teknika-HBA et Claulac, toutes identifiées comme associées à la collusion par les témoins de la Commission, pourront continuer à soumissionner. L'opposition officielle a dénoncé cette décision, estimant qu'elle «épargne injustement les firmes qui, jusqu'à maintenant, ont refusé de reconnaître des actes de même nature», a dit Louise Harel, chef de Vision Montréal. Elle craint qu'en ne sanctionnant que les entreprises convoquées devant la commission Charbonneau, Montréal ne nuise à l'enquête publique.

**«Montréal a avisé l'entreprise Dessau de ne pas se présenter devant un comité de sélection prévu [hier], car sa soumission a été déclarée non conforme et rejetée.»**

— Michael Applebaum, maire de Montréal

une entreprise ayant simplement «admis avoir participé [...] à la collusion ou des manœuvres frauduleuses». Auparavant, elles devaient être condamnées par un tribunal pour faire l'objet de telles mesures.

Cette modification touche seulement les appels d'offres lancés après le changement de la politique, le 17 décembre dernier, si bien que c'est seulement hier que les sanctions aux

Montréal reconnaît que sa décision risque de faire l'objet de contestations devant les tribunaux. Les services juridiques de la Ville ont néanmoins estimé que l'immunité accordée aux témoins devant la Commission ne s'appliquait pas.

**Aveux coûteux**

Rosaire Sauriol a admis à la mi-mars devant les commissaires France Charbonneau et

Dessau ne sera d'ailleurs pas seule à être sanctionnée, a prévenu Michael Applebaum. D'autres firmes recevront sous peu une lettre les avisant qu'elles sont aussi touchées par les sanctions. Le maire a toutefois refusé de les nommer pour des raisons légales. Une liste noire sera élaborée, mais elle ne sera pas rendue publique.

Il reste que la liste des autres firmes dont des dirigeants ont

Une initiative de



Découvrez le nouveau site pour trouver, financer et assurer votre prochain véhicule, neuf ou d'occasion.

espaceauto.com

## MAIRIE DE MONTRÉAL

# Un parti au nom de Denis Coderre

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

L'hypothèse de voir Denis Coderre se présenter comme candidat indépendant à la mairie semble écartée.

Le nom «Équipe Denis Coderre pour Montréal» est en cours d'autorisation auprès du Directeur général des élections (DGE), selon les registres publics de l'organisation. Denis Coderre est inscrit comme chef de cette potentielle formation politique.

La possibilité que M. Coderre se présente seul à la mairie avait circulé dans les couloirs de l'hôtel de ville. La création de son équipe semble torpiller cette hypothèse.

L'existence d'un parti politique n'obligerait toutefois pas Denis Coderre à présenter un candidat dans chaque district électoral ou dans chaque arrondissement.

Cette semaine, *La Presse* avait confirmé l'un des secrets les moins bien gardés de la métropole: le député libéral fédéral de Bourassa tentera de succéder à Michael Applebaum à l'hôtel de ville. Des rumeurs entourent son éventuelle



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, ARCHIVES LA PRESSE

Le parti du député libéral de Bourassa devrait se nommer «Équipe Denis Coderre pour Montréal».

candidature depuis plus d'un an. Au cours des derniers mois, il avait indiqué qu'il ne ferait aucune annonce avant le congrès à la direction des libéraux fédéraux. L'événement a eu lieu il y a trois semaines.

**Dépôt très récent**

Chez le DGE, on confirme que l'inscription de l'«Équipe Denis Coderre

pour Montréal» aurait été faite dans les dernières heures. «Ç'a été ajouté très récemment», a indiqué Carl Charest, des communications de l'organisation.

La demande est en cours de révision. «Les vérifications sont en train d'être faites, a-t-il précisé. C'est principalement pour voir si les adresses données sont exactes. Si

les nominations obligatoires ont été faites», a continué M. Charest.

L'organisation refuse toutefois de dire qui a été inscrit comme agent officiel et officiers du parti politique dans la demande de création. Ces noms seront dévoilés seulement s'ils sont autorisés, a indiqué le DGE.

Dans une grande ville comme Montréal, chaque formation politique doit avoir au moins 100 membres. Le DGE doit s'assurer que chacun d'entre eux réside bien à Montréal.

L'un de ces membres fondateurs est Pierre Bélanger, un avocat œuvrant au sein du cabinet de relations publiques National.

«Ça commence», a-t-il affirmé à *La Presse* au téléphone. M. Bélanger a toutefois refusé de dévoiler le nom de l'agent officiel ou des officiers de la formation politique, se limitant à confirmer qu'il n'y était pas.

Un message laissé au bureau du député à Ottawa n'a pas obtenu de réponse. Contrairement à son habitude, Denis Coderre s'est fait

totallement silencieux sur les réseaux sociaux, hier. Il ne répondait pas non plus à son cellulaire.

*La Presse* n'a pas non plus réussi à joindre Anie Samson et Gilles Deguire, deux élus municipaux montréalais réputés près de M. Coderre.

**Démenti de Jacques Daoust**

Le grand patron d'Investissement Québec, Jacques Daoust, a nié hier qu'il se préparait à sauter dans le ring politique aux côtés de Denis Coderre, comme le rapportait Radio-Canada.

«Je ne suis pas en politique, j'ai 65 ans. Si j'avais voulu m'impliquer en politique, j'aurais commencé à faire carrière un peu plus tôt, vous ne pensez pas?», a affirmé Jacques Daoust en entrevue téléphonique avec *La Presse*. Ces informations l'«amusent», a-t-il ajouté en rigolant. «Je ne suis pas dans ce mode-là du tout.»

La télévision publique voyait M. Daoust comme président du conseil exécutif sous le leadership de Denis Coderre.



L'ÉVÉNEMENT  
**ÉTOILE**  
DU  
**PRINTEMPS**

# Le printemps arrive en beauté. Faites-en autant.

En avril, profitez d'offres avantageuses sur un grand choix de véhicules Mercedes-Benz et mettez la main sur le véhicule que vous désirez.



**LA BERLINE C 300 4MATIC<sup>MC</sup> 2013 ÉQUIPÉE DE L'ENSEMBLE SPORT. PRIX TOTAL<sup>1</sup> : 43 405 \$\*\***

**ENSEMBLE SPORT :**  
Feux à DEL, Suspension sport, Ensemble de style AMG, Jantes de 17 po à 5 bras jumelés  
**UNE VALEUR DE 1 200 \$**

FINANCEMENT À L'ACHAT  
**0,9 %\***  
DURÉE DE 60 MOIS

TAUX À LA LOCATION  
**1,9 %\***  
BAIL DE 48 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS  
**498 \$\***  
VERSEMENT INITIAL 995 \$\*\*

**INCLUT UN RABAIS DE 1 050 \$**



**LA BERLINE E 300 4MATIC<sup>MC</sup> 2013. PRIX TOTAL<sup>1</sup> : 60 515 \$\*\***

FINANCEMENT À L'ACHAT  
**0,9 %\***  
DURÉE DE 60 MOIS

TAUX À LA LOCATION  
**2,9 %\***  
BAIL DE 36 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS  
**668 \$\***  
VERSEMENT INITIAL 2 995 \$\*\*

**INCLUT UN RABAIS DE 6 100 \$**



**LE TOUT NOUVEAU GLK 350 4MATIC<sup>MC</sup> 2013. PRIX TOTAL<sup>1</sup> : 47 115 \$\*\***

FINANCEMENT À L'ACHAT  
**0,9 %\***  
DURÉE DE 60 MOIS

TAUX À LA LOCATION  
**1,9 %\***  
BAIL DE 48 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS  
**528 \$\***  
VERSEMENT INITIAL 2 995 \$\*\*

Pour plus de détails, visitez votre concessionnaire Mercedes-Benz de la région de Montréal.



**Mercedes-Benz**

**MONTRÉAL**  
Automobiles Silver Star Inc.  
7800, boul. Décarie  
Montréal  
514 735-1199

**LAVAL**  
Mercedes-Benz Laval  
3131, Autoroute 440 Ouest  
Laval  
450 681-2500

**RIVE-SUD**  
Mercedes-Benz Rive-Sud  
4844, boul. Taschereau  
Greenfield Park  
450 672-2720

**WEST ISLAND**  
Mercedes-Benz West Island  
4525, boul. St-Jean  
Dollard-des-Ormeaux  
514 620-5900

**BOUCHERVILLE**  
Duval Mercedes-Benz  
1530, rue Ampère  
Boucherville  
450 449-0222

**BLAINVILLE**  
Mercedes-Benz Blainville  
10000, rue du Plein-Air  
Mirabel  
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2013. Véhicules illustrés : berline C 350 avec roues AMG de 18 po à 7 bras en option/GLK 350 4MATIC<sup>MC</sup> 2013/berline E 300 4MATIC<sup>MC</sup> 2013 avec ensemble Sport offert en option. PDSF national : 44 750 \$/44 900 \$/59 600 \$.  
\*\* Le prix total de 43 405 \$/60 515 \$/47 115 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM de 55,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. 1 Taxes en sus. \*Offres de location basées sur la berline C 300 4MATIC<sup>MC</sup> 2013 équipée de l'ensemble Sport (1 200 \$), de la berline E 300 4MATIC<sup>MC</sup> 2013 et du GLK 350 4MATIC<sup>MC</sup> 2013 proposées uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 498 \$/668 \$/528 \$ par mois pendant 48/36/48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 995 \$/2 995 \$/2 995 \$ plus dépôt de sécurité de 500 \$/700 \$/550 \$ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 41 190 \$/58 300 \$/44 900 \$. Taux annuel de location de 1,9 %/2,9 %/1,9%. Obligation totale : 25 399 \$/27 743 \$/28 889 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km/0,25 \$/km/0,20 \$/km supplémentaire). Offres de financement basées sur la berline C 300 4MATIC<sup>MC</sup> 2013, de la berline E 300 4MATIC<sup>MC</sup> 2013 et du GLK 350 4MATIC<sup>MC</sup> 2013. Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 0,9% et un prix de 39 990 \$/58 300 \$/44 900 \$. Le paiement mensuel est de 614 \$/843 \$/691 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 6 213 \$/8 044 \$/6 594 \$. Le coût de l'emprunt est de 829 \$/1 140 \$/934 \$, pour une obligation totale de 42 979 \$/58 600 \$/47 994 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé de la région de Montréal. L'offre se termine le 30 avril 2013.

## ACTUALITÉS

# Une meilleure vie



**PATRICK  
LAGACÉ**  
CHRONIQUE

C'est la nuit à Luanda et le Boeing 777 de British Airways brille sur la piste de l'aéroport. Tantôt, il décollera vers Londres. José Matada regarde cet avion qui le déposera, demain matin, loin de cette nuit angolaise, dans une nouvelle vie.

L'histoire de José Matada est celle de millions de personnes qui, chaque année, montent dans un avion, dans un bateau, dans une auto, dans un train ou dans une calèche pour changer de pays.

L'histoire de José Matada est celle de millions de personnes depuis des temps immémoriaux qui prennent la route de l'exil pour améliorer leur sort, pour changer de vie.

José avait déjà pris cette route de l'exil, quelques années auparavant. Elle l'avait déposé en Afrique du Sud. Là-bas, il avait bossé comme jardinier pour M<sup>me</sup> Hunt.

M<sup>me</sup> Hunt était, depuis, retournée en Suisse. Il avait échangé des textos avec elle, trois jours avant cette nuit

où l'attendait, sur la piste, ce Boeing immense et lumineux.

Il lui avait écrit: «Je veux aller en Europe pour y trouver une meilleure vie.»

Dans ses poches, José a un peu d'argent. Des pulas du Botswana, des kwanzas d'Angola.

répondre. Je ne me pose jamais cette question-là. Je sens que mon absence de réponse les déçoit un peu. Je sais qu'ils aimeraient que je dise Justin Bieber ou Carey Price...

Je sais ce que je vais leur répondre, désormais. Je vais répondre que j'aimerais bien interviewer un homme comme José Matada, j'aimerais savoir ce qui se passe dans la tête d'un homme qui s'apprête à tout larguer pour trouver ailleurs une vie meilleure.

Non, en fait, la tête n'a rien à voir, pas du tout, c'est le

homme retrouvé mort dimanche dans une rue de la banlieue de Londres pourrait être un passager clandestin tombé du train d'atterrissage d'un avion aux abords de l'aéroport de Heathrow, a-t-on appris mardi de source policière...

L'enquête a été longue et pénible, mais un coroner britannique a confirmé cette semaine que cet homme tombé du ciel ce matin-là était José Matada.

On l'a identifié grâce à la carte SIM d'un téléphone portable que José gardait dans sa poche. Sur cette carte, on

Sait-il qu'à -60°Celsius, l'hypothermie risque de le tuer?

Sait-il que s'il survit au froid, le manque d'oxygène et l'absence de pressurisation vont assurément le rendre inconscient?

Sait-il que depuis 1947, on a recensé 96 personnes dans le monde qui ont tenté le voyage clandestin accroché au train d'atterrissage d'un avion? Que le taux de survie est de 25%?

Sait-il que quand la case du train d'atterrissage va s'ouvrir pour le laisser se déployer, il risque de faire une chute forcément fatale?

Comme José Matada, à 8 h 15, ce matin du 10 septembre dernier, avenue Portman, dans East Sheen, près de Londres.

■■■

Je raconte cette histoire parce qu'elle me hante depuis que je l'ai lue. Parce qu'elle dit quelque chose que je n'arrive pas à cerner sur le destin de millions de personnes nées au mauvais endroit, dans les mauvaises circonstances.

Elle dit quelque chose sur l'ordre du monde. Ou plutôt, peut-être qu'elle dit quelque chose sur l'intersection entre l'ordre du monde et le désir qui brûle dans le cœur de ces hommes qui veulent – non, qui *doivent* – améliorer leur vie, par l'exil.

Toujours est-il que José Matada a été enterré quelques mois après cette chute fatale. Dans un cimetière de Londres, dans cette ville où il espérait trouver une meilleure vie.

**Qu'est-ce qui se passe dans la tête d'un homme qui est prêt à se cacher dans la case d'un train d'atterrissage d'un avion de ligne pour fuir son sort?**

Et une pièce – une seule – d'une livre sterling britannique.

Peu avant minuit, le vol BA 76 a décollé pour Londres.

■■■

Quand je vais dans des écoles parler de mon métier, une ou deux fois par année, les élèves me posent invariablement la même question: qui aimerais-tu interviewer?

Mais je ne sais jamais quoi

cœur qu'il faudrait sonder, là où brûle ce feu qui pousse les hommes à tout risquer pour échapper à un mauvais destin, pour défier le sort.

J'aimerais frôler ce feu-là, que je ne comprendrai jamais, en tant qu'Occidental-privilegié-de-l'humanité.

■■■

Dépêche de l'Agence France-Presse, le mercredi 12 septembre 2012: «Un

a retracé les textos échangés avec cette M<sup>me</sup> Hunt. Celle-ci a décrit avec exactitude un tatouage sur le corps de son ancien jardinier. S'est rappelé son âge. Son pays d'origine: le Mozambique.

■■■

Qu'est-ce qui se passe dans la tête d'un homme qui est prêt à se cacher dans la case d'un train d'atterrissage d'un avion de ligne pour fuir son sort?

## Longueuil Sept manifestants contre l'«austérité» arrêtés

Une centaine de personnes ont manifesté hier soir à la place Charles-Lemoyne à Longueuil contre les «mesures d'austérité entreprises par le gouvernement autant en éducation que dans les services publics». Les manifestants s'étaient donné rendez-vous à Longueuil, puisqu'à Montréal «il ne semble plus

possible d'exercer notre droit à la liberté d'expression et d'association», selon la page Facebook de l'événement. Le groupe faisait ainsi référence aux arrestations de masse qui ont eu lieu à Montréal en vertu du règlement municipal P6, qui oblige la divulgation d'un trajet et interdit le port du masque pendant une manifestation. La

foule s'est rassemblée devant la station de métro Longueuil-Université-de-Sherbrooke et le terminus d'autobus du RTL, vers 18 h 30. L'endroit étant jugé délicat en raison de la proximité du pont Jacques-Cartier, la Sûreté du Québec était sur place aux côtés du Service de police de l'agglomération de Longueuil. La

SQ a ainsi bloqué une bretelle d'accès du pont, forçant les manifestants à rebrousser chemin. Le rassemblement s'est finalement maintenu aux alentours du terminus d'autobus. Sept personnes (six hommes et une femme) ont été arrêtées pour voies de fait et entrave au travail des policiers.

– Annabelle Blais

L'évènement

Volkswagen pour tous



**Jetta 2013**

Louez à partir de

**153 \$** par mois  
sur 48 mois\*

1 000 \$ d'acompte

**Tiguan 2013**

Louez à partir de

**295 \$** par mois  
sur 48 mois\*

1 000 \$ d'acompte

C'est ça la valeur de l'ingénierie allemande.



Das Auto.

1 800 ROULE VW

**vw.ca**

\* Cette offre de location d'une durée limitée et soumise à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance est basée sur le modèle Jetta 2013 de 2,0 L / Tiguan 2.0T 2013 neuf et non immatriculé de base avec boîte manuelle à 5/6 vitesses. Frais de transport et inspection de prélivraison de 1 395 \$ / 1 610 \$ et taxe d'accise de 100 \$ sur le climatiseur, si applicable, inclus dans le paiement mensuel. Acompte de 1 000 \$ ou échange équivalent, dépôt de sécurité de 210 \$ / 350 \$ et première mensualité requis au moment de la signature. Frais de 15 ¢ du kilomètre après 64 000 km en sus. Assurances, immatriculation, frais d'inscription, jusqu'à 46 \$, au RDPRM, droits sur les pneus neufs, options et taxes applicables en sus. PDSF du modèle de base : 16 385 \$ / 26 700 \$. Certaines conditions s'appliquent. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Offres en vigueur jusqu'au 30 avril 2013 et pouvant être modifiées ou retirées en tout temps sans préavis. Modèles montrés : Jetta Highline 2013 de 2,5 L, 26 085 \$ / Tiguan 2.0T 2013, 41 900 \$. Modèles montrés à titre indicatif seulement. Visitez votre concessionnaire ou vw.ca pour les détails. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Das Auto et dessin », « Jetta » et « Tiguan » sont des marques déposées de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada 2013.

1000\$	100\$	500\$	100\$
16,03\$	1,60\$	8,01\$	1,60\$

Si votre solde quotidien moyen est de :  
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

\*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 499\$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799\$ avant taxes pour les meubles, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat et les EcoRais si applicables. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum du cycle de facturation) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le paiement minimum ou est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du débiteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucun frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.



**Brault & Martineau**

Pour le meilleur et pour le prix

**On déduit directement sur la facture!**

**Jusqu'à 500\$ en remise instantanée des manufacturiers**  
sur les meubles\*, matelas\*, accessoires de décoration\*, électroménagers\* et appareils électroniques\*



**Mobilier de salon**

De style transitionnel, revêtu de cuir laminé brun

Livraison gratuite

- Causeuse... 16,36 \$\*/mois ou 589 \$
- Fauteuil... 11,08 \$\*/mois ou 399 \$
- Table de centre... 6,36 \$\*/mois ou 229 \$
- Table de bout... 5,53 \$\*/mois ou 199 \$
- Table console... 8,31 \$\*/mois ou 299 \$
- Cadre... 129 \$
- Tapis 160 x 231 cm (63 x 91 po) 8,03 \$\*/mois ou 289 \$

Remise de 420\$  
Sofa  
**1664\$ /mois**  
ou  
**599\$**  
après remise instantanée



**Fauteuil motorisé inclinable et berçant**

De style transitionnel, revêtu de cuir laminé noir  
Livraison gratuite

Remise de 290\$  
**1108\$ /mois**  
ou  
**399\$**  
après remise instantanée



Comprend : 1 table et 6 chaises

**Mobilier de salle à manger**

De style moderne, fini noyer, table de 201 x 99 cm (79 x 39 po)

Livraison gratuite

- Étagère... 16,64 \$\*/mois ou 599 \$

Remise de 200\$  
**3608\$ /mois**  
ou  
**1299\$**  
après remise instantanée



Comprend : bureau, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côtés de lit

**Mobilier de chambre**

De style urbain, au fini couleur chocolat noir

Livraison gratuite

- Commode superposée 24,97 \$\*/mois ou 899 \$
- Commode lingerie 13,86 \$\*/mois ou 499 \$

Remise de 230\$  
**5553\$ /mois**  
ou  
**1999\$**  
après remise instantanée



**Téléviseur à écran plasma de 51 po**

Technologie ConnectShare™ Movie, mode jeu, 1 entrée USB

Livraison gratuite et garantie du manufacturier de 12 mois

Remise de 120\$  
**1782\$ /36 mois**  
ou  
**64150\$\***  
après remise instantanée



**Ensemble téléviseur DEL 39 po avec barre de son**

Subwoofer sans fil de 150 watts, SRS TruSurround HD, affichage DEL

Résolution pleine HD 1080p, port USB pour photos et musique, capteur de luminosité ambiante

Livraison gratuite

Remise de 120\$  
**2335\$ /36 mois**  
ou  
**84050\$\***  
après remise instantanée



**NOUVEAU! Plan BM™: Service de livraison flexible et gratuit\***

Maintenant Plage horaire de 4 heures



**FRIGIDAIRE Réfrigérateur de 20,3 pi³**

- 1 tablette pleine largeur, 2 tablettes demi-largeur ajustables, tiroir à charcuterie, 2 commandes de l'humidité, 2 bacs à fruits et légumes transparents, porte incurvée réversible, Energy Star®

**Cuisinière avec four autonettoyant**

- Four de 5,3 pi³, éléments de cuisson exposés, 1 prise pour petit appareil, très grand hublot

Livraison, ramassage et service gratuits

Remise de 200\$  
L'ensemble  
**4442\$ /mois**  
ou  
**1299\$**  
après remise instantanée



**Laveuse de 4,1 pi³ C.E.I.**

- 9 programmes, essorage de 800 tr/min, 4 réglages de température, cuve en acier inoxydable, Energy Star®

**Sècheuse de 7,4 pi³**

- 10 programmes, 4 réglages de température, option antifroissement

Livraison, ramassage et service gratuits

Remise de 150\$  
La paire  
**2775\$ /mois**  
ou  
**999\$**  
après remise instantanée



**Barbecue de 40 000 BTU**

- Surface de cuisson totale de 644 po² avec grille de réchaud, grilles de cuisson en fonte émaillée, système de cuisson Flay-R-Wave® en acier inoxydable, système d'allumage électronique Sure-Lite®

Livraison gratuite

Remise de 50\$  
**556\$ /mois**  
ou  
**1999\$**  
après remise instantanée



Remise de 130\$  
2 places  
684 ressorts

**1108\$ /mois**  
ou  
**399\$**  
après remise instantanée

**BARDEN**

- Matelas ferme
- 2 couches de fibres confort
- Mousse support/Supports latéraux

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin

Garantie du manufacturier de 10 ans. Livraison gratuite

- 1 place/494 ressorts... 9,97 \$\*/mois ou 359 \$
- Grand lit/800 ressorts... 11,92 \$\*/mois ou 429 \$
- Très grand lit/1000 ressorts... 16,64 \$\*/mois ou 599 \$

**Galerie du sommeil**  
Brault & Martineau

**90 jours d'essai**

sur TOUS nos matelas

Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons contre un modèle de valeur égale ou supérieure. Détails en magasin.

La garantie confort, **UNE EXCLUSIVITÉ** des Galeries du sommeil Brault & Martineau



**MILENA**

- Matelas moelleux/Fibres traitées antimicrobiennes Body
- 1 po de mousse confort/1 po de mousse support et mousse latex
- Ressorts ensachés individuellement avec contour de mousse

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin

Garantie du manufacturier de 10 ans. Livraison gratuite

- 1 place/740 ressorts... 19,42 \$\*/mois ou 699 \$
- APRES REMISE INSTANTANÉE DE 150 \$
- Grand lit/1296 ressorts... 23,31 \$\*/mois ou 839 \$
- APRES REMISE INSTANTANÉE DE 220 \$
- Très grand lit/1660 ressorts... 27,75 \$\*/mois ou 999 \$
- APRES REMISE INSTANTANÉE DE 330 \$



**3 CONFORTS, 1 SEUL PRIX**

disponibles: moelleux, maxi-ferme ou semi-ferme

Remise de 200\$  
2 places  
1054 ressorts

**2219\$ /mois**  
ou  
**799\$**  
après remise instantanée

**36 versements sans intérêt\***  
jusqu'en mai 2016 sur les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers

**HEURES D'OUVERTURE:**

LUNDI AU VENDREDI 10 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H

braultetmartineau.com

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau



Suivez-nous sur twitter ou @BM\_Promotions

<b>BROSSARD</b> 450 619-6777	<b>GATINEAU</b> 819 561-5007 • 1 877 755-2555	<b>KIRKLAND</b> 514 697-9228	<b>LASALLE</b> 514 364-6110	<b>SAINT-LÉONARD</b> 514 254-9455
<b>REPENTIGNY</b> 450 470-0815	<b>SHERBROOKE</b> 819 562-4242 • 1 800 267-4240	<b>SAINT-HUBERT</b> 450 676-1911	<b>SAINTE-THÉRÈSE</b> 450 430-0555	<b>LAVAL</b> 450 682-2516



**HEURES D'OUVERTURE:**

LUNDI AU MERCREDI 10 H À 18 H  
JEUDI ET VENDREDI 10 H À 21 H  
SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H

<b>GRANBY</b> 450 372-5656	<b>ST-HYACINTHE</b> 450 774-6116	<b>ST-JEAN-SUR-RICHELIEU</b> 450 349-1609
<b>MASCOUCHE</b> 450 474-8531	<b>ST-JÉRÔME</b> 450 431-9338	<b>VAUDREUIL-DORION</b> 450 424-2651

## ACTUALITÉS

Entente entre le Groupe Uniprix et McKesson

## Certains pharmaciens tirent profit d'un « programme de conformité »

MARC THIBODEAU

Des pharmaciens membres du Groupe Uniprix sont liés à McKesson, un géant de la distribution de médicaments, par un « programme de conformité » qui prévoit le versement de rabais substantiels en fonction de leurs achats.

Pour y avoir droit, ils doivent réaliser plus de 90 % de leurs commandes de médicaments génériques conformément à une « liste préférentielle » de produits et de fabricants fournie par le distributeur. Des cibles sont aussi identifiées pour les médicaments innovateurs.

Un formulaire d'adhésion élaboré par Groupe Uniprix de concert avec McKesson, que *La Presse* a obtenu, précise que les « pharmaciens conformes » peuvent recevoir « un montant représentant jusqu'à 35 % du prix d'achat des produits de marque privée » acquis auprès de McKesson dans la période considérée.

Une réduction substantielle du coût de la cotisation annuelle versée par le pharmacien au Groupe Uniprix est également prévue.

La Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) enquête depuis plusieurs années sur un programme



PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Selon le formulaire d'adhésion au programme, les « pharmaciens conformes » peuvent recevoir « un montant représentant jusqu'à 35 % du prix d'achat des produits de marque privée » acquis auprès de McKesson.

similaire, lancé en 2009, liant McKesson à plusieurs dizaines de pharmaciens de la bannière Proxim.

Les enquêteurs cherchent notamment à déterminer si le versement prévu d'un « rabais volume » contrevient aux dispositions de la Loi sur l'assurance-médicaments et affecte indûment le coût des produits

remboursés par le régime public.

Le règlement gouvernemental régissant les conditions de reconnaissance d'un grossiste en médicaments précise que l'entreprise ne peut accorder « aucune réduction du prix d'un médicament reliée à l'atteinte d'un volume déterminé d'achat » ou reporter une

telle réduction sur « d'autres marchandises ».

## L'enquête suit son cours

McKesson, l'un des plus importants distributeurs au Canada, a enregistré par anticipation une dépense de 40 millions en lien avec cette affaire. La somme reflète la « perte probable » découlant de « réclamations

juridiques potentielles ». La RAMQ se borne à dire de son côté que l'enquête « suit son cours » et refuse d'en commenter les détails.

Le Groupe Uniprix affirme que le programme de conformité lancé avec McKesson n'a soulevé, contrairement à celui de Proxim, aucune question de la part de la RAMQ. Ses dirigeants se disent convaincus qu'il « respecte les lois et règlements et leur esprit ».

Uniprix avait refusé il y a quelques semaines, avant l'obtention du formulaire d'adhésion, de confirmer la nature des « avantages » conférés aux pharmaciens participants en évoquant le caractère confidentiel de ses ententes commerciales.

L'Ordre des pharmaciens a indiqué en mars que le syndicat cherche à déterminer si certains de ses membres ont pu commettre une faute déontologique en adhérant à un programme de conformité.

La porte-parole de McKesson Canada, Elizabeth Huart, a indiqué hier que Proxim et Uniprix étaient les seules bannières avec lesquelles un programme de ce type avait été élaboré. Elle assure que ses dispositions sont légales. M<sup>me</sup> Huart note qu'Uniprix ne fait pas « à sa connaissance » l'objet d'une enquête de la RAMQ.

Plusieurs centaines de pharmaciens ont été sanctionnés au cours des dernières années pour leur participation à un système de ristournes qui avait cours au début des années 2000. Ces ristournes étaient versées sous diverses formes par plusieurs fabricants de médicaments génériques qui cherchaient ainsi à favoriser leurs produits. La loi a été modifiée sensiblement par la suite pour éviter ce type d'abus.

## Fuite de pétrole Accusations contre Plains Midstream Canada

La branche canadienne d'une entreprise américaine de transport pétrolier est sous le coup d'accusations environnementales liées à une importante fuite lors de laquelle des millions de litres de pétrole se sont répandus dans des terres humides, forçant la fermeture d'une école dans le nord-ouest de l'Alberta. Plains Midstream Canada fait face à trois accusations en vertu de l'Environmental Protection and Enhancement Act, qui permet d'imposer des amendes maximales de 500 000 \$. La fuite survenue en avril 2011, à environ 95 kilomètres au nord-est de Peace River, a provoqué le déversement de 4,5 millions de litres de pétrole. — *La Presse Canadienne*



PHOTO REUTERS

Deux policiers étaient postés près des lieux où le morceau d'avion a été retrouvé, hier.

## Attentats du 11-Septembre Un morceau d'avion découvert à New York

La police de New York a annoncé hier avoir retrouvé, près du lieu des attentats du 11-Septembre, un morceau d'avion qui proviendrait d'un des appareils qui avait été précipité contre les tours jumelles du World Trade Center. « Une partie d'un train d'atterrissage, qui semble provenir d'un des avions de ligne détruits le 11 septembre 2001, a été découvert coincé entre l'arrière » de deux immeubles dans le bas de Manhattan, a déclaré le porte-parole de la police Paul Browne. Ces deux immeubles, l'un situé à 51 Park Place et l'autre au 50 Murray Street, se trouvent à deux pâtés de maison du site du World Trade Center. M. Browne a ajouté que le morceau d'avion portait « un numéro d'identification Boeing clairement visible ». — AFP

# CONCOURS ÉPARGNEZ GROS

## À GAGNER: 100 000 \$ EN ARGENT

Pour chaque tranche de 1 000 \$ investie dans un produit d'épargne ou de placement Desjardins d'ici le 29 juin, vous obtenez une chance de gagner :

- 1 prix de 100 000 \$ à raison de 10 000 \$ par année pendant 10 ans
- 13 prix secondaires de 1 000 \$

Renseignez-vous auprès de votre conseiller Desjardins.

1 800 CAISSES  
desjardins.com/epargnezgros



**Desjardins**  
Gestion de patrimoine

Coopérer pour créer l'avenir

L'ÉVÈNEMENT  
**C'EST LE TEMPS DE CHANGER**

Essence ord.

**99¢**

**ELANTRA GT GLS 2013**

**AUTOROUTE:**  
5,3L / 100KM\*

**OBTENEZ LA VERSION GLS SANS SUPPLÉMENT**

ÉTAIT ~~22 959\$~~ MAINTENANT  
**20 759\$**

2200\$ EN AJUSTEMENT DE PRIX\*  
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

- DIRECTION À MODE SÉLECTIONNABLE PAR LE CONDUCTEUR • CLIMATISEUR • 7 COUSSINS GONFLABLES • SIÈGES AVANT CHAUFFANTS
- RÉGULATEUR DE VITESSE • RADIO XM AVEC SYSTÈME MAINS LIBRES BLUETOOTH®
- BOÎTE À GANTS RÉFRIGÉRÉE



Modèle SE avec ensemble Tech. montré

**TUCSON GL 2013 TR. INT.**

**AUTOROUTE:**  
7,4L / 100KM\*

**OBTENEZ LA TRACTION INTÉGRALE SANS SUPPLÉMENT**

ÉTAIT ~~28 474\$~~ MAINTENANT  
**26 474\$**

2000\$ EN AJUSTEMENT DE PRIX\*  
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

- SIÈGES AVANT CHAUFFANTS
- PRISES D'ENTRÉE IPOD®/USB/AUXILIAIRE
- RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS DÉGIVRANTS
- SYSTÈME MAINS LIBRES BLUETOOTH®
- RÉGULATEUR DE VITESSE



Modèle Limited montré



Modèle Limited montré

**SONATA SE 2013**

**AUTOROUTE:**  
5,6L / 100KM\*

**OBTENEZ LA VERSION SPECIAL EDITION SANS SUPPLÉMENT**

ÉTAIT ~~29 079\$~~ MAINTENANT  
**25 679\$**

3400\$ EN AJUSTEMENT DE PRIX\*  
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

- JANTES DE 18 PO EN ALLIAGE D'ALUMINIUM
- SUSPENSION À CALIBRATION SPORT
- ÉCHAPPEMENT À DEUX EMBOUTS CHROMÉS
- SIÈGES AVANT ET ARRIÈRE CHAUFFANTS EN CUIR
- PHARES ANTIBROUILLARD • TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE
- RADIO SIRIUS XM AVEC SYSTÈME MAINS LIBRES BLUETOOTH®

OBTENEZ LA **VERSION SUPÉRIEURE**  
SANS SUPPLÉMENT

ET NE  
PAYEZ  
QUE

**99¢/L**

JUSQU'EN 2014\*



**GARANTIE**  
5 ANS\*

Garantie globale limitée : 5 ans/100 000 km  
Garantie groupe motopropulseur : 5 ans/100 000 km  
Garantie sur les émissions : 5 ans/100 000 km

HyundaiCanada.com

\* Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. Prix des véhicules montrés : Tucson Limited 2013, traction intégrale à partir de 34 224 \$ / Elantra GT SE 2013 avec ensemble Tech. à 27 959 \$ / Sonata Limited 2013 à partir de 30 679 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur) sur les modèles équipés d'un climatiseur, livraison et de destination de 1 760 \$ / 1 495 \$ / 1 565 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76 \$) et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. \* Les cotes de consommation d'essence du Tucson GL 2013 à traction intégrale, boîte auto (Autoroute 7,4 L / 100 km; Ville 10,2 L / 100 km) / Elantra GT GLS 2013, transmission manuelle 6 vitesses (Autoroute 5,3 L / 100 km; Ville 7,8 L / 100 km) / Sonata SE 2013, transmission automatique (Autoroute 5,6 L / 100 km; Ville 8,7 L / 100 km) sont basées sur Energuide. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les données sont présentées aux fins de comparaison uniquement. Le calcul des ajustements de prix se fait à partir du prix de base de chaque véhicule. Ajustements de prix jusqu'à 2 200 \$ / 3 400 \$ / 2 000 \$ offerts sur l'Elantra GT GLS 2013/Sonata SE 2013/Tucson GL 2013 à traction intégrale. Les ajustements de prix s'appliquent au prix avant taxe. Cette offre ne peut être combinée ou utilisée en conjonction avec toute autre offre disponible. Cette offre ne peut être transférée ni cédée. Aucun échange de véhicule requis. \* Achetez au comptant, achetez avec financement ou louez une/un Accent/Elantra/Elantra Coupe/Elantra GT/Veloster/Genesis Coupe/Sonata/Sonata HEV/Santa Fe Sport/Santa Fe XL/Tucson 2013 en stock ou une Sonata HEV 2012 en stock durant l'événement C'est le temps de changer et vous recevrez une carte d'essence Privileges Esso de 0,99 \$/L (incluant les taxes applicables). La carte d'essence Privileges Esso est émise par Esso et est assujettie aux modalités et conditions de l'entente concernant la carte d'essence Privileges Esso. Les clients du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de Terre-Neuve et Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard (collectivement désignées « Maritimes ») et du Québec recevront un crédit maximum de 0,55 \$ par litre si le prix excède 1,54 \$/L durant la période d'activation de la carte. Les clients de l'Ontario et du Manitoba recevront un crédit maximum de 0,50 \$ par litre si le prix excède 1,49 \$/L durant la période d'activation de la carte. Les clients des Maritimes, du Québec, du Manitoba et de l'Ontario économiseront au moins 0,30 \$/L si le prix de l'essence descend sous 1,29 \$/L dans ces provinces. Toutes les cartes d'essence expirent le 31 décembre 2013, ne sont valables que dans les stations Esso participantes (excluant celles de Colombie-Britannique) et ne sont pas monnayables. Les cartes d'essence ne peuvent être utilisées en Colombie-Britannique. Les cartes d'essence ne peuvent être utilisées que pour acheter de l'essence Esso Suprême, Esso Extra et Esso Ordinaire. Le prix avec la carte d'essence Privileges Esso de 0,99 \$/L s'applique à l'essence Esso Ordinaire seulement. Le prix avec la carte d'essence est de 1,12 \$/L pour l'essence Esso Extra et de 1,18 \$/L pour l'essence Esso Suprême. La carte d'essence doit être utilisée conjointement avec un autre mode de paiement accepté dans les stations Esso du Canada (à l'exception de la Colombie-Britannique) et ne peut être utilisée qu'en payant à la caisse (à l'intérieur). Une seule carte d'essence Privileges peut être utilisée par transaction. Estimation basée sur les données de consommation combinée de l'Énerguide pour l'Accent auto. (6,3 L/100 km)/Elantra auto. (6,3 L/100 km)/Elantra Coupe auto. (6,6 L/100 km)/Elantra GT auto. (6,6 L/100 km)/Veloster 1.6L auto. (6,3 L/100 km)/Genesis Coupe 2.0L auto. (8,6 L/100 km)/Sonata 2.4L auto. (7,3 L/100 km)/Sonata HEV auto. (5,2 L/100 km)/Tucson 2.0L auto. (8,2 L/100 km)/Santa Fe Sport 2.4L à trac. av. auto. (8,6 L/100 km) 2013 et la Sonata HEV auto. 2012 (5,3 L/100 km), ainsi que sur les données de consommation combinée pour le Santa Fe XL 3.3L 2013 à trac. av. (9,9 L/100 km), telle que déterminée par le fabricant et publiée au www.hyundaicanada.com pour 15 400 km/an, soit la distance moyenne parcourue annuellement selon les statistiques de 2011 de Transport Canada concernant les véhicules de promenade, en soustrayant le plein de carburant initial fourni à la livraison du véhicule 2013 : Accent (43 L), Elantra (48 L), Elantra Coupe (50 L), Elantra GT (50 L), Veloster (50 L), Genesis Coupe (65 L), Sonata (70 L), Sonata HEV (65 L), Tucson (58 L), Santa Fe Sport (66 L), Santa Fe XL (71 L), Sonata HEV 2012 (65 L), ce qui équivaut à 0,99 \$ par litre d'essence, jusqu'à un maximum possible de 725 litres (Accent/Elantra/Elantra Coupe/Elantra GT/Veloster 2013), 800 litres (Sonata 2013/Sonata HEV 2013/Sonata HEV 2012) et à 1 000 litres (Genesis Coupe/Tucson/Santa Fe Sport/Santa Fe XL 2013). Les données de consommation réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les cotes de consommation sont présentées à des fins comparatives uniquement. \*\* Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Contactez votre concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien.



## PENSIONNATS AUTOCHTONES

## Après la réconciliation, l'action

MARIE-MICHÈLE SIOUI

Si un membre d'une famille qui est violent s'excuse à ses proches, ça ne veut rien dire s'il continue de les battre.

Voilà l'exemple qu'a utilisé le président de la Commission de vérité et réconciliation (CVR), le juge Murray Sinclair, pour résumer ce qui allait teinter l'avant-dernière journée des audiences sur les pensionnats autochtones à Montréal.

Car si les membres des Premières Nations appelés à témoigner de leur expérience dans les écoles résidentielles ont rapporté d'horribles épisodes de violence et de déracinement, ils ont également tous évoqué le soulagement de pouvoir enfin partager leur histoire, et surtout l'importance de poursuivre le travail au-delà de la Commission.

Le survivant du pensionnat de Maliotenam Jean-Guy Pinette souhaite peut-être qu'un autochtone n'ait plus jamais à quitter un hôpital de Québec pour y laisser son père mourir seul, comme il l'a fait en 1990, quand le personnel médical « traitait sa famille de noms », la crise d'Oka en toile de fond. Le député néo-démocrate Roméo Saganash, lui, formule possiblement le souhait que les mamans autochtones ne s'astreignent plus à chercher pendant 40 ans l'endroit où leur enfant a été enterré, comme sa mère l'a fait pour retrouver son « petit frère », mort au pensionnat de Moose Factory.

« Il faut faire connaître l'histoire aux Blancs, oui, mais aussi aux autochtones. » — Richard Kistabish, ex-pensionnaire à Amos

« Ce n'est pas juste de l'histoire. Les Canadiens doivent savoir ce qui s'est passé, mais aussi ce qui se passe maintenant », a plaidé l'ancienne vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser. Une idée que Richard Kistabish, ex-pensionnaire à Amos et président de la Fondation de l'espoir, bonifie. « Il faut faire connaître l'histoire aux Blancs, oui, mais aussi aux autochtones, croit-il. Ce n'est pas valorisant de parler des sévices qu'on a vécus à nos enfants. Le sujet est tabou. » Sa solution, pendant des années, a donc été de permettre aux survivants d'enregistrer leurs témoignages sur des cassettes qu'ils pouvaient ensuite remettre à leurs enfants. À présent, il suggère d'utiliser à bon escient les capacités de guérison acquises pendant la CVR pour en faire profiter les communautés. « Je suis pour la responsabilisation », dit-il.

## Un format imparfait

Roméo Saganash voit lui aussi dans la Commission un processus de renforcement, qui permet de côtoyer des gens « qui sont passés par le même chemin que soi ». Reste que le format n'est pas parfait selon lui, et selon Richard Kistabish également. « Quinze minutes pour [raconter] une vie... C'est une ignorance totale des pensionnats que d'exiger ça. C'est inhumain », affirme ce dernier, en référence au temps alloué aux témoins pour partager leur expérience. Il est vrai, sans doute, que bien des nuances sont évacuées. Comme celle qui explique l'accueil chaleureux qu'ont réservé hier les anciens élèves du pensionnat de La Tuque à leur ex-directeur, Jean-Maurice Bonnard. De 1968 à 1978, M. Bonnard assure avoir surveillé l'école pour que les enfants « soient bien traités » et pour « qu'ils ne soient pas abusés d'une façon ou d'une autre ». « Il nous avait organisé un tournoi de hockey en Suisse », a confié hier Robert L. Ottereyes, fidèle ami de Roméo Saganash, en exhibant fièrement une photo du tournoi, disputé en 1973.



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Si les membres des Premières Nations appelés à témoigner de leur expérience dans les écoles résidentielles ont rapporté d'horribles épisodes de violence et de déracinement, ils ont également tous évoqué le soulagement de pouvoir enfin partager leur histoire.

LE NOUVEAU SPECTACLE DE **Cavalia**  
 LAVAL • 1.866.999.8111 • cavalia.net

LA PRESSE

## ENVIRONNEMENT

# Dur coup pour le recyclage du verre

L'usine Klareco, la principale au Québec, ferme ses portes à la fin avril



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Environ 70 % du verre des centres de tri municipaux, comme celui de Montréal (photo), est traité par Klareco.

## LE VERRE RECYCLÉ EN CHIFFRES

**145 000**

Tonnes recyclées actuellement, dont 75 % par la collecte sélective municipale

**57%**

Verre provenant de la collecte sélective de la SAQ

**90%**

Taux de récupération pour les bouteilles de la SAQ

**60%**

Taux de récupération pour l'ensemble du verre

CHARLES CÔTÉ

Le recyclage du verre est durement perturbé et une partie du verre recyclé par les citoyens prendra le chemin des lieux d'enfouissement avec la fermeture de l'usine Klareco à Longueuil, annoncée hier.

Cette filiale du groupe Gaudreau Environnement traitait 70 % du verre des centres de tri municipaux au Québec, confirme Jeannot Richard, vice-président innovation à Recyc-Québec.

« C'est évident que Klareco était un conditionneur d'importance, dit M. Richard. Ça crée un refoulement dans les centres de tri. Il y aura plus de verre qui ira dans les lieux d'enfouissement. »

« Actuellement, il n'y a pas d'autre débouché, dit Taraneh Sepahsalari, directrice générale de la Régie de récupération de l'Estrie. De toute façon, on a toujours utilisé une partie du verre pour les chemins dans les centres d'enfouissement. »

Dans un communiqué daté d'hier, Klareco invoque son « incapacité à assumer les frais rattachés au traitement du verre » et l'échec de son projet de relocalisation.

L'usine de Klareco, qui employait 75 personnes, a été achetée pour 5,4 millions il y a deux ans par la Ville de Longueuil, qui compte la démolir. L'installation est considérée comme une nuisance et sa fermeture était prévue pour le 30 avril.

Selon la Ville de Longueuil, le prolongement des activités aurait été possible moyennant le paiement de pénalités prévues au contrat.

Pour Karel Ménard, du Front commun québécois pour la gestion écologique des déchets (FCQGED), la fermeture de Klareco n'est que la plus récente conséquence des mauvais choix du Québec dans le domaine du recyclage de verre.

M. Ménard croit qu'on devrait instaurer une consigne pour les contenants en verre, en particulier les bouteilles de vin, comme c'est le cas dans huit autres provinces canadiennes.

« Ça démontre l'inefficacité de la collecte sélective pour ce qui est du verre », dit-il.

Il rappelle que le verre a une faible valeur, et cette valeur faiblit encore plus lorsque les différentes couleurs de verre sont mélangées, comme c'est le cas actuellement. En plus, le verre est compliqué à traiter et contamine les autres matières, comme le papier et le carton.

### Mettre le verre à la poubelle?

« Ça a été une erreur de mettre le verre dans le bac de récupération et ça s'est aggravé avec la collecte pêle-mêle », dit-il.

Avec la fermeture de Klareco, vaudrait-il mieux mettre le verre à la poubelle? « C'est une question qui mérite d'être posée », dit M. Ménard.

« Les citoyens devraient garder leurs bonnes habitudes », rétorque M. Richard, qui assure que plusieurs projets soutenus par la société d'État pourront créer de nouveaux marchés à moyen terme pour le verre.

Il cite l'exemple de Tricentris, qui dessert Gatineau et une partie de la couronne nord de Montréal, et qui prévoit incorporer le verre dans la fabrication de béton. « Si on met la consigne sur les bouteilles de vin, cela va diminuer les volumes de verre disponibles pour les investissements de ce type. »

La fermeture de Klareco sera un nouvel élément à considérer dans l'étude actuellement en cours, commandée par l'ancien ministre de l'Environnement Pierre Arcand, et qui doit comparer la collecte sélective et la consigne.

Mais pour Karel Ménard, le constat est clair. « Il faut arrêter de tergiverser et de faire des études, dit-il. Le verre coûte cher aux centres de tri, il cause des problèmes aux autres filières et la consigne est très efficace. »

**HAYWARD®**

Épargnez jusqu'à **62%** D'ÉNERGIE

**PRENEZ LE CONTRÔLE ET ÉPARGNER**

Épargnez jusqu'à **62%** des coûts énergétiques

## Pompes écoénergétiques

Devenez propriétaire d'une pompe Hayward® à vitesse variable et économisez jusqu'à **62%** de coûts énergétiques



L'interface digitale donne la consommation en électricité en tout temps pour ainsi vous aider à maximiser vos économies d'énergie.



À partir de **849\$\*\***

\*\*Les détaillants peuvent vendre à prix plus élevé

### COÛT D'EXPLOITATION PAR SAISON

Pompe à vitesses variables	Pompe à une vitesse
<b>175 \$*</b>	<b>465 \$</b>

### VOS ÉCONOMIES D'ÉNERGIE PAR SAISON

<b>290 \$</b> par saison	<b>62%</b> économies
--------------------------	----------------------

\*Valeur basée sur une pompe de 1 hp SuperPump VS (Piscine de 80 000 Litres) En fonction 24 heures par jours pour une saison de 5 mois au coût de 0,075 du kWh d'électricité. Se référer au tarif d'Hydro Québec pour le coût précis du kWh.



**Constatez vos économies!**

Visitez notre simulateur d'économie d'énergie sur notre site internet [WWW.HAYWARDPOOL.CA](http://WWW.HAYWARDPOOL.CA)

USAGE DE PESTICIDES

# Le géant du saumon mis à l'amende

CHARLES CÔTÉ

Une filiale du plus grand éleveur de saumon au Canada a plaidé coupable hier à des accusations d'avoir usé illégalement de pesticides dans la baie de Fundy.

L'entreprise Kelly Cove a été condamnée à payer 100 000 \$ d'amende et devra verser 400 000 \$ à différents fonds environnementaux, en vertu d'une entente avec la poursuite entérinée par la Cour provinciale du Nouveau-Brunswick.

Kelly Cove est une des filiales du géant Cooke Aquaculture, qui détient 80 % du marché dans l'est du Canada et vend chaque année 50 000 tonnes de saumon, sous les marques True North et Heritage Salmon.

La condamnation en vertu de la Loi sur les pêches survient après une enquête d'Environnement Canada,

déclenchée après la mort de centaines de homards dans le voisinage de fermes d'élevage de saumon en 2009.

Dans l'énoncé conjoint des faits signé par la poursuite et Kelly Cove, il est reconnu que l'entreprise a acheté «72 contenants de 8 pintes de cyperméthrine», un pesticide dont l'usage est interdit en mer au Canada, mais permis aux États-Unis. Ce pesticide a été utilisé dans 15 fermes d'élevage différentes dans la baie de Fundy.

L'entreprise luttait contre une infestation de poux de mer, un parasite du saumon.

«La cyperméthrine est un pesticide agricole dont l'utilisation n'est pas autorisée dans les milieux marins en raison de sa toxicité prouvée pour les crustacés, notamment le homard et la crevette, note Environnement Canada dans un communiqué. Cooke a utilisé le pesticide... en sachant



PHOTO JOHN PAPADOPOULOS, COLLABORATION SPÉCIALE  
C'est dans des fermes d'aquaculture comme celle-ci, dans la baie de Fundy, que le pesticide cyperméthrine a été utilisé.

chef de la direction de Cooke Aquaculture.

Ce dernier ainsi que son frère Matt et leur père Gifford étaient également accusés personnellement dans cette affaire, mais cette poursuite est finalement retirée.

«Un grand jour»

«C'est un grand jour aujourd'hui, affirme Matthew Abbott, de l'organisme Fundy Baykeeper. Ça fait plusieurs années qu'on le dit et on voit que c'est vrai qu'il y a un problème avec l'usage des pesticides, mais on ne savait pas qu'il était si étendu. On voit qu'ils reconnaissent l'avoir utilisé dans 15 endroits différents.»

«Les pratiques d'aquaculture n'ont pas vraiment changé ces trois dernières années et l'industrie continue de vouloir utiliser des pesticides, ajoute M. Abbott. Même leur utilisation légale est inquiétante.»

que cette utilisation était illégale.»

Curieusement, en dépit de ce qui est mentionné dans l'énoncé conjoint et de sa reconnaissance de culpabilité, Cooke Aquaculture continue de clamer son innocence.

«Nous avons pris la décision difficile de ne pas contester ces accusations même si nous remettons en doute les allégations», affirme dans un communiqué émis le jour même de la condamnation Glenn Cooke, président et



# PARTEZ LOIN. REMPPLISSEZ MOINS.

CHACUN DE VOS KILOMÈTRES COMPTE AVEC LA TECHNOLOGIE SKYACTIV.



Modèle GT illustré

MAZDA CX-5 GX 2014  
avec la TECHNOLOGIE SKYACTIV

LOUEZ À PARTIR DE

## 259\$\*/MOIS

LOCATION 48 MOIS • 2 495 \$ COMPTANT



Modèle GT illustré

MAZDA6 GX 2014  
avec la TECHNOLOGIE SKYACTIV

LOUEZ À PARTIR DE

## 269\$\*/MOIS

LOCATION 48 MOIS • 2 495 \$ COMPTANT



Modèle GT illustré

MAZDA3 GX 2013

LOUEZ À PARTIR DE

## 168\$\*/36 MOIS

par mois

0\$ COMPTANT

Aussi disponible  
avec la

TECHNOLOGIE  
SKYACTIV



Modèle GT illustré

MAZDA3 SPORT GX 2013

LOUEZ À PARTIR DE

## 188\$\*/36 MOIS

par mois

0\$ COMPTANT

CES OFFRES SE TERMINENT LE 30 AVRIL 2013.

RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE MAZDA OU  
CONSULTEZ LE MAZDA.CA POUR TOUTS LES DÉTAILS.

Vos concessionnaires Mazda du Québec

VROUM-VROUM

NUMÉRISER ET TROUVER  
LE CONCESSIONNAIRE  
LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS.





mazda

\*Offres disponibles pour la location au détail d'un Mazda CX-5 GX 2014 (NVXK64AA00), d'une Mazda6 GX 2014 (G4XL64AA00), d'une Mazda3 GX 2013 (D4XS53AA00) et d'une Mazda3 Sport GX 2013 (D5XS53AA00) neufs en stock. Avec des mensualités de 259\$/269\$/168\$/188\$ pour 48/48/36/36 mois, ce qui comprend un acompte de 2 495\$/2 495\$/0\$/0\$. Offres disponibles pour la location au détail d'un Mazda CX-5 GT 2014 (NXTL84AA00), d'une Mazda6 GT 2014 (G4TL64AA00), d'une Mazda3 GT 2013 (D4TY63AA00) et d'une Mazda3 Sport GT 2013 (D5TY63AA00) illustrés neufs en stock. Avec des mensualités de 374\$/385\$/354\$/379\$ pour 48/48/36/36 mois, ce qui comprend un acompte de 2 495\$/2 495\$/0\$/0\$. Les versements de location incluent les frais de transport et de préparation de 1 695\$ (Mazda3/Mazda6)/1 895\$ (Mazda CX-5) en sus. La première mensualité est payable à la livraison. Limite de 20 000 km par an. Frais de 8¢ le km excédentaire. Offre de location réservée aux clients au détail. Il se peut que tous les modèles ne soient pas offerts en location. Les offres de location peuvent varier selon la région et le modèle. Location sur approbation de crédit pour les clients admissibles seulement. Le concessionnaire peut devoir louer une commande ou effectuer un échange sur certains véhicules. Ces offres sont valides du 2 avril au 30 avril 2013. Les prix peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Certaines conditions s'appliquent. \*Une initiative de l'AOLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Certaines conditions s'appliquent. Pour plus d'information, visitez le site [www.faitesdelair.org](http://www.faitesdelair.org). Visitez le [mazda.ca](http://mazda.ca) ou passez chez votre concessionnaire pour connaître tous les détails.

## POLITIQUE

## Terrorisme: cachez ces causes...



VINCENT  
MARISSAL  
CHRONIQUE

Je prends souvent le train. Ces temps-ci, deux ou trois fois par mois entre Montréal, Québec et Ottawa. Moyen de transport relaxant, fiable et pratique, surtout depuis que Via a réglé ses problèmes de WiFi à bord. Et puis à 29\$ pour faire Mtl-Qc, ce serait une insulte à Kyoto que de prendre mon auto!

Autre avantage avec le train: pas de longue file d'attente pour la sécurité, pas besoin d'enlever ses chaussures, sa ceinture, sa montre ou de jeter la bouteille de parfum à 75\$ malencontreusement oubliée dans son sac. Vous arrivez cinq minutes avant le départ, et hop, bon voyage!

Tout cela risque, malheureusement, de changer, maintenant que les trains sont dans la mire d'apprentis terroristes.

Avant, je croyais que la plus grande menace qui pèse sur les passagers de Via, ce sont les trains de marchandises, qui ont priorité sur la voie ferrée, forçant régulièrement les convois vert et jaune à céder le passage.

Je ne suis pas anxieux de nature, mais cette perception a quelque peu changé cette semaine.

Un matin, à la gare Centrale de Montréal, en attente pour

le train de 9 h, devant la foule bigarrée qui se pressait pour monter à bord, j'ai réalisé soudainement à quel point il est facile de se faufiler dans un train. Devant moi, trois jeunes Arabes avec des gros sacs à dos. Un doute furtif dans mon esprit. Je me suis grondé intérieurement: «Franchement, tu fais du profilage racial, maintenant? T'as pas honte?»

Pas très fier de moi, en effet. Assis dans le train, je me suis même dit que ces longs

psychologique collatérale de l'attentat du marathon de Boston. N'est-ce pas le but ultime du terrorisme: semer le doute et la peur dans l'esprit du commun des mortels. Les bombes continuent de faire des dégâts bien après leur explosion.

Troublante coïncidence, à peine descendu du train à la gare du Palais de Québec, j'apprenais par mon fil Twitter l'arrestation de deux jeunes hommes soupçonnés d'avoir comploté pour faire dérailler un train de Via. Même déjoués, les attentats atteignent parfois leur objectif: semer le doute, voire la peur.

Ma paranoïa est, en fait, circonstancielle. Je n'ai jamais vraiment cru que le Canada puisse figurer en tête de liste des pays visés par les grandes organisations terroristes.

raccourcis sur le jeune chef libéral, l'accusant de légitimer les gestes des terroristes. «Ce n'est pas le moment de tomber dans la sociologie», a ajouté jeudi le premier ministre, profitant des derniers événements pour attaquer son adversaire.

Sans surprise, également, les conservateurs tentent de «faire du millage» avec les récents complots terroristes en ramenant devant le Parlement des mesures légales extraordinaires. Des mesures dont la nécessité et même l'utilité sont fortement mises en doute par certains experts. Qu'à cela ne tienne. Pour les conservateurs, c'est payant de jouer la carte de la sécurité nationale.

Partout dans le monde, des dirigeants comme George W. Bush, Vladimir Poutine ou Benjamin Netanyahu ont réussi à redorer leur blason dans l'opinion publique en adoptant la ligne dure contre les terroristes. Leurs réactions sont parfois primaires, voire carrément démagogiques, mais les terroristes ne sont pas très subtils non plus.

Rares sont les leaders, toutefois, qui s'interrogent publiquement sur les causes profondes. En le faisant avec si peu de recul, Justin Trudeau a eu l'air, au mieux, naïf et, au pire, davantage préoccupé par les meurtriers que par leurs victimes.

Le moment était mal choisi, certes. Les mots aussi, mais qui, sinon nos dirigeants, doit lancer la réflexion sur les raisons des attaques terroristes?

*Rares sont les leaders qui s'interrogent publiquement sur les causes profondes du terrorisme. Mais qui, sinon nos dirigeants, doit lancer la réflexion sur les raisons des attaques terroristes?*

tuyaux de métal roulants remplis de monde sont des cibles faciles, surtout lorsqu'ils ralentissent à quelques km/h en traversant les ponts. Là encore, je me suis réprimandé intérieurement: «Bon, tu deviens parano, en plus!»

En fait, je suis, comme des millions de gens, une victime

L'époque est toutefois à la précaution, pas aux réflexions philosophiques, comme l'a appris rudement Justin Trudeau en s'aventurant, dès le lendemain de l'attentat de Boston, sur les causes profondes de tels gestes.

Sans surprise, Stephen Harper est tombé à bras

Quand Stephen Harper se moque de la sociologie, insinue-t-il qu'il est ridicule de se poser deux ou trois questions sur la société et ses différentes composantes?

En 2002, Jean Chrétien aussi s'était risqué à parler des causes des attentats terroristes contre les pays riches, s'attirant les foudres de certains commentateurs et du chef de l'opposition officielle, un certain Stephen Harper.

«Lorsqu'il y a des pays dans la misère extrême, ils deviennent des endroits d'où [émergent] ce genre de problèmes-là. On a une responsabilité d'aider ces pays-là à trouver un niveau de vie plus acceptable, où ces activités ne seront pas facilitées par l'environnement où les gens vivent», avait dit Jean Chrétien dans la foulée des événements du 11 septembre 2001.

Un an avant ces attentats, Jean Chrétien avait déclaré devant un imposant parterre de gens d'affaires à New York que les États-Unis, en leur qualité de superpuissance, devaient apprendre à être moins arrogants. Cette remarque avait valu de nombreuses critiques à M. Chrétien.

En politique, toute vérité n'est pas bonne à dire et il est plus payant, électoralement, de prôner la manière forte que de «tomber dans la sociologie», pour reprendre l'expression de M. Harper.

Pour joindre notre chroniqueur: [vincent.marissal@lapresse.ca](mailto:vincent.marissal@lapresse.ca)

## À QUOI DONNERIEZ-VOUS LA NOTE DE 10 SUR 10?

À l'achat d'un gros électroménager Miele entre le 19 avril et le 31 mai 2013, choisissez :  
une garantie de 10 ans  10 000 milles Aéroplan<sup>MD</sup>

Les électroménagers Miele sont à l'avant-garde de l'innovation et du design depuis 1899. Ils sont conçus pour donner des résultats parfaits à tout coup. L'événement 10 sur 10 de Miele témoigne de notre engagement envers nos produits et nos clients. Pour chaque achat d'un gros électroménager Miele, vous recevrez GRATUITEMENT une garantie de 10 ans OU 10 000 milles Aéroplan\*. Nous vous assurons que, peu importe l'appareil choisi, Miele vous conviendra parfaitement.

miele.ca

aeroplan

DERRIÈRE TOUS LES GRANDS NOMS... UN SEUL NOM

**JCPerreault**  
MEUBLES • ACCESSOIRES • MATÉLAS • ÉLECTROS

Saint-Roch de l'Achigan 5, Industrielle, Saint-Roch de l'Achigan 450 588-7211  
Kirkland 17850, Rte Transcanadienne, Montréal (Kirkland) 514 695-7211  
Saint-Hubert 2049, F.-X. Sabourin, Saint-Hubert 450 462-7211  
Joliette 5, rue Papineau, Joliette 450 752-2595  
Laval 1900, rue Maurice-Gauvin, Laval 450 681-7211  
[mielejcpereault.ca](http://mielejcpereault.ca)

**Miele**

LAVE-VAISSELLE APPAREILS DE CUISSON MACHINES À CAFÉ RÉFRIGÉRATION SOINS DES VÊTEMENTS

\* Achetez un électroménager Miele au prix Miele par l'entremise d'un agent certifié Miele, du 19 avril 2013 au 31 mai 2013 inclusivement, et obtenez un surclassement gratuit - de la garantie standard du fabricant d'un (1) an au Certificat de service prolongé Miele de dix (10) ans - OU 10 000 milles Aéroplan<sup>MD</sup>, pour chaque électroménager admissible. Au moment de l'achat, le client doit choisir entre le surclassement gratuit - de la garantie standard du fabricant d'un (1) an au Certificat de service prolongé Miele de dix (10) ans - OU la prime de 10 000 milles Aéroplan. La livraison complète doit être acceptée au plus tard le 30 novembre 2013. Les taxes applicables sont en sus. Pour connaître toutes les modalités et conditions de cette promotion, consultez le site [www.miele.ca](http://www.miele.ca). <sup>MD</sup>Aéroplan est une marque déposée de Airmia Canada Inc. - Miele - et le logo Miele sont des marques déposées de Miele & Cie. KG. © Miele Limitée 2013.

## INVESTISSEMENTS

### Attaqué, le PQ défend son bilan

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Rien ne justifie «d'amener de la morosité» en «criant au loup» au sujet de la baisse des investissements, dit le ministre délégué à la Politique industrielle, Elaine Zakaïb.

La Coalition avenir Québec (CAQ) accuse le gouvernement péquiste d'avoir plombé les investissements (privés et l'aide d'Investissement Québec et du ministère des Finances et de l'Économie). M<sup>me</sup> Zakaïb reconnaît que si on compare les sept premiers mois au pouvoir de son gouvernement à la même période l'année dernière, les investissements privés ont baissé de 1 milliard, ou 25%. Mais c'est parce qu'il s'agissait d'une année électorale, soutient-elle. Si on compare le bilan péquiste à celui des quatre années précédentes, on observe plutôt une légère hausse.

Le recul par rapport à l'année dernière s'explique selon elle essentiellement par deux projets «annoncés à la hâte»: un investissement de 310 millions pour la papetière Tembec au Témiscamingue, et un autre de 750 millions dans un projet de parcs éoliens à Beupré et dans Charlevoix. «Quand on est arrivés au pouvoir, il ne restait plus grand-chose [à annoncer] parce que le gouvernement avait forcé la note pour que la majorité des projets soient annoncés avant la campagne électorale», résume-t-elle.

Mais si on compare les investissements depuis l'arrivée du PQ par rapport aux quatre dernières années, on constate en fait que le résultat dépasse la moyenne. Le bilan du gouvernement péquiste: 3,3 milliards, soit un peu plus que la moyenne de 3,1 milliards.

La ministre Zakaïb attaque aussi la méthodologie de la CAQ, qui a établi sa comparaison à partir de communiqués de presse. La CAQ rétorque que le problème, c'est que le gouvernement refuse de lui fournir la liste détaillée des projets. Et elle conteste les arguments de M<sup>me</sup> Zakaïb. Selon le caquiste Christian Dubé, la baisse de 1 milliard est «directement liée à l'incertitude générée par l'ineptie péquiste en matière d'économie».

«Si on veut que les entreprises et les entrepreneurs investissent, répond M<sup>me</sup> Zakaïb, il faut arrêter de leur dire que ça va mal et qu'on s'en va nulle part.»

# L'ACDI écarte à son tour SNC-Lavalin

JOEL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — L'Agence canadienne de développement international (ACDI) emboîte le pas à la Banque mondiale en écartant la firme SNC-Lavalin de ses appels d'offres pour de nouveaux projets de construction financés par le Canada dans les pays en voie de développement pour une période de 10 ans.

La Banque mondiale a annoncé la semaine dernière qu'elle suspend la firme montréalaise et ses filiales pour la prochaine décennie pour tout projet qu'elle finance en raison d'allégations de corruption relativement à un contrat de construction d'un pont au Bangladesh, évalué à trois milliards de dollars, et d'autres allégations de mauvaises pratiques au Cambodge, dans le cas d'un contrat de construction d'un système de gestion énergétique et d'un centre de contrôle à Phnom Penh.

Mais cette suspension pourrait être levée après huit ans si certaines conditions sont respectées, selon une entente conclue entre SNC-Lavalin et la Banque mondiale. Il n'en demeure pas moins que SNC-Lavalin fait l'objet d'une interdiction de soumissions dans des projets financés par la Banque mondiale pour la plus longue période de l'histoire de l'institution.

« Les firmes ou les particuliers qui ont été sanctionnés par une organisation de développement, y compris la Banque mondiale, pour avoir eu recours à des pratiques frauduleuses ou de corruption ne pourront soumissionner sur les projets financés par l'ACDI », a fait savoir Amy Mills, porte-parole de l'agence.

## Nombreux contrats

Depuis 2002, l'ACDI a accordé quelque 115 millions de dollars en contrats à SNC-Lavalin pour des services de génie, de construction et de gestion de projet en Afghanistan (45 millions), au Mali (13 millions), au Sénégal (8 millions), en Inde (5,3 millions), au Ghana (5,5 millions), au Vietnam (14,2 millions) et en Indonésie (14,7 millions), selon des documents obtenus par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

« Notre gouvernement s'attend à ce que les entreprises canadiennes respectent les règles du jeu. [...] J'ai chargé des représentants de l'ACDI de consulter la Banque mondiale pour veiller à ce que nous soyons pleinement au fait des répercussions pour les projets actuels de l'ACDI qui sont mis en œuvre par SNC-Lavalin ou par ses filiales. Cette mesure vise précisément à s'assurer qu'elles continuent de se conformer aux normes du gouvernement du Canada en matière de responsabilisation, de transparence et d'éthique », a indiqué à *La Presse* le ministre responsable de l'ACDI, Julian Fantino.

Le ministre a ajouté que l'ACDI « prend au sérieux toute allégation de corruption et de fraude ». Il a précisé que l'agence a adopté « des mesures rigoureuses de lutte contre la corruption et la fraude dans ses politiques, ses programmes et ses pratiques de passation de marchés ».

## Entente avec Travaux publics

Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC), qui a octroyé des centaines de millions de contrats à SNC-Lavalin dans le passé, a indiqué que la décision de l'ACDI n'influencera pas le ministère dans le choix des entreprises.

« SNC-Lavalin a accepté d'intégrer les dispositions relatives à l'intégrité de TPSGC à l'ensemble de ses contrats existants. Ces dispositions stipulent que dans l'éventualité où des entreprises, les membres actifs de leur conseil d'administration ou leurs sociétés affiliées sont reconnus coupables de certaines infractions, TPSGC se réserve le droit de résilier le contrat », a précisé Annie Duguay, porte-parole du ministère.

Du côté de SNC-Lavalin, la porte-parole de la firme, Leslie Quinton, a indiqué n'avoir reçu aucune confirmation de la part de l'ACDI qu'elle imposerait aussi des « sanctions ». — Avec William Leclerc



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE  
L'ACDI a décidé d'exclure SNC-Lavalin de ses appels d'offres pour 10 ans.



# Jean Coutu

## MAINTENANT

# +1000 PRODUITS OFFERTS

parmi les plus grandes marques

MAGASINEZ EN LIGNE



CLARINS

SHISEIDO

LISE WATIER

JEAN D'ESTRÉES  
PARIS

CAUDALIE  
PARIS

ET PLUSIEURS AUTRES  
GRANDES MARQUES

DÉCOUVREZ UNE FOULE  
D'IDÉES  
CADEAUX  
POUR LA  
FÊTE DES MÈRES



DOUBLEZ  
VOS MILLES DE RÉCOMPENSE  
AIR MILES<sup>md</sup>  
SUR TOUS VOS ACHATS EN LIGNE\*



# 10 \$

## DE RABAIS

SUR VOTRE PROCHAIN ACHAT  
EN SUCCURSALE\*\*

## LIVRAISON GRATUITE

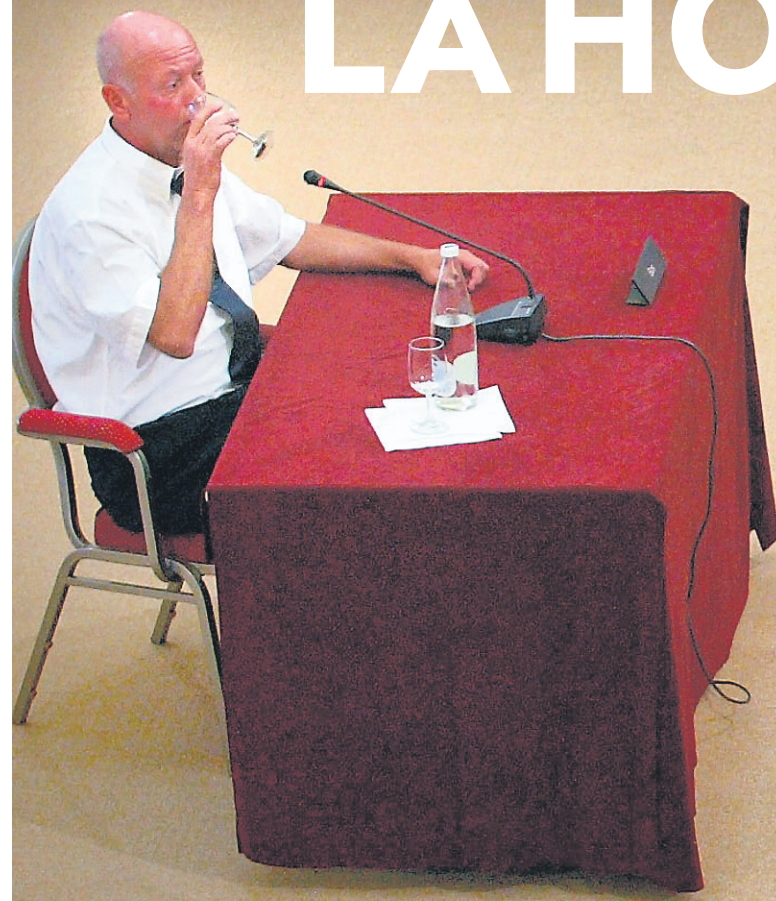
avec tout achat de 25 \$ ou plus\*\*\*  
pour un temps limité



\*Achat minimum de 15 \$ avant taxes. Les achats en ligne facturés hors du Québec et du Nouveau-Brunswick ne sont pas admissibles aux milles de récompense AIR MILES<sup>md</sup>. \*\* Obtenez un coupon de 10 \$ de rabais sur tout achat de produits cosmétiques à prix régulier d'une valeur de 50 \$ ou plus (avant taxes). Offre non cumulative. Un coupon par client. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre. Certaines restrictions s'appliquent. \*\*\* Avant taxes.

[JEANCOUTU.COM/MAGASINER](http://JEANCOUTU.COM/MAGASINER)

# COLLUSION À LA HOLLANDAISE



Ad Bos, lors de son témoignage devant la commission d'enquête mise en place pour examiner le système de collusion dans la construction aux Pays-Bas, en 2002.

Un entrepreneur qui se met à table, des appels d'offres truqués, des fausses factures, des fonctionnaires corrompus, des relations de proximité avec les élus : le Québec n'a pas le monopole de la collusion. Il y a 10 ans, les Pays-Bas ont été ébranlés par la découverte d'un vaste cartel de la construction. *La Presse* s'est rendue en Europe pour tirer des leçons d'un scandale qui ressemble à s'y méprendre à celui mis au jour par la commission Charbonneau.



PHOTO MARTIJN BEEKMAN, HOLLANDESE HOOGTE



PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN  
ENVOYÉ SPÉCIAL  
PAYS-BAS

Le journaliste Jos van Dongen a d'abord senti un vertige. Un dirigeant de l'une des plus importantes entreprises de construction des Pays-Bas lui affirmait que toute son industrie prenait part à un cartel pour gonfler le prix des chantiers. Des dizaines d'élus et fonctionnaires étaient corrompus, des milliards d'euros avaient été volés.

Trop gros, trop invraisemblable. Mais voilà, la preuve était devant lui, noir sur blanc.

Ancien directeur de chantier pour le grand constructeur Koop Tjuchem, Ad Bos n'était pas venu les mains vides à sa rencontre avec les journalistes de l'émission télévisée *Zembla*, début 2001. Il avait apporté trois pages détaillant des dizaines d'appels d'offres truqués. « Un simple aperçu », puis-je l'homme disait avoir plus de

600 autres pages détaillant des milliers d'autres projets. Un an plus tard, Zembla diffuse les résultats de son enquête. Le reportage sème l'émoi dans le petit pays de 17 millions d'habitants en révélant l'existence de ce cartel impliquant la vaste majorité de l'industrie de la construction.

## Des cartels à la trentaine

« C'était la commotion », se rappelle Jan de Wit, élu socialiste qui a siégé à la commission d'enquête parlementaire mise sur pied moins de trois mois après la diffusion du reportage. Le verdict, qui tombe en décembre 2002, est sans appel : la collusion avait bel et bien gagné les Pays-Bas.

Le rapport final décrit en plus de 3000 pages le fonctionnement non pas d'un, mais d'une trentaine de cartels qui coexistaient pour truquer la quasi-totalité des projets de construction.

La tâche de la commission d'enquête a été grandement facilitée par le livre de comptabilité occulte remis par Ad Bos. Dans les trois cartables, on détaillait pas moins de 3500 projets truqués par pas moins de 600 entreprises.

Il existerait autant de ces livres

occultes que d'entreprises impliquées dans le cartel puisque chaque entrepreneur devait noter minutieusement les contrats destinés à ses rivaux pour se rappeler combien il devait réclamer. La collusion avait beau être érigée en système, la confiance ne régnait pas totalement. Un seul autre de ces livres de comptabilité occulte a toutefois

La veille de chaque appel d'offres, les entrepreneurs se réunissaient pour fixer le prix du contrat. Ils déterminaient ensuite qui aurait le contrat par une sorte d'encan pendant lequel les joueurs disaient combien ils étaient prêts à offrir à leurs rivaux pour qu'ils fassent une soumission de complaisance. Cette ristourne, qui pouvait varier

## La collusion faisait tellement partie de la culture du milieu néerlandais de la construction que les gestionnaires apprenaient sur les bancs d'école comment calculer les ristournes pour le partage des contrats.

été retrouvé par la commission d'enquête. Les enquêteurs l'ont déniché caché dans un poulailler. L'entrepreneur qui venait de se séparer de sa femme n'avait pas été en mesure de le récupérer. Les autres livres sont restés cachés ou ont été détruits.

Lors des audiences publiques, un entrepreneur a d'ailleurs eu un lapsus révélateur. Quand on lui a demandé son agenda détaillant ses rencontres avec les autres entrepreneurs, il a répondu : « Oui, ça, je ne l'ai pas brûlé. »

de 5000€ [environ 6630 CAN] à 100 000€ [environ 133 000 CAN] par participant, était ensuite ajoutée au prix du contrat.

La collusion faisait tellement partie de la culture du milieu néerlandais de la construction que les gestionnaires apprenaient sur les bancs d'école comment calculer les ristournes pour le partage des contrats, raconte Ad Bos.

Ce système de ristourne a longtemps contribué à donner un air de légitimité aux appels d'offres. Plutôt que diminuer le nombre de

joueurs, le cartel favorisait les joueurs à soumissionner le plus souvent possible.

## Comme Lino et Nathalie

Dans son rapport final, la commission d'enquête a dénoncé la grande proximité entre les entrepreneurs et plusieurs ministres importants, appelant à la fin de la culture des « repas et bouteilles de vin ».

Surprise par des journalistes en sortant du jet privé d'un entrepreneur, le ministre des Transports au moment du cartel, Annetarie Jorritsma, s'était défendue devant la commission en disant avoir simplement accepté son invitation à assister à un championnat de patinage artistique.

« J'adore le patinage artistique », s'était-elle justifiée, non sans rappeler l'explication de l'ex-ministre Nathalie Normandeau pour les billets de l'entrepreneur Lino Zambito pour un spectacle de Céline Dion.

Annetarie Jorritsma n'a toutefois pas été sanctionnée. Depuis, elle a été élue mairesse d'une importante ville, en banlieue d'Amsterdam, et préside aujourd'hui l'association des maires des Pays-Bas.

Plusieurs témoignages entendus lors de la commission d'enquête permettent également de comprendre que la corruption de fonctionnaires était une pratique courante dans le cartel.

« Les fonctionnaires sont très faciles à corrompre. Ils ont un salaire, oui, mais comparativement à ce que leurs collègues au privé gagnent, c'est infiniment moins. Certains fonctionnaires ne sont pas achetables, mais les entrepreneurs savent trouver ceux qui le sont. » C'est des experts », avait déclaré à Zembla un entrepreneur.

Au-delà des bouteilles de vin offertes en cadeau et des rénovations gratuites à leur maison, plusieurs ont empoché de généreux pots-de-vin en argent sonnante. Certains ont même eu droit à des visites « toutes dépenses payées » dans les bordels de luxe d'Amsterdam, où une soirée peut coûter 5000€ [environ 6630 CAN].

Mais voilà, toutes les poursuites intentées par le procureur général des Pays-Bas ont toutefois échoué à aboutir. « C'est une véritable honte », se désole encore aujourd'hui Jan de Wit.

## Autopsie d'une arnaque Les Pays-Bas et le Québec

**LANCLEMENT D'UN PROJET**

Un appel d'offres est lancé. Les plus importants projets sont généralement ouverts à tous, mais certains peuvent néanmoins être sur invitation. Les entrepreneurs soignent donc leurs relations avec élus et fonctionnaires pour s'assurer d'être invités.

Tous les contrats de moins de 25 000 \$ peuvent être donnés de gré à gré. De 25 000 \$ à 100 000 \$, au moins trois entreprises doivent être invitées à soumissionner. Au-delà de 100 000 \$, les appels d'offres sont ouverts à tous.

**INFORMATIONS PRIVILÉGIÉES**

Grâce à leurs « bonnes relations » avec certains élus et fonctionnaires, les entrepreneurs obtiennent des informations privilégiées sur l'appel d'offres. Ils peuvent ainsi apprendre jusqu'à combien le donneur d'ouvrage est prêt à payer pour le projet en question.

Divers témoignages entendus à la commission Charbonneau indiquent la présence de cette pratique.

**RÉUNION SECRÈTE**

La veille d'un appel d'offres, les entrepreneurs intéressés par le contrat se rencontrent en secret pour fixer le montant qu'ils jugent raisonnable pour faire le travail. Ensuite, le contrat est octroyé par une sorte d'encan à celui qui offre le plus à ses rivaux pour déposer une soumission de complaisance. Cette ristourne est ajoutée au prix de base.

Pour l'instant, la commission Charbonneau a eu vent d'un seul cartel, sur la rive nord de Montréal, qui aurait tenté de fonctionner sur ce modèle, sans succès. Règle générale, l'entrepreneur à qui un contrat était destiné appelait ses concurrents pour les informer du prix à soumissionner. Dans certains cas, ce rôle pouvait être joué par un « porte-parole », comme Michel Lalonde dans le cartel des ingénieurs.

**APPEL D'OFFRES**

Les entrepreneurs se présentent à l'appel d'offres avec deux enveloppes, la première avec le prix truqué. La deuxième contient un prix plus faible au cas où un joueur imprévu se présente. Le dépôt des offres se fait devant tous les entrepreneurs, ce qui facilite la tâche au cartel.

Le dépôt des soumissions ne se faisait pas en public, mais la pratique des deux enveloppes existait néanmoins. Des témoins ont raconté devant la commission Charbonneau que les locaux où étaient déposés les documents pouvaient être surveillés. Si un joueur imprévu se manifestait, une soumission plus basse était déposée.

**RISTOURNE**

Pour s'assurer de ne pas être floués par le cartel, les entrepreneurs notaient tous les contrats obtenus par leurs concurrents et combien ceux-ci leur devaient. Pour recevoir leur paiement, de fausses factures étaient envoyées. Des milliers de contrats étant octroyés chaque année, les entrepreneurs pouvaient simplement rayer une dette quand ils obtenaient un contrat. Ils limitaient ainsi le recours à l'argent comptant, jugé risqué. Une fois par année, les entrepreneurs équilibraient leurs comptes.

Pour l'instant, l'existence d'un livre de comptabilité occulte n'a pas été établie. Plusieurs témoins à la commission Charbonneau ont tout de même raconté avoir reçu des paiements pour faire des soumissions de complaisance. D'autres ont déclaré qu'ils acceptaient de « se tasser » en échange d'un autre contrat.

**APPEL D'OFFRES**

Les entrepreneurs se présentent à l'appel d'offres avec deux enveloppes, la première avec le prix truqué. La deuxième contient un prix plus faible au cas où un joueur imprévu se présente. Le dépôt des offres se fait devant tous les entrepreneurs, ce qui facilite la tâche au cartel.

Le dépôt des soumissions ne se faisait pas en public, mais la pratique des deux enveloppes existait néanmoins. Des témoins ont raconté devant la commission Charbonneau que les locaux où étaient déposés les documents pouvaient être surveillés. Si un joueur imprévu se manifestait, une soumission plus basse était déposée.



PHOTO MARCO OKHUIZEN, HOLLANDESE HOOGTE  
Ad Bos en compagnie de son avocat, lors du procès à l'issue duquel il a été condamné pour corruption.

## PROFESSION : DÉLATEUR

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

UTRECHT, Pays-Bas — L'homme qui a révélé l'existence d'un vaste cartel de la construction aux Pays-Bas souhaite relater son histoire devant la commission Charbonneau. « J'aimerais bien leur montrer ce qu'il ne faut pas faire. »

Ad Bos a joué aux Pays-Bas le rôle de Lino Zambito devant la commission Charbonneau. L'ancien directeur de chantier a payé cher sa décision de dénoncer le cartel qui avait la mainmise sur pratiquement tous les projets de construction aux Pays-Bas : il reste aujourd'hui le seul à avoir été condamné devant les tribunaux pour cette histoire.

Plus d'une décennie après avoir fait éclater le scandale, l'homme aujourd'hui âgé de 64 ans se trouve toujours devant les tribunaux, où il tente toujours de faire annuler sa condamnation pour corruption.

En entrevue avec *La Presse*, Ad Bos préfère se faire discret sur son implication dans le cartel. « Disons que je n'étais pas blanc comme un bébé. » Mais il assure qu'il ne faisait pas partie des principaux organisateurs.

## Un cartel dans un cartable

Ad Bos tourne les pages d'un immense cartable, l'un des trois en sa possession. Au fil de centaines de pages écrites d'une main minutieuse, on y détaille 3500 projets que se sont partagés 600 compagnies de construction entre 1988 et 1998 : des noms de compagnies, des dates, des noms de rues, de ponts, de voies ferrées, de tunnels. Et des prix.

L'homme dit avoir trouvé les cartables sur le pas de sa porte. Plusieurs croient plutôt qu'il les a dérobés pour se venger de son ancien patron.

Se décrivant comme un simple maillon dans le système de collusion, Ad Bos dit avoir rapidement compris l'existence d'un vaste cartel en feuilletant les cartables. Soudain, les pièces du puzzle se mettaient en place. Partie de rien en 1985, Koop Tjuchem s'était hissée en moins de 10 ans parmi les plus importantes entreprises des Pays-Bas. « On a décollé comme une fusée. J'étais naïf », dit-il.

Ad Bos dit avoir tenté de remettre le livre de comptabilité occulte aux autorités. Quand, après près de trois ans, il a compris que le gouvernement n'était pas pressé de sévir, il a remis le tout à *Zembla*, une émission réputée pour ses enquêtes journalistiques.

Encore aujourd'hui, le journaliste qui a réalisé le reportage, Jos van Dongen, et Ad Bos restent régulièrement en contact. Fidèles à leurs habitudes, ils ont donné rendez-vous à *La Presse* dans un restaurant anonyme d'une ville tout aussi anonyme.

Pendant plus de trois heures, les deux hommes se sont rappelés comment ils ont exposé le scandale. Les doutes du journaliste sur la crédibilité de sa source, Ad Bos. Les moments tendus comme lorsque le délateur, craignant pour sa vie, avait demandé à son frère de coller sur son torse des centaines de pages incriminantes pour le cartel. L'euphorie quand la commission d'enquête a confirmé l'existence du cartel.

## « Une sentence à vie »

Le ton devient toutefois plus sombre quand les deux hommes abordent l'après-commission d'enquête. Si le scandale a renforcé la notoriété de journaliste d'enquête de Jos van Dongen, Ad Bos, lui, a tout perdu.

« Pour avoir dénoncé la collusion, tu as reçu une sentence à vie. Si j'avais su, je ne l'aurais jamais laissé témoigner à visage découvert », laisse tomber le journaliste, encore déçiré par le sort de sa source.

« J'étais conscient des conséquences », réplique Ad Bos. Quand j'ai décidé de dénoncer, j'ai prévenu ma femme que les 10 prochaines années allaient être difficiles. Ça fait 15 ans que ça dure. Tu n'as pas à l'excuser. Je savais dans quoi je m'embarquais. J'en prends la responsabilité. Si c'était à recommencer, je le ferais sans hésiter. »

Incapable de se retrouver du travail, il a rapidement épuisé ses économies. Sans le sou, il s'est résigné à vendre sa maison en 2007. Pendant trois ans, il a vécu avec sa femme dans une tente-roulotte. « On vivait comme des gitans. »

C'est seulement en 2009 que le gouvernement a accepté de le dédommager pour son rôle de dénonciateur. L'entente l'empêche de dire combien il a reçu, mais le montant est suffisant pour qu'Ad Bos retrouve un toit digne de ce nom.

Déçu des conséquences désastreuses de sa décision de dénoncer, Ad Bos a fondé une association pour venir en aide aux délateurs. Il garde encore précieusement les trois cartables détaillant l'existence du cartel, documents qui ont longtemps représenté pour lui une police d'assurance-vie.

Même si aucun lien entre la construction et le crime organisé n'a été établi aux Pays-Bas, Jos van Dongen admet qu'il a longtemps été nerveux chaque fois qu'il démarrait sa voiture. Ad Bos aussi a craint pour sa vie. « Un jour, on m'a menacé de m'envoyer un Yougoslave pour me tirer dans les genoux. »

Le délateur croit toutefois que sa décision de dénoncer publiquement, à visage découvert, lui a sauvé la vie. « Je me suis souvent demandé ce qui serait arrivé si on ne m'avait pas cru. Probablement que je serais mort. C'est souvent ce qui arrive aux délateurs. On les élimine. »

# ACTUALITÉS

Aujourd'hui dans **La Presse+**

**PAUSE**

■ DOSSIER  
Les Femen débarquent au Québec!

■ COURRIER DU CŒUR  
Madame Chose tente une explication sur la jalousie.

**ACTUALITÉS**

■ L'ACTUALITÉ VUE PAR  
Anne-France Goldwater nous offre son regard sur l'actualité.

■ FACE À FACE  
Patrick Lagacé et Yves Boisvert débattent de l'actualité.



Rapatriement de la Constitution

## Mulcair ouvert à un front commun

HUGO PILON-LAROSE

Le chef de l'opposition officielle à Ottawa, Thomas Mulcair, n'entend pas laisser les conservateurs « balayer sous le tapis » l'épineux dossier du rapatriement de la Constitution de 1982. Il réclame que l'ensemble des documents pouvant faire la lumière sur les contacts qu'aurait eus l'ancien juge en chef de la Cour suprême Bora Laskin avec des représentants des gouvernements canadien et britannique soit rendu public. Sinon, un front commun de l'ensemble des partis de l'opposition pourrait être formé.

« Le gouvernement Harper dit que c'est une question d'accès à l'information. C'est faux. C'est une question de vérité. Notre parti pourrait contacter les autres membres de l'opposition pour être unanimes face

au gouvernement », a affirmé à *La Presse* le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Thomas Mulcair.

Hier après-midi, la Cour suprême du Canada a mis fin à une enquête interne qui visait à établir si l'ancien juge en chef Bora Laskin a communiqué avec Ottawa et Londres lors des délibérations du rapatriement de la Constitution, au début des années 1980.

Le plus haut tribunal du pays a affirmé avoir fait un « examen exhaustif de ses dossiers » et n'avoir rien trouvé prouvant les allégations de l'historien Frédéric Bastien.

Dans un essai politique intitulé *La bataille de Londres*, M. Bastien affirme avoir obtenu des documents des autorités britanniques prouvant que la séparation entre le pouvoir judiciaire et politique n'avait pas été respectée lors du rapatriement de la Constitution de 1982. Toutefois, les documents qu'il a reçus d'Ottawa seraient caviardés, ne permettant pas une lecture approfondie.

Cette nouvelle a provoqué l'ire de l'ensemble de la classe politique à Québec. La semaine dernière, l'Assemblée nationale a voté une motion unanime réclamant qu'Ottawa « donne accès à toute l'information contenue dans ses archives et réclame que toute la lumière soit faite sur les événements qui ont conduit à la proclamation de la Loi constitutionnelle de 1982 ».

**« Le gouvernement Harper dit que c'est une question d'accès à l'information. C'est faux. C'est une question de vérité. »**  
— Thomas Mulcair, chef du NPD

Le lendemain du vote de cette motion, le nouveau chef du Parti libéral du Canada (PLC), Justin Trudeau, s'était montré peu enclin aux demandes de Québec, alors qu'il était de passage dans la capitale nationale.

« Quand l'Assemblée nationale adopte une motion unanime, il faut absolument le prendre au sérieux et s'y pencher », avait-il toutefois déclaré, disant attendre la fin de l'enquête de la Cour suprême avant d'émettre tout autre commentaire.

Maintenant que cette enquête est terminée, les regards sont tournés vers la stratégie qu'adoptera le PLC pour la suite des choses. Le bureau de Justin Trudeau n'a pas rappelé *La Presse* à ce sujet, hier.

Le gouvernement conservateur refuse jusqu'à maintenant d'accéder à la demande du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, le péquiste Alexandre Cloutier, d'entreprendre une fouille dans les archives nationales sur les documents relatifs au rapatriement de la Constitution.

« Je comprends que le gouvernement péquiste a fait des demandes en vertu de la Loi à l'accès à l'information. Ces demandes seront traitées sans ingérence politique de notre gouvernement. Pour notre part, nous n'avons pas l'intention de rouvrir les vieilles chicanes constitutionnelles », a dit à *La Presse* l'attaché de presse du premier ministre Harper, Carl Vallée.

« On nous renvoie aux fonctionnaires pour savoir ce qui s'est passé pour le plus gros dossier constitutionnel de l'histoire du pays, s'est offusqué le chef de l'opposition officielle, Thomas Mulcair. Encore aujourd'hui, le rapatriement de la Constitution est une blessure dans notre système démocratique. »

Si le NPD n'arrive pas à faire front commun avec les partis de l'opposition, il entend utiliser de sa journée de l'opposition à la Chambre des communes pour faire pression sur le gouvernement Harper, afin qu'une enquête publique soit déclenchée.

**Visite LIBRE**

**Soyez les bienvenus le dimanche 28 avril, de 13h à 16h**

À l'occasion des portes ouvertes du Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA), Le Groupe Maurice a l'immense plaisir de vous accueillir au sein de ses 19 complexes résidentiels pour retraités. Nous vous invitons à partager un magnifique moment de découverte et de bonne humeur. Alors vous aussi, entrez dans un nouveau monde de confort, de bien-être, de loisirs et de sécurité. **Liberté incluse**

[legroupemaurice.com](http://legroupemaurice.com)

**LE GROUPE MAURICE**  
LES RETRAITÉS NOUS HABITENT

**LES RÉSIDENCES DU MARCHÉ**  
25, rue du Marché  
Sainte-Thérèse, J7E 5T2  
450 433-6544

**LE NOTRE-DAME**  
505, rue Notre-Dame  
Repentigny, J6A 8K5  
450 582-9200

**LES VERRIÈRES DU GOLF**  
2400, rue des Nations  
Ville Saint-Laurent, H4R 3G4  
514 331-2003

**LE CAVALIER**  
800, rue Gagné  
Lasalle, H8P 3W3  
514 364-0004

**AMBIANCE ÎLE DES SOEURS**  
50, Place du Commerce  
Île des Soeurs, H3E 2C3  
514 768-2888

**LES PROMENADES DU PARC**  
1910, rue Adoncour  
Longueuil, J4N 1T3  
450 448-3448

**LE VIVALIS**  
300, av. Stillview  
Pointe-Claire, H9R 0A1  
514 694-4141

**LES JARDINS DU CAMPANILE**  
200, 116<sup>e</sup> rue  
Shawinigan-Sud, G9P 5K7  
819 536-5050

**VENT DE L'OUEST**  
4500, boul. Jacques-Bizard  
Sainte-Geneviève, H9H 5N3  
514 620-4666

**ÉLOGIA**  
5440, rue Sherbrooke Est  
Montréal, H1V 1A1  
514 259-1234

**L'IMAGE D'OUTREMONT**  
1040, av. Rockland  
Outremont, H2V 3A1  
514 948-1040

**LE QUARTIER MONT-SAINT-HILAIRE**  
330, Honorius-Charbonneau  
Mont-Saint-Hilaire, J3H 0E1  
450 464-1444

**LA CROISÉE DE L'EST**  
65, rue Évangéline  
Granby, J2G 6N4  
450 372-2224

**LE FÉLIX VAUDREUIL-DORION**  
3223, boul. de la Gare  
Vaudreuil-Dorion, J7V 0L5  
450 455-7889

**L'AVANTAGE**  
8855, boul. Leduc  
Brossard, J4Y 0G3  
450 926-0111

**LES JARDINS MILLEN**  
10800, av. Millen  
Montréal, H2C 0A3  
514 334-5757

**LA CITÉ DES TOURS**  
190, rue St-Paul  
Saint-Jean-sur-Richelieu  
J3B 8E2  
450 349-5554

**LE GIBRALTAR (en construction)**  
1248, Chemin Sainte-Foy, # 201  
Québec (Québec) G1S 2M5  
418 681-2777

**LE SAVIGNON (en construction)**  
3111, rue Victoria,  
Lachine H8S 0B1  
514 634-4646



Un accès sans précédent aux coulisses du CH

ACTUALITÉS

AUJOUR'HUI



16h



19h



21h45



22h30 6<sup>e</sup> épisode



PHOTO CHRIS YOUNG, LA PRESSE CANADIENNE

Chiheb Esseghaier devenait, dit-on, de plus en plus imprévisible, avant son arrestation cette semaine. Sans domicile fixe, sa surveillance exigeait d'importantes ressources.

ANTITERRORISME

# La hantise d'un autre Merah

En deux semaines, deux affaires de terrorisme ont secoué les États-Unis et le Canada. Dans le premier cas, Boston, il s'agit d'un drame qui aurait pu être évité, croient certains. Dans le second cas, Montréal et Toronto, les enquêteurs ont agi avant.



FABRICE DE PIERREBOURG  
ANALYSE

La pression est énorme sur les épaules de ceux qui luttent contre le terrorisme et leur droit à l'erreur est nul.

« Lorsque je me réveille le matin, j'espère qu'aucun détail fatal ne nous a échappé. »

Cette confiance d'un policier antiterrorisme résume bien le défi de leur mission.

Un suspect arrêté trop tôt, avant même qu'il ait fabriqué sa bombe, ou l'ait accusé d'avoir gonflé une histoire. Trop tard, ils seront évidemment accusés de négligence et d'incompétence.

« Nous, on doit toujours penser "menace" », confie

un autre spécialiste du domaine.

Selon nos informations, Chiheb Esseghaier et Raed Jaser étaient à coup sûr des cibles de palier « 1A », code signifiant une menace extrême sur une échelle de 3 à 1. Cela implique le déploiement de tous les moyens de surveillance humains et techniques possibles.

Un individu est coté 3 lorsqu'un signalement entre à son sujet. Au fil de l'enquête, en fonction des renseignements obtenus localement et parfois en provenance de partenaires étrangers, il grimpera jusqu'au niveau 1. Un processus dynamique.

Le changement dans un comportement ou une habitude d'un tel suspect est un signal connu qui allume toujours une lumière rouge.

Pour ne rien arranger, sans domicile fixe, il errait beaucoup, en particulier dans le métro, et utilisait les zones de wi-Fi gratuit pour communiquer.

Or, selon le *Toronto Star*, les ressources semblaient manquer pour surveiller adéquatement 24h sur 24 les deux individus.

Personne ne voulant d'un autre Mohamed Merah ou Tamerlan Tsarnaev, deux individus qui ont frappé alors qu'ils avaient été ciblés par les services de renseignement

attendre plus encore, dit-il, que la cible ait les mains dans sa bombe, s'il y a assez de preuves pour l'accuser au criminel. L'accusation de complot au profit ou en association avec un groupe terroriste prévoit déjà une peine de prison à perpétuité.

La filature de cibles de petite et moyenne importance peut impliquer de 8 à 16 personnes par quart de travail, donc jusqu'à 16 à 32 par période de 24 heures.

Si une journée, la priorité pour la GRC est un mafieux importateur de cocaïne ou un espion étranger, dans le cas du SCRS, le gérant d'opération va devoir prendre une décision.

« Une décision difficile, concède Ray Boisvert, qui était encore récemment directeur adjoint du SCRS. Mais la cible prioritaire sera toujours celle qui va tuer des gens, assure-t-il. Le défi est lorsque nous avons plusieurs cibles prioritaires dans la même région. »

Ou bien si cela fait des mois que la cible parle, parle, mais ne passe pas à l'étape concrète de la fabrication de la bombe. On arrive à un point où l'on ne peut pas la surveiller sans cesse. Notamment pour des raisons légales (mandats d'écoute électronique).

Une gestion et une maîtrise du risque indissociables des ressources matérielles disponibles et des impératifs législatifs, voilà le défi.

« La crainte, c'est toujours que notre cible nous glisse sous les doigts. » — Michel Juneau-Katsuya, ex-agent du SCRS

Si c'est le SCRS qui reçoit le renseignement originel, le cas sera transféré à la GRC dès qu'il y a matière à poursuite criminelle. Mais le SCRS poursuivra son travail de renseignement de sécurité en parallèle. Éventuellement, ils se partageront les filatures.

Sans domicile fixe

Dans le cas d'Esseghaier, il devenait, dit-on, de plus en plus imprévisible, instable.

concernés, il devenait urgent de les neutraliser. Mohamed Merah a tué sept personnes, dont trois enfants, en 2012 à Toulouse, en France.

Même si le FBI avait demandé un délai à ses homologues canadiens, c'est l'enquêteur en chef qui a eu le dernier mot. C'est la règle.

« La crainte, c'est toujours que notre cible nous glisse sous les doigts », résume Michel Juneau-Katsuya, ex-agent du SCRS. Pourquoi

## Mise en garde contre des migrants iraniens

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) estime qu'il est possible que des Iraniens aux « sombres desseins » entrent au pays.

La discrète mise en garde adressée au gouvernement conservateur est survenue dans les mois précédant l'arrestation du Torontois Raed Jaser et du Montréalais Chiheb Esseghaier, accusés d'avoir planifié une attaque avec l'aide d'Al-Qaïda en Iran.

Un rapport de renseignements de l'ASFC, obtenu par La Presse Canadienne, souligne que 19 Iraniens avaient été déclarés inadmissibles pour entrer au Canada pour des raisons de sécurité depuis 2008, la majorité d'entre eux ne disposant pas des documents nécessaires.

Le rapport daté de juillet 2012, intitulé *Irregular Migration of Iranians to Canada*, précise que le Canada accepte la majorité des demandes de statut de réfugié de la part des Iraniens. « L'Iran est la principale source de migrants ne possédant pas les documents nécessaires présentant des demandes de statut de réfugié au Canada », lit-on.

Un important pourcentage d'entre eux utilisent les services de « facilitateurs » pour entrer au Canada, ajoute le rapport. « Des informations [...] portent à croire qu'il existe de possibles liens avec des éléments du crime organisé au Canada et à l'étranger. »

Le rapport soutient que certains des Iraniens arrivant au pays pourraient avoir d'autres desseins, faisant le lien avec les récentes craintes des Américains à propos de la possibilité que des membres du Hezbollah lancent des attaques aux États-Unis.

## ACTUALITÉS

# Raynald Desjardins veut récupérer son passeport

## Le caïd dit en avoir besoin pour des raisons professionnelles

DANIEL RENAUD

Au moment où Raynald Desjardins cherche à recouvrer sa liberté, le caïd tente également de récupérer son passeport, saisi par la police à la suite de son arrestation pour le meurtre de l'aspirant parrain Salvatore Montagna et dont il a grandement besoin pour son travail, qui l'amène à voyager à travers le monde.

Desjardins s'est adressé à la Cour fédérale l'automne dernier pour faire annuler une décision prise à l'été 2012 par le ministère canadien des Affaires étrangères de lui révoquer son passeport en vertu de l'alinéa 9 (b) du Décret sur les passeports canadiens, qui stipule notamment que le Canada peut refuser d'en délivrer un à une personne accusée au criminel ou le révoquer pour toute raison qui le justifierait.

Dans un affidavit qui accompagne sa requête, Desjardins fait valoir qu'il a besoin de voyager pour son travail et que son passeport « revêt une importance capitale » pour lui.

« J'ai plaidé non coupable à ces accusations mal fondées et j'ai bon espoir d'être acquitté.



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Raynald Desjardins dit avoir bon espoir d'être acquitté du meurtre de l'aspirant parrain Salvatore Montagna.

Dès que je serai libéré, je reprendrai mes activités professionnelles, qui impliqueront des voyages fréquents. Rien ne garantit que l'on accordera à nouveau mon passeport ni que la demande sera traitée rapidement. Dans les circonstances,

la révocation de mon passeport m'est hautement préjudiciable», écrit-il.

### Des contrats internationaux

Lors d'une entrevue avec un procureur de Passeport Canada, Desjardins a dit être

vice-président à l'international de la Société internationale carboneutre (SICN), une entreprise de l'Est de Montréal spécialisée dans la décontamination des sols, des boues et des eaux souterraines. Il a raconté que sa compagnie récupère

principalement les produits pétroliers, jusqu'à 45%, et les métaux lourds.

Desjardins voyage de deux à quatre fois par année. Au moment de son arrestation, le 20 décembre 2011, il revenait d'un voyage en Chine, où sa compagnie a un projet, et s'appropriait à partir pour le Mexique et le Venezuela. Il a également dit avoir travaillé en Colombie, avec la compagnie gouvernementale Eco-pétrole, et que son entreprise a aussi des projets en Europe, notamment en France et en Allemagne.

Dans son affidavit, il explique également que sa compagnie Desj et co. importe des matériaux servant à la construction de bâtiments industriels, commerciaux et résidentiels (cuisine, portes d'acier coupe-feu, tapis synthétique, gazon, fenêtres).

### Pas très optimiste

C'est la Gendarmerie royale du Canada (GRC) qui détient actuellement son passeport.

Desjardins reproche à Passeport Canada d'avoir pris la décision de révoquer son passeport sans respecter un délai qui lui aurait permis de s'opposer à cette décision. Parallèlement à ses démarches en Cour fédérale, Desjardins a demandé à la Cour supérieure de lui accorder sa liberté en attendant la suite des procédures entamées contre lui. Le juge Marc David pourrait rendre sa décision vendredi prochain. « Dans l'état actuel des choses, dû à mes antécédents judiciaires, ça serait probablement difficile que j'aie un cautionnement, mais c'est la cour qui va décider », a-t-il dit durant son entrevue avec l'avocat de Passeport Canada.

## STYLE & tendance

### du PRINTEMPS

Bovet  
Carte-cadeau  
Gift Card 25\$

Carte-cadeau  
GRATUITE

avec achat de 150 \$  
à prix régulier pour  
un temps limité.

\* Valide du 1<sup>er</sup> au 23 juin 2013.  
Détails en magasin.



LE GRAND MAGASIN À MONTRÉAL  
4475, boulevard Métropolitain Est, sortie 76  
Centre Rockland, Fairview Pointe-Claire. LAVAL Carrefour Laval.  
JOLIETTE Galeries Joliette, RIVE-NORD Faubourg Boisbriand NOUVEAU.  
RIVE-SUD Quartier Dix30, Promenades St-Bruno.

Magasinez en ligne à

Bovet.ca

## Pédophilie Un accusé reste détenu en attente de son procès

Le présumé pédophile Joseph-Charles-Philippe Côté, accusé d'importation, de possession et de production de matériel de pornographie juvénile, ne sera pas libéré sous caution en attente de son procès. Le juge Yves Paradis a rendu sa décision hier après-midi, au palais de justice de Montréal. « Monsieur Côté s'est livré à du tourisme sexuel assidu pendant une longue période. [...] Il ne s'agit pas d'un geste isolé, mais bien d'un mode de vie », a déclaré le juge, refusant la requête de

remise en liberté sous caution de la défense, qui demandait que l'accusé soit libéré sous plusieurs conditions, et moyennant une caution de 10 000 \$. Joseph-Charles-Philippe Côté, 82 ans, aurait voyagé par le passé à de nombreuses reprises en République dominicaine pour y faire du tourisme sexuel. En février dernier, un mandat d'arrestation pancanadien a été lancé contre lui. Il a finalement été arrêté dans les Caraïbes, puis rapatrié au Canada.

— Hugo Pilon-Larose

Loto Québec		Résultats des tirages du : 2013-04-26	
<b>Québec MAX</b>	01 02 06 28 33 46 49	COMPL. (C)	04
SÉLECTIONS GAGNANTES DES LOTS ADDITIONNELS 7 X 1 MILLION \$ (PARTAGEABLE)			
06 08 11 18 32 35 40	16 23 26 42 43 48 49		
07 09 20 31 32 40 49	12 16 21 25 45 46 47		
01 07 09 29 31 41 49	08 13 15 23 30 45 48		
04 11 22 25 42 43 48	(SÉLECTIONS NON DÉCOMPOSABLES)		
<b>Loto MAX</b>	10 13 15 18 25 36 47	COMPL. (C)	40
<b>Le Mini</b>	<b>banco</b>	<b>Extra</b>	
02 09 16 18 19 20 22 25 29 35	02 09 16 18 19 20 22 25 29 35	02 09 16 18 19 20 22 25 29 35	
326490 36 37 44 52 53 55 57 58 60 68	36 37 44 52 53 55 57 58 60 68	36 37 44 52 53 55 57 58 60 68	4137840
<b>Power</b> <b>Sprint</b> <b>Lotto 6/49</b> <b>Quintessence</b> <b>Triplex</b> <b>Astro</b>			
Tous les résultats à <a href="http://lotoquebec.com">lotoquebec.com</a> ou chez votre détaillant			
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.			



## les tentations

### 19 | 29 AVRIL

10 jours de prix sur toutes les nouveautés

MONTRÉAL - 505 Ave du Président Kennedy  
LAVAL - 660 Boul. Le Corbusier, L7  
TORONTO - 101 Parliament Street  
Stationnement gratuit

rochebobois  
PARIS

[www.roche-bobois.com](http://www.roche-bobois.com)

CHEVAUX MALTRAITÉS DANS UN REFUGE

# La propriétaire évite la prison

CHRISTIANE DESJARDINS

Embourbée dans les problèmes financiers et dépassée par l'ampleur de la tâche, Doriane Champagne a laissé dépérir ses chevaux, qu'elle adorait pourtant. Son rêve de tenir un refuge pour chevaux a tourné au cauchemar en quelques années seulement.

Au terme de son procès devant juge et jury, la semaine dernière, à Saint-Jean-sur-Richelieu, la femme de 44 ans, une cavalière expérimentée, a été déclarée coupable d'avoir causé des douleurs et souffrances inutiles à ses chevaux. Elle en avait 17 en tout, dans le ranch qu'elle exploitait au 534, rang Edouard VII, à Saint-Jacques-le-Mineur.

Mal nourries, peu abreuvées et pas entretenues, les bêtes ont été saisies par la SPCA le 25 octobre 2010. Certaines étaient d'une grande maigreur et piétinaient dans une surface couverte d'un pied de boue et d'urine. Parmi elles, il y avait des chevaux miniatures qui grappillaient dans un tas de fumier pour trouver à se nourrir. Il y avait aussi un vieux perroquet, une chèvre, trois chattes enceintes, un lapin, des chiens... Deux des chevaux ont dû être euthanasiés. Le vétérinaire qui a témoigné au procès a dit qu'il n'avait jamais vu de chevaux aussi maigres.

« Une histoire bien triste »

Hier, M<sup>me</sup> Champagne était de retour devant le tribunal pour recevoir sa peine. En résumant les faits, la juge de la Cour supérieure, Hélène Di Salvo a signalé qu'il s'agissait d'une « histoire bien triste. » Il ne s'agit pas ici d'actes sadiques ni de cruauté délibérée. La juge est persuadée que M<sup>me</sup> Champagne dit vrai quand elle assure aimer les animaux. Mais posséder des animaux exige qu'il faille s'en occuper. Malgré l'avis d'un vétérinaire qui lui avait conseillé de vendre des chevaux pour réduire sa tâche, M<sup>me</sup> Champagne s'est entêtée à garder son cheptel.

Le vétérinaire qui a témoigné au procès a dit qu'il n'avait jamais vu de chevaux aussi maigres.

M<sup>me</sup> Champagne avait acheté l'écurie en 2007. Les faits qui lui étaient reprochés se sont produits entre le 1<sup>er</sup> février 2010 et le 1<sup>er</sup> novembre 2010. À cette époque, rien n'allait plus. Le courant avait été coupé, parce qu'elle devait des milliers de dollars à Hydro-Québec. Résultat: sans pompe, il fallait apporter l'eau avec des seaux. Des hypothèques légales avaient été mises sur ses propriétés. M<sup>me</sup> Champagne n'avait plus d'argent. De six balles de foin par jour nécessaires au troupeau, les animaux n'en recevaient plus qu'une, et encore, pas tous les jours. Pire, c'était du foin de mauvaise qualité. Ce sont des voisins qui, voyant les chevaux laissés à eux-mêmes, amaigris, mal en point et la tête basse, ont donné l'alerte.

« Sans l'intervention de la SPCA, beaucoup de chevaux n'auraient pas survécu », a noté la juge. Le procureur de la Couronne Nicola Rochon et l'avocat de la défense, Serge Lavallée, suggéraient une peine avec sursis et une probation. La juge a entériné cette suggestion, qu'elle trouvait raisonnable. M<sup>me</sup> Champagne devra aussi accomplir des travaux communautaires. Elle devra également respecter certaines conditions, dont celles de ne pas posséder d'animaux autres que ses trois chiens.

Manque d'argent

M<sup>me</sup> Champagne a indiqué à La Presse qu'elle avait demandé de l'aide, à l'époque, mais qu'il n'y avait aucun programme disponible. Elle affirme aussi que les chevaux euthanasiés étaient très âgés. L'un d'eux avait 40 ans assure-t-elle. « Je l'avais depuis l'âge de 3 ans.

« C'est le problème de beaucoup de refuges, a commenté M<sup>c</sup> Lavallée. Ils aiment les animaux mais n'ont pas de moyens et ne font pas d'argent. C'est plus facile de ramasser des animaux que des les garder. Surtout pour le cheval, qui se situe entre l'animal domestique

et le bétail. La moitié des chevaux vendus à l'encan se retrouvent à l'abattoir. »

M<sup>me</sup> Champagne doit subir un autre procès en septembre, parce qu'un de ses chiens aurait

causé un grave accident de la route, en juillet 2010. En écrasant le chien, un camion a dévié

de sa route, et provoqué un accident qui a causé de graves blessures à deux motocyclistes.

## LE SAMEDI 27 AVRIL SEULEMENT!



# 20X

## PLUS DE POINTS PHARMAPRIX OPTIMUM<sup>MD</sup>

### À L'ACHAT DE PRESQUE TOUS PRODUITS EN MAGASIN D'UNE VALEUR DE 50 \$ OU PLUS†.

### GRATUIT? C'est génial!



## DE PLUS SOLDE 1 JOUR Aubaines de SAMEDI SEULEMENT - Le 27 avril

 <p><b>4<sup>88</sup></b></p> <p><b>ROYALE</b> Papier hygiénique (9 rouleaux - 12 rouleaux) Limite de 4, 5,99 \$ par article supplémentaire 5,99 \$ le reste de la semaine</p>	 <p><b>2/5 \$</b> ou 2,99 \$ ch.</p> <p><b>PEPSI</b> Boissons gazeuses sélectionnées (6 x 710 mL) Limite de 4, 2,99 \$ le reste de la semaine + Consigne</p>	 <p><b>4/4 \$</b> ou 1,99 \$ ch.</p> <p><b>PEPSI ou COCA-COLA</b> Boissons gazeuses sélectionnées (2 L) Limite de 4, 1,99 \$ le reste de la semaine + Consigne</p>	 <p><b>2<sup>99</sup></b></p> <p><b>BIO*LIFE</b> Savon pour les mains (365 mL), <b>IVORY</b> (709 mL), <b>OLAV</b> (295 mL - 400 mL) ou <b>OLD SPICE</b> (473 mL - 532 mL) gel-douche Produits sélectionnés Limite de 4, 3,99 \$ par article supplémentaire 3,99 \$ le reste de la semaine</p>	 <p><b>1<sup>99</sup></b></p> <p><b>STAYFREE</b> Serviettes (14 - 24), <b>CAREFREE</b> protège-dessous (36 - 60) ou <b>O.B.</b> tampons (18) Produits sélectionnés Limite de 4, 2,49 \$ par article supplémentaire 2,49 \$ le reste de la semaine</p>
 <p><b>179<sup>99</sup></b></p> <p><b>DIRECT ALERT</b> Système de réponse d'urgence personnel 189,99 \$ le reste de la semaine</p>	 <p><b>40%</b> DE RABAIS*</p> <p><b>QUO</b> Pinceaux sélectionnés 20 % de rabais* le reste de la semaine</p>	 <p><b>3<sup>88</sup></b></p> <p><b>CHEER</b> (1,47 L) ou <b>GAIN</b> (1,45 L - 1,47 L) Détergents liquides à lessive sélectionnés Limite de 4, 4,99 \$ par article supplémentaire 4,99 \$ le reste de la semaine</p>	 <p><b>6<sup>99</sup></b></p> <p><b>GARNIER HERBASHINE</b> ou <b>NUTRISSE</b> Colorants capillaires sélectionnés Limite de 4, 7,99 \$ par article supplémentaire 7,99 \$ le reste de la semaine</p>	 <p><b>9<sup>99</sup></b></p> <p><b>HUGGIES</b> ou <b>PAMPERS JUMBO</b> Sous-vêtements d'entraînement Produits sélectionnés Limite de 4, 10,99 \$ par article supplémentaire 10,99 \$ le reste de la semaine</p>
 <p><b>40%</b> DE RABAIS*</p> <p><b>SIMPLE</b> ou <b>GARNIER</b> Produits sélectionnés pour le soin de la peau 25 % de rabais* le reste de la semaine</p>	 <p><b>1<sup>88</sup></b></p> <p><b>SIMPLY FOOD</b> Craquelins (225 g) ou <b>VAL NATURE</b> mélange montagnard (175 g), barres granola (175 g - 230 g) Produits sélectionnés Limite de 4, 1,99 \$ par article supplémentaire 1,99 \$ le reste de la semaine</p>	 <p><b>2/4 \$</b> ou 2,99 \$ ch.</p> <p><b>RUFFLES, DORITOS, SUN CHIPS</b> ou <b>CHEETOS</b> Collations sélectionnées Limite de 4, 2,99 \$ le reste de la semaine</p>	 <p><b>389<sup>99</sup></b></p> <p><b>CANON REBEL T3</b> Appareil-photo Limite de 2, 399,99 \$ par article supplémentaire 399,99 \$ le reste de la semaine Jusqu'à épuisement des stocks. Pas de bons d'achat différé + Frais de manutention éco-fras, s'il y a lieu</p>	

Les prix et l'offre de points prime Pharmaprix Optimum<sup>MD</sup> sont en vigueur le 27 avril 2013, jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Nous ne vendons pas aux marchands. \*Sur nos prix courants. †Les points sont attribués en fonction du total net des achats de produits admissibles après les rabais et les échanges, et avant les taxes, sur présentation d'une carte Pharmaprix Optimum<sup>MD</sup> valide. Sont exclus tous les produits offerts ou vendus par un pharmacien dans l'exercice de sa profession, les points prime Pharmaprix Optimum<sup>MD</sup>, les points obtenus avec la carte MasterCard<sup>MD</sup> Pharmaprix Optimum<sup>MD</sup> et ceux associés au Forfait bancaire Pharmaprix Optimum RBC<sup>MD</sup>. Les produits non admissibles aux points, les billets de loterie, les photos de passeport, les timbres, les billets et cartes de transport en commun, les billets de spectacles, les cartes-cadeaux, les cartes d'appel et les produits de cartes prépayées. L'offre s'applique aux commandes de traitement photo recueillies et payées le jour de la promotion seulement. Ne peut être jumelée à aucune autre promotion ni offre de points Pharmaprix Optimum<sup>MD</sup>. Détails à la caisse. MD 911979 Alberta Ltd. © / MC Marques de commerce de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. Pharmaprix, l'Optimum et points Pharmaprix Optimum sont des marques déposées de 911979 Alberta Ltd., utilisées sous licence. \*N'ont aucune valeur monétaire, les points Pharmaprix Optimum et les points prime Pharmaprix Optimum sont échangeables en vertu des programmes Pharmaprix Optimum et Pharmaprix Optimum Plus contre des rabais sur les achats effectués dans les magasins Pharmaprix. La valeur du rabais obtenu au moyen d'échange de points établie dans le cadre de cette offre est calculée en fonction du tableau de primes du programme Pharmaprix Optimum en vigueur durant cette offre et s'applique uniquement à cette promotion à durée limitée. La valeur du rabais obtenu au moyen d'échange de points Pharmaprix Optimum variera selon le tableau de primes du programme Pharmaprix Optimum au moment de l'échange et d'autres facteurs, détails à pharmaprix.ca. Sont exclus les points MasterCard<sup>MD</sup> Pharmaprix Optimum<sup>MD</sup> et ceux associés au Forfait bancaire Pharmaprix Optimum RBC<sup>MD</sup>.

**PHARMAPRIX** 

Le samedi 27 avril **20X PLUS DE POINTS** Il s'agit d'une économie<sup>11</sup> de 132 \$!

## MONTRÉAL PLUS



Le président de GRB Solution, André Roy, montre les nids-de-poule qui ont été sabotés après que sa compagnie eut fait des réparations.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

## ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST

## Des nids-de-poule sabotés

KARIM BENESEAIEH

André Roy était sûr d'avoir trouvé une technique révolutionnaire et durable pour colmater les nids-de-poule. Il a surtout découvert qu'il n'était pas le bienvenu à Montréal, plus précisément dans l'arrondissement du Sud-Ouest, où près de la moitié de ses réparations ont été sabotées en moins de 48 heures la semaine dernière.

Le maire de l'arrondissement et responsable des infrastructures au comité exécutif, Benoit Dorais, confirme: l'expérience vécue par cet entrepreneur est «extrêmement préoccupante».

«On a affaire à une technologie qui a bien fonctionné ailleurs, où les réparations de nids-de-poule ont tenu un an. Chez nous, on parle de quelques jours, parfois quelques heures. C'est unique à Montréal.»

Photos à l'appui, M. Roy, entrepreneur de Saint-Alphonse-de-Granby invité par le Sud-Ouest à démontrer l'efficacité de sa technologie, n'en

démord pas: on a versé un «solvant» – vraisemblablement de l'essence – qui a complètement désagrégé son mélange à base de bardeaux ou d'asphalte recyclés.

La semaine dernière, une usine mobile appelée Permaroute appartenant à son entreprise, Solution GRB, a colmaté une centaine de

À Cowansville, la seule municipalité où cette technologie est utilisée de façon régulière, «on a le même succès», rappelle M. Roy. Les tests réalisés à Granby, Trois-Rivières et Sherbrooke, plus récemment, «montrent que tout va bien». Montréal, manifestement, offre un environnement plus hostile.

«Je sais que ça joue rough, je ne veux pas imposer ça à ma famille. Mais je ne m'attendais pas à vivre ça.»

— André Roy, propriétaire de Solution GRB

nids-de-poule. «Près de 40 % n'ont pas tenu, dit-il. On y a retrouvé des traces de liquide huileux, le mélange s'est complètement effrité.»

Pour appuyer sa thèse, l'entrepreneur montre une réparation secrète, à l'abri des regards, qu'il a faite vers minuit, la semaine dernière. Dans la rue Saint-Patrick, quelques centaines de véhicules, dont de nombreux poids lourds, sont passés sur ce nid-de-poule rebouché. Il a tenu le coup.

Assez hostile, en tout cas, pour que l'entrepreneur décide de plier bagage. «J'ai tout arrêté, je ne veux pas vivre ça. Avant d'arriver ici, j'avais du succès, ça allait bien. Je ne veux pas perdre mon nom.»

## Les cols bleus enthousiastes

Qui lui en veut? M. Roy refuse de viser les entreprises concurrentes, mais exonère les cols bleus de tout soupçon.

«Ils ont collaboré avec nous de façon exemplaire,

ils étaient enthousiastes. En dernier ressort, l'arrondissement aurait acheté notre équipement et ce sont eux qui l'auraient opéré. Nous ne leur enlevons pas de travail.»

L'entrepreneur granbyen craint même pour sa sécurité – il refuse par exemple que sa voiture soit photographiée. Il ne veut pas porter plainte à la police, car il craint les représailles. «Je sais que ça joue rough, je ne veux pas imposer ça à ma famille. Mais je ne m'attendais pas à vivre ça.»

Au Service de police de la Ville de Montréal, on assure être au courant du dossier. Par souci de confidentialité, on ne peut confirmer si une enquête a été ouverte.

Le maire Dorais, de son côté, se montre prudent et refuse de parler de «sabotage». Mais il reconnaît que son arrondissement a été le théâtre d'événements «troublants». L'entrepreneur a refait toutes les réparations, à ses frais. «L'arrondissement n'a pas été lésé».

## LA TECHNOLOGIE PERMAROUTE

Le véhicule utilisé par Permaroute est en fait une usine mobile qui garde au chaud, à plus de 80 degrés, un mélange d'agrégat, de bardeaux d'asphalte ou d'asphalte recyclés et d'un agent liant. Ce mélange a été mis au point en collaboration avec l'École de technologie supérieure. Trois «recettes» sont utilisées, en fonction de la température extérieure. Le fait de disposer d'un mélange qui reste chaud représente un grand avantage par rapport à la méthode habituelle, qu'on appelle dans le milieu «patchage à froid», moins durable. Le coût de réparation par nid-de-poule est d'environ 140 \$ avec le Permaroute, contre 70 à 90 \$ avec la méthode classique.

— Karim Benessaïeh

TOUT SIMPLEMENT  
**Invitant...**

TOUT SIMPLEMENT  
*Jean-Eudes*

**PORTES  
OUVERTES**

**4 mai**  
De 13 h à 16 h

EXAMENS D'ADMISSION :  
5 octobre 2013

Établissement d'enseignement privé - Cours secondaire pour filles et garçons

3535, boul. Rosemont, Montréal  
514 376-5740 • www.cje.qc.ca

**COLLÈGE JEAN-EUDES**  
UNE ÉCOLE DE VIE... POUR LA VIE!



Le siège de l'OACI, à Montréal

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

## Déménagement de l'OACI Denis Lebel se réjouit de l'appui américain

Le ministre des Transports du Canada, Denis Lebel, se réjouit de voir que les États-Unis sont en faveur du maintien du siège social de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à Montréal. De passage dans la métropole hier, M. Lebel a dit y voir un élément important alors que le Qatar tente de séduire l'agence des Nations unies en lui proposant un édifice ultramoderne et une exemption complète de taxes et d'impôts si elle déménage au Moyen-Orient. «De voir l'appui des Américains, c'est important et on va continuer à travailler avec nos partenaires», a indiqué M. Lebel. Les États-Unis, mais

aussi la France et la Belgique ont l'intention de s'opposer à un éventuel déménagement. Le ministre Lebel a souligné que cette offensive arrivait un peu tard. «Avant l'arrivée du Qatar dans la discussion, nous étions en processus de renouvellement [du bail à Montréal] pour 20 ans», a-t-il dit. Le Qatar, dans sa proposition, note que la localisation actuelle dans la métropole présente certains inconvénients, notamment des hivers rigoureux, une fiscalité lourde et des difficultés dans l'obtention de visas canadiens pour les membres de délégations.

— La Presse Canadienne

# PRÉPAREZ VOTRE ÉTÉ!

JUSQU'À

# 40%

# DE RABAIS

MOBILIERS DE JARDIN,  
GAZEBOS, SPAS,  
PISCINES HORS TERRE,  
PISCINES CREUSÉES  
ET ACCESSOIRES



**J-235 / J-245**



SIÈGE ALLONGÉ  
84 x 84 x 36 po.  
6 adultes, 35 jets, 4 couleurs  
COUVERT  
CASCADE ILLUMINÉE  
CLEARARRAY<sup>MD</sup>  
SYSTÈME DE SON BLUETOOTH



LES SPAS JACUZZI<sup>®</sup>  
SONT DOTÉS DU  
RÉVOLUTIONNAIRE  
SYSTÈME CLEARARRAY<sup>MC</sup>

TRAITE 99,9 % DES VIRUS ET DES BACTÉRIES  
NECESSITE JUSQU'À 50 % MOINS DE  
PRODUITS DÉSINFECTANTS  
TECHNOLOGIE UV-C EXCLUSIVE

**5999<sup>99</sup>**

74<sup>67\*\*\*</sup> PAR MOIS

8499<sup>99</sup> PRIX RÉG.

**ROYALE ETS**



78 x 78 x 34 po.  
5-6 adultes, 31 jets  
COUVERT, 2 POMPES  
CHUTE D'EAU  
LUMIÈRE DEL  
OZONATEUR



**4499<sup>99</sup>**

93<sup>19\*</sup> PAR MOIS

7999<sup>99</sup> PRIX RÉG.

**J335 / J345**



84 x 84 x 36 po.  
4-5 adultes, 36 jets  
COUVERT  
CASCADE ILLUMINÉE  
CLEARARRAY<sup>MD</sup>  
SYSTÈME DE SON BLUETOOTH



**7499<sup>99</sup>**

90<sup>96\*\*\*\*</sup> PAR MOIS

**FONTAINE**



91,5 x 91,5 x 35 po.  
6 adultes, 51 jets  
COUVERT, 3 POMPES  
SYSTÈME DE DÉSINFECTION UV  
CLEANZONE<sup>MD</sup> II  
SYSTÈME DE SON BLUETOOTH



**8999<sup>99</sup>**

109<sup>15\*\*\*\*</sup> PAR MOIS

12999<sup>99</sup> PRIX RÉG.

**STYLUS**

PISCINE HORS TERRE



À PARTIR DE

**1399<sup>99</sup>**

32<sup>21<sup>30</sup></sup> PAR MOIS

Hauteur du mur : 52 po. – Azteca  
Structure en résine couleur Perle  
Margelle et poteau de 5 po. en résine par injection

**DIMENSIONS**  
OVALE 12 x 16 pi – 12 x 24 pi – 15 x 26 pi –  
15 x 30 pi. et 18 x 33 pi.  
RONDE 12, 15, 18, 21, 24 et 27 pi.

**CONTEMPRA NOUVEAU**

PISCINE HORS TERRE



RONDE : 15, 18, 21, 24 et 27 pi.  
HAUTEUR : 52 po.  
Mur et margelle en acier galvanisé  
Poteaux asymétriques – Couleur : Champagne métallique  
Margelle imprimée : Bois brosse brun

À PARTIR DE

**2999<sup>99</sup>**

62<sup>13<sup>20</sup></sup> PAR MOIS

**OFFRE DE LANCEMENT**  
POUR UN TEMPS LIMITÉ OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS  
À l'achat d'une PISCINE HORS TERRE  
CONTEMPRA équipée,  
obtenez **GRATUITEMENT**

- Marche Aquarius
- Lumière 9025W pour marche Aquarius
- Belayeuse Konfiki 2



UNE VALEUR DE **599<sup>99</sup>**

**PISCINE CREUSÉE**  
PLUS DE 200 MODÈLES ET FORMATS



LIVRÉE, ÉQUIPÉE ET  
INSTALLÉE AVEC TROTTOIR  
DE 3 PI EN BÉTON INCLUS

À PARTIR DE

**15935<sup>00</sup>**

OU **99<sup>00</sup>** PAR MOIS\*\*\*\*



JUSQU'AU 28 AVRIL 2013  
**CADEAU**

À L'ACHAT D'UNE PISCINE CREUSÉE  
OBTENEZ GRATUITEMENT  
UNE THERMOPOMPE ORILUX 50000 BTU  
PLUS UN CHLORINATEUR À BASE DE SEL AQUAPURE<sup>®</sup>  
UNE VALEUR DE

**2399<sup>00</sup>**

**CLUB PISCINE SUPER Fitness**  
www.clubpiscine.ca



Les taxes sont payables à l'achat – sous réserve de l'approbation du crédit, voir détails en magasin. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat et dans le cas où les conditions de crédit ne sont pas respectées, un intérêt annuel ne dépassant pas 19,9 % pourra être appliqué depuis la date d'inscription sur le relevé mensuel, selon les conditions de crédit. Voir détails en magasin. Les mensualités indiquées aux présentes sont calculées sur un taux d'intérêt annuel variable de 7,9 % et une échéance de 60 mois – \*\* 13,5 % et une échéance de 60 mois. Les conditions d'emprunt et les taux d'intérêt peuvent être modifiés en tout temps par les institutions bancaires. Voir les détails en magasin. – Ces promotions ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion et sont valables jusqu'au 5 mai 2013 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre et ne sont pas applicables dans les Centres de liquidation. – Photos à titre d'illustration seulement. – Malgré le soin apporté lors de l'impression de ce feuillet, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos magasins.

Tableau d'exemples des frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours			
Achat par versements égaux	Taux d'intérêt annuel	Salaire moyen quotidien	
1005	8,90 %	1005	3,005
1350	13,50 %	1350	3,665
1700	18,10 %	1700	4,325
2050	22,70 %	2050	4,985
2400	27,30 %	2400	5,645
2750	31,90 %	2750	6,305
3100	36,50 %	3100	6,965
3450	41,10 %	3450	7,625
3800	45,70 %	3800	8,285
4150	50,30 %	4150	8,945
4500	54,90 %	4500	9,605

Montants financés	Taux	Termes/mois	Mensualités	Frais de crédit	Débit	Colligation totale
5 999,99 \$	8,99 %	120	74,67 \$	2 940,41 \$	– \$	8 940,40 \$
7 499,99 \$	7,99 %	120	96,96 \$	3 415,21 \$	– \$	10 915,20 \$
8 999,99 \$	7,99 %	120	109,15 \$	4 098,01 \$	– \$	13 098,00 \$
10 499,99 \$	7,99 %	180	99,00 \$	7 385,00 \$	5 500,00 \$	23 370,00 \$

## ACTUALITÉS

## Vive l'amour!



**STÉPHANE  
LAPORTE**

COLLABORATION SPÉCIALE  
CHRONIQUE

Mardi dernier, la France est devenue le 9<sup>e</sup> pays européen à autoriser le mariage pour les couples du même sexe. Ce jour-là, 331 députés ont voté en faveur de la loi, tandis que 225 votaient contre. Il était temps que la patrie berceau des droits de l'Homme rejoigne le groupe des nations ouvertes d'esprit.

Cela ne s'est pas fait sans heurts. Durant les dernières semaines, on a vu, aux nouvelles, plein de manifestations tenues dans tous les coins de l'Hexagone, regroupant des milliers de gens s'opposant au mariage gai avec rage et révolte. Et ce n'est pas fini.

Bien sûr, le Français a le pied manifestant plus chatouilleux que nous. Ici, il n'y a que les droits de scolarité et la Coupe Stanley qui nous font prendre la rue. Tandis que chez nos cousins, la manifestation est une activité quotidienne. Au lieu de faire leur jogging, ils font du manifesting pour garder la forme.

Mais là, ce n'est surtout pas

l'habituel défilé de moustachus nostalgiques de Mai 68 qui se déploie. C'est plutôt un mouvement agressif de Français moyens ulcérés que l'institution du mariage ne demeure pas le monopole des hétérosexuels.

En 2005, la légalisation du mariage homosexuel au Canada n'a pas soulevé le

nouveau, tout un chacun, avec nos propres convictions. Ça peut créer des remous. Voilà pourquoi, il importe de rappeler les valeurs fondamentales contenues dans une loi permettant au couple de même sexe de se marier.

La plus vitale des libertés, c'est celle d'aimer. L'amour d'un homme pour une femme ou l'amour d'un homme pour un homme ou l'amour d'une femme pour une femme, ça reste toujours le même amour. L'important, c'est d'aimer. On ne peut pas être contre l'amour.

Le mariage est l'institution créée par la société pour rendre public le choix que deux

collectivité sera épanouie et heureuse. L'amour, c'est jamais un problème. C'est toujours une solution.

Ce qui scandalise les opposants à la nouvelle loi française, ce n'est pas tant le mariage que les conséquences de ce mariage. Sur les pancartes qu'ils brandissent, on peut lire: Un papa + une maman, y'a pas mieux pour les enfants.

C'est vrai que c'est bien, un papa et une maman pour les enfants. Mais ce qui est vraiment bien pour les enfants, c'est un bon papa et une bonne maman. Comme ce sera vraiment bien, un bon papa et un bon papa, ou une bonne maman et une bonne maman.

Ce qu'il y a vraiment de pire pour les enfants, c'est un mauvais papa et une mauvaise maman. La Terre est remplie d'enfants malaimés qui aiment mal les autres. Et ce sera l'enfer aussi pour ceux qui auront deux mauvais papas ou deux mauvaises mamans. Les hétérosexuels n'ont pas le monopole de l'amour, ils n'ont pas le monopole de la haine, non plus.

Ce dont un enfant a besoin, ce n'est pas de deux parents avec des sexes différents, c'est de deux parents avec le même amour. Le vrai, le grand. Si l'enfant est aimé, qu'on prend soin de lui, qu'on lui apprend la vie, il a tout ce qu'il lui faut.

L'argument ultime des groupes contre l'adoption d'enfants par des couples homosexuels est le suivant: ce n'est pas le droit qui empêche les homosexuels d'avoir des enfants, c'est la nature. Si Dieu avait voulu que les homosexuels aient des

enfants, il se serait arrangé pour qu'ils puissent en faire lors de leurs relations sexuelles, comme c'est le cas pour les hétéros.

Faire un enfant est une chose, aimer un enfant en est une autre. L'enfant a d'abord besoin d'être fait, jusqu'à preuve du contraire, ça prendra toujours des attributs mâles et femelles pour réaliser ce miracle, qui s'opère en quelques secondes. Un coup l'enfant fait, il a besoin d'être aimé. Cet autre miracle est encore plus difficile que le premier, et ça prend toute une vie pour le réaliser. Si la première étape dépend de ce qu'on a dans les culottes, la deuxième étape dépend de ce que l'on a dans le cœur.

Ce n'est pas parce qu'un couple n'a pas ce qu'il faut pour faire un enfant qu'il n'a pas ce qu'il faut pour l'aimer. L'inverse est vrai aussi. Ce n'est pas parce qu'un couple a ce qu'il faut pour faire un enfant qu'il a ce qu'il faut pour l'aimer.

Être un reproducteur, c'est une chose, être un parent, c'en est une autre.

Plus il y aura de parents aimants, plus il y aura d'enfants heureux, qui feront plus tard, encore plus de parents aimants. Ce qui demeure la seule façon d'avoir un monde meilleur. On ne s'en sort pas.

Vouloir empêcher des gens de s'aimer est contre nature. Deux personnes qui s'aiment, peu importe leur sexe, leur race ou leur religion, auront toujours raison. Parce que tout commence avec elles.

Vive l'amour!

**Ce dont un enfant a besoin, ce n'est pas de deux parents avec des sexes différents, c'est de deux parents avec le même amour. Le vrai, le grand.**

même tollé. La discussion fut virile mais respectueuse. Les conservateurs bien sûr étaient contre. La loi a été adoptée quand même. Les conservateurs, aujourd'hui majoritaires, ne sont pas assez frustrés pour revenir en arrière. Heureusement.

Cependant, même s'il a lieu de l'autre côté de l'océan, le débat entourant cette question en France nous confronte à

êtres humains ont fait de partager leur vie, l'un avec l'autre. Il doit être accessible à tous les adultes consentants qui veulent s'en prévaloir. Chacun étant libre d'aimer qui il veut.

En quoi l'amour de Thierry pour Didier ou de Paulette pour Églantine dérange-t-il la communauté? Au contraire, plus il y aura de gens qui s'aiment à l'intérieur d'une collectivité, plus cette

## AFFAIRE REHTAEH PARSONS

## Le père défend sa version des faits

LA PRESSE CANADIENNE

HALIFAX, N.-É. — Le père de Rehtaeh Parsons s'insurge contre un article de journal laissant entendre qu'il

existerait des failles dans l'argumentaire contre les garçons qui, selon la famille, auraient sexuellement agressé la jeune femme, affirmant que le Code criminel « indique clairement que ce qui est survenu est un viol ».

L'adolescente, âgée de 17 ans, s'est suicidée plus tôt ce mois-ci. Sa famille allègue qu'elle a été agressée sexuellement par quatre garçons en 2011 et qu'une photo numérique de l'incident avait été partagée à son école.

aux deux garçons et avoir tenté de les repousser.

Sur son blogue, son père Glen Canning affirme que sa fille était si intoxiquée qu'elle en devenait malade et qu'elle ne se rappelait pas clairement ce qui s'était produit.

S'il admet qu'il existe toujours deux versions à une histoire, le fait que sa fille était intoxiquée change l'interprétation de ce qui est arrivé, ce soir-là, dans une banlieue de Halifax.

Un article du *National Post* mentionne que Rehtaeh Parsons avait tout d'abord déclaré à la police qu'elle avait eu des relations sexuelles consentantes avec deux des quatre garçons.

L'affaire a suscité une attention nationale et internationale, plusieurs personnes accusant les systèmes d'éducation et de justice de ne pas avoir été en mesure de protéger la jeune femme.

## Deux versions

Citant des sources anonymes au fait de l'enquête, un article du *National Post* mentionne que Rehtaeh Parsons avait tout d'abord déclaré à la police qu'elle avait eu des relations sexuelles consentantes avec deux des quatre garçons lors d'une fête en novembre 2011, mais qu'elle avait été sexuellement agressée par un garçon.

L'article mentionne que dans un deuxième témoignage livré à la police environ deux semaines plus tard, la jeune femme affirme avoir dit non

La famille Parsons soutient également qu'une photo de Rehtaeh la montre alors qu'elle est sexuellement agressée lors de la fête. Dans une chronique, la journaliste Christie Blatchford estime que la photo ne comporte pas de visage reconnaissable et « ne montre rien qui serait recevable en cour ».

M. Canning réitère que sa fille a enduré des mois de harcèlement après que la photo eut été largement distribuée à l'intérieur de son école secondaire.

En 2012, les autorités avaient conclu que les preuves n'étaient pas suffisantes pour entamer des procédures judiciaires. La Gendarmerie royale du Canada a récemment rouvert l'enquête après avoir reçu une « information fiable et pertinente ».



PHOTO TIRÉE DE FACEBOOK

**SUPER EXPO SCIENCES**  
Hydro-Québec

Monsieur Roger Gosselin, Directeur régional Saguenay-Lac-Saint-Jean et Nunavik chez Hydro-Québec, en compagnie de David Drouin, lauréat du Premier Prix Hydro-Québec de la finale québécoise 2013.

**FÉLICITATIONS AU GRAND GAGNANT DE LA FINALE QUÉBÉCOISE!**

Credit photo: Chantale Hamel

David Drouin, de la région de Québec et Chaudière-Appalaches, remporte la plus haute distinction de la finale québécoise des Expo-sciences Hydro-Québec pour son projet « Quand un et un font trois ! ». Étudiant au Cégep de Sainte-Foy, il a conquis le cœur du public et du jury de la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2013, avec son projet d'expérimentation.

David Drouin a démontré que de faibles concentrations de cinnamaldéhyde, extraites de l'huile de cannelle, affaiblissent suffisamment les bactéries E. coli pour qu'elles deviennent vulnérables aux probiotiques, des compléments alimentaires que l'on retrouve dans le yaourt par exemple, sans induire une résistance pouvant se transmettre aux prochaines générations de bactéries.

Le Premier Prix Hydro-Québec est la plus haute distinction de la finale québécoise des Expo-sciences. Il est attribué au meilleur projet toutes catégories confondues et est assorti d'une bourse de 1 500 \$ et d'un voyage à la Baie-James. Outre ce prix, David Drouin a aussi remporté :

- Participation à l'Expo-sciences internationale à Abou Dhabi, Émirats arabes unis, du 13 au 19 septembre
- Participation à l'Expo-sciences pancanadienne à Lethbridge, Alberta du 11 au 18 mai
- Prix SYNAPSE - IRSC - Médaille d'or de classe senior et bourse de 500 \$
- Prix du Réseau de l'Université du Québec - Droits de scolarité d'un baccalauréat, d'une maîtrise et d'un doctorat
- Prix de reconnaissance Francis-Boulva - bourse en argent de 500 \$

Partenaire présentateur



EXPOSCIENCES.QC.CA

**Des questions sur la navigation ou les fonctionnalités de La Presse+ ?**

**Communiquez avec nous au moment qui vous convient.**

CENTRE DE CONTACT CLIENT LA PRESSE+  
Tél. : 514 285-6911 ou 1 800 361-7453  
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 23 h  
Samedi et dimanche de 7 h à 17 h



ÉLECTION EN CAROLINE-DU-SUD

# Humour, amour et politique

RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE  
NEW YORK

En temps normal, aucun doute ne devrait planer sur l'issue de l'élection partielle du 7 mai en Caroline-du-Sud pour un siège vacant à la Chambre des représentants des États-Unis. Depuis 1981, les électeurs de la première circonscription de l'État, qui comprend la ville de Charleston et l'île de Hilton-Head, préfèrent être représentés par des républicains à Washington. Mais ils pourraient créer la surprise le mois prochain, ayant à choisir entre deux candidats atypiques. Explication.

**L'ABC DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS**

L'élection partielle du 7 mai en Caroline-du-Sud ne changera pas l'équilibre des forces à la Chambre des représentants, dont les 435 sièges sont en jeu tous les deux ans. Les républicains y sont majoritaires avec 232 sièges contre 201 pour les démocrates (deux sièges sont vacants). Le scrutin pourrait cependant raviver ou tempérer l'espoir des démocrates de reconquérir la majorité à la Chambre à l'occasion des élections de mi-mandat de 2014. La Chambre des représentants est l'un des deux organes du Congrès américain, l'autre étant le Sénat. Elle vote les lois fédérales et détient l'initiative pour le vote du budget. Chaque État compte un nombre de représentants proportionnel à sa population. Les quelque 4,7 millions d'habitants de Caroline-du-Sud en ont sept.

**LES CANDIDATS**



**ELIZABETH COLBERT BUSCH**  
sœur de l'humoriste Stephen Colbert

Elle n'insiste pas trop sur son appartenance au Parti démocrate ou sur son lien familial avec Stephen Colbert, animateur populaire de l'émission satirique The Colbert Report sur la chaîne Comedy Central. Dans une circonscription conservatrice, Elizabeth Colbert Busch se présente comme une femme d'affaires au-dessus des partis, allant même jusqu'à rejeter le nouveau plan budgétaire du président démocrate (« Non seulement le budget du président ne remet pas d'ordre dans nos finances, mais il réduirait les prestations de nos aînés, ce qui est mal », a-t-elle déclaré). Âgée de 58 ans, elle a œuvré pendant plusieurs années dans l'industrie maritime avant de se recycler dans l'éolien. Mais il ne fait pas de doute que la célébrité de son frère sert sa cause. Stephen Colbert a animé deux activités de collecte de fonds ce mois-ci au profit de sa sœur, dont l'une a eu lieu à Washington. Plusieurs élus démocrates du Sénat et de la Chambre des représentants y étaient présents. L'humoriste a également vanté les qualités de sa sœur dans le cadre de son émission, tout en décrivant Mark Sanford comme « un randonneur des Appalaches avec un très mauvais sens de l'orientation ». Elizabeth Colbert Busch a grandi à Charleston au sein d'une famille comptant 11 enfants. Elle a perdu son médecin de père et deux de ses frères dans un accident d'avion en 1974. Selon un sondage PPP (Public Polling Policy) publié lundi, Colbert Busch récolte 50% des intentions de vote contre 41% pour Mark Sanford.



**MARK SANFORD**  
ex-gouverneur adultère

Où est Mark Sanford? Pendant plusieurs jours, en juin 2009, les citoyens de Caroline-du-Sud se sont posé la question, ayant perdu la trace de leur gouverneur. Même sa femme Jenny ne pouvait résoudre ce mystère, qui est vite devenu un sujet de fascination nationale. Étoile montante du Parti républicain, Mark Sanford a fini par se manifester, informant le public de son bureau qu'il faisait de la randonnée pédestre dans les Appalaches. C'était un mensonge. Il se trouvait en fait en Argentine, où il avait fui son travail, sa femme et ses quatre enfants pour aller rejoindre sa maîtresse, Maria Belen Chapur. « J'ai trouvé l'âme sœur », devait-il déclarer plus tard lors d'une conférence de presse surréaliste. Cette liaison adultère, de l'avis général, devait mettre fin à une carrière politique prometteuse. Or, deux ans après avoir fini son deuxième mandat au poste de gouverneur, Mark Sanford tente un retour. Appelant les électeurs de la première circonscription de Caroline-du-Sud à lui donner « une deuxième chance », il brigue le siège qu'il a occupé à la Chambre des représentants de 1995 à 2001. Divorcé de sa femme Jenny et fiancé à Maria, Mark Sanford, 52 ans, a remporté la primaire républicaine en mettant l'accent sur deux thèmes: la rigueur (budgétaire) et la rédemption (morale). Mais, s'il faut se fier aux sondages, plusieurs électrices hésitent à lui pardonner son escapade de juin 2009.

PHOTOS REUTERS

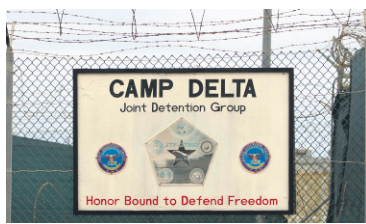


PHOTO ARCHIVES REUTERS  
Les prisonniers sont nourris de force dans l'enceinte du camp Delta.

**Guantánamo**  
19 détenus alimentés de force

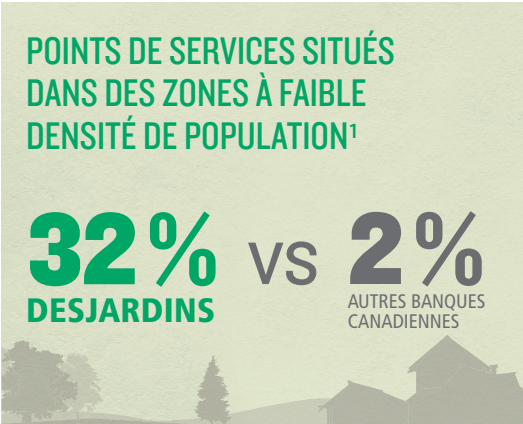
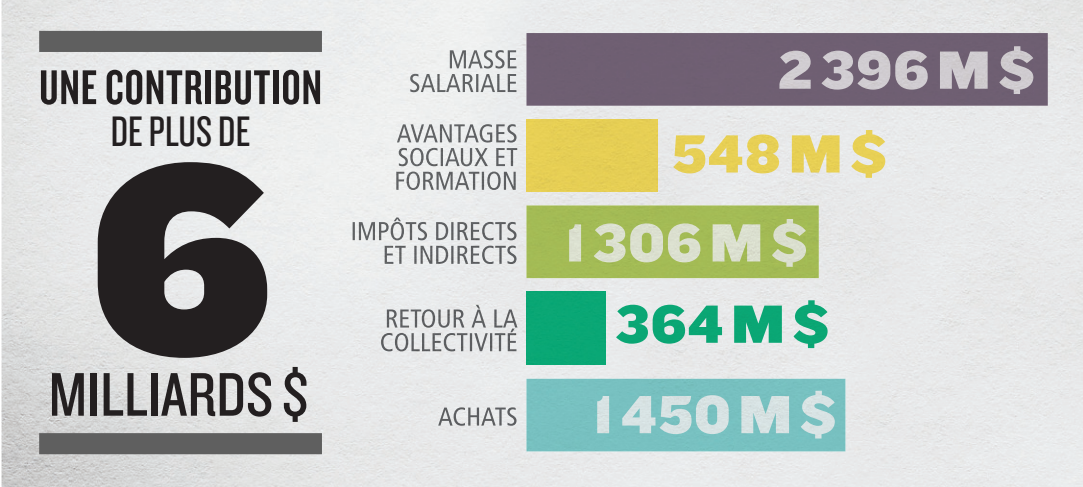
La grève de la faim qui touche la prison de Guantánamo depuis bientôt trois mois a encore gagné du terrain hier, ralliant 97 détenus sur une population carcérale de 166 hommes, dont un nombre record était alimenté de force, a annoncé un porte-parole de la prison. Ce bilan est en constante augmentation depuis le début du mouvement, le 6 février. Parmi les 97 grévistes de la faim dénombrés hier, un record de 19 étaient alimentés par des tubes reliés directement à l'estomac par la cloison nasale, selon le lieutenant-colonel Samuel House. Et parmi ces 19 prisonniers, 5 étaient hospitalisés, mais n'étaient pas en « danger de mort », a précisé le porte-parole, dans un communiqué quotidien. Les avocats des détenus clament depuis le début qu'environ 130 hommes observent ce jeûne, déclenché quand des exemplaires du Coran avaient été examinés d'une manière que les prisonniers ont perçue comme une profanation religieuse. Selon eux, c'est toutefois leur détention illimitée depuis 11 ans, sans inculpation ni procès, que dénoncent la plupart des protestataires.

— Agence France-Presse

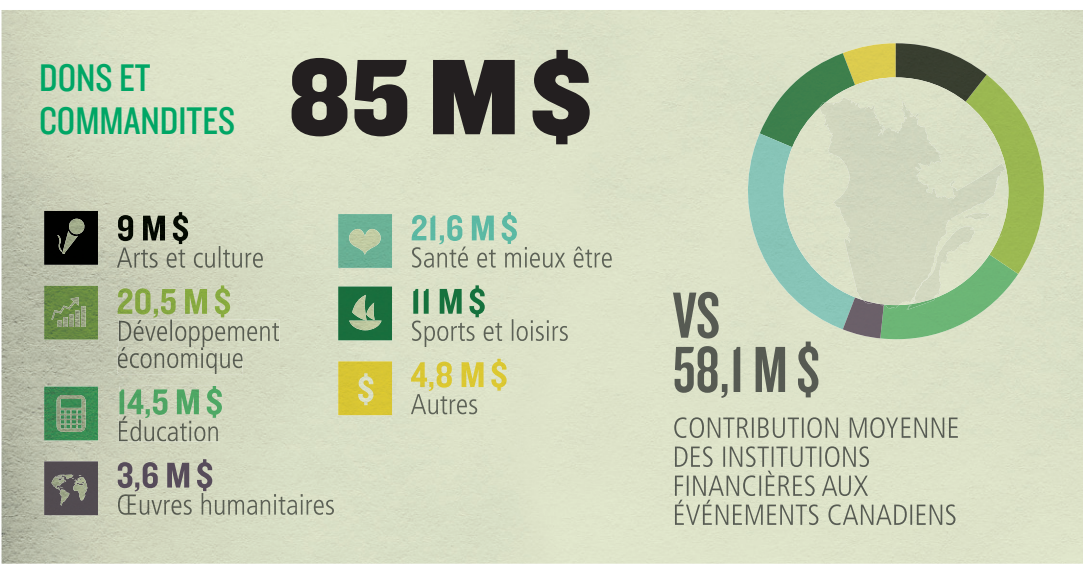
**COOPÉRER AU QUOTIDIEN DE MILLIONS DE PERSONNES**

DANS CHAQUE COMMUNAUTÉ IL Y A DES RÊVES, DES PROJETS ET DES GENS POUR LES RÉALISER

**EN 2012, DESJARDINS C'EST...**



**LA FONDATION DESJARDINS**  
LA FONDATION PRIVÉE OFFRANT LE PLUS DE BOURSES UNIVERSITAIRES AU QUÉBEC



Découvrez notre contribution dans votre région  
[desjardins.com/contribution](http://desjardins.com/contribution)



**ABAT-JOUR ILLIMITÉS**  
LAMP SHADES

Obtenez **15%** de rabais  
Présentez ce coupon la journée où vous achetez ou commandez un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti.

Valable du 27 avril au 31 juillet 2013

**NOUVELLE SUCCURSALE À LAVAL!**

Plus de **5 000** abat-jour en magasin.

- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

MONTRÉAL 4875, Jean-Talon Ouest (514) 344-8555  
LAVAL 2267, boul. Le Corbusier (450) 682-8280  
[www.abatjourillimites.ca](http://www.abatjourillimites.ca)

Sources : Rapport annuel, Rapport de responsabilité sociale 2012 et Études économiques Desjardins  
2. Montant investi par Capital régional et coopératif Desjardins et ses actionnaires  
3. Emplois estimés chez les fournisseurs de la Fédération et du réseau des caisses

## MONDE

ENTREVUE AVEC HEIDI AGAN

## De serveuse à « princesse »

La grossesse de Kate Middleton fait des heureux, et pas seulement dans la famille royale. Une mère célibataire originaire de Kettering, au nord-ouest de Londres, fait des affaires en or depuis l'annonce, grâce à une ressemblance frappante avec la duchesse de Cambridge.

ÉMILIE CLAVEL  
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — En quelques mois, Heidi Agan est passée de serveuse à « princesse ». Ressemblant comme deux gouttes d'eau à la duchesse de Cambridge, la mère de deux enfants gagne maintenant jusqu'à 1000 \$ (650 livres sterling) pour une apparition publique.

Et elle prend son nouvel emploi de sosie au sérieux. Elle s'est dotée d'une série de « faux ventres » pour demeurer fidèle à l'apparence de Kate Middleton, enceinte d'environ six mois.

Pour Heidi Agan, l'aventure débute à l'été 2011, peu de temps après le mariage du couple princier. Alors qu'elle est serveuse dans un restaurant, plusieurs clients lui font remarquer sa ressemblance avec la duchesse.

« Les gens ont commencé à inviter leurs amis au restaurant pour me voir. Certains demandaient même à être servis par la duchesse », rigole M<sup>me</sup> Agan.

Elle contacte donc une agence de casting représentant des

sosies de célébrités. « Ils m'ont trouvé un premier contrat quatre jours plus tard. J'étais époustoufflée », se remémore-t-elle.

Depuis, elle voyage partout au pays pour personnifier la duchesse lors d'événements d'entreprises, de fêtes privées ou dans des campagnes publicitaires. Elle s'est aussi rendue à New York pour participer à l'émission *Good Morning America*.

Les services de la femme de 33 ans – deux ans de plus que son alter ego royal – sont si convoités qu'elle a dû quitter son emploi de serveuse pour se consacrer à temps plein à sa nouvelle carrière. En plus de ses déplacements fréquents, elle passe plusieurs heures par semaine à étudier la posture, les expressions faciales et le style vestimentaire de Kate Middleton.

## Un emploi pour la vie?

La ressemblance fortuite de Heidi Agan avec un membre de la famille royale pourrait lui assurer une carrière jusqu'à la fin de ses jours, selon son agente Helena Chard.



Heidi Agan a quitté son emploi de serveuse pour se consacrer à temps plein à sa nouvelle carrière de sosie.

PHOTO FOURNIE PAR SUSAN SCOTT

« Certaines célébrités des sphères politique ou sportive s'effacent dans l'oubli, mais la famille royale exerce une fascination continue sur l'Angleterre et même sur le reste du monde », explique M<sup>me</sup> Chard. Elle croit donc que Heidi Agan aura du

travail aussi longtemps qu'elle le souhaitera.

Elle cite en exemple Jeanette Charles, une Britannique de 85 ans qui gagne sa vie comme sosie de la reine Élisabeth II depuis plus de 40 ans.

Toutefois, si M<sup>me</sup> Agan décidait de quitter l'industrie, on lui trouverait vite une remplaçante. L'agence qui la représente gère aussi la carrière de quelque 150 autres « Kate Middleton », qui rêvent toutes de devenir des sosies à temps plein.

J'AI  
ÉCONOMISÉ  
22 000 \$ EN  
COMMISSION.\*

## FAITES COMME JOANIE LEVASSEUR DE TERREBONNE.

Vendre sa propriété sans agent, c'est plus simple que jamais avec le plus important réseau immobilier sans commission. Vous souhaitez l'appui de professionnels? Notre équipe et nos partenaires sont là pour vous guider à toutes les étapes, jusqu'à la conclusion de la vente. Vous voulez un maximum de visibilité? Notre site reçoit plus de 5 millions de visites par mois. Vous voulez économiser comme plus de 125 000 propriétaires l'ont déjà fait? Essayez DuProprio: LA façon de faire en immobilier.

VOUS AVEZ DES QUESTIONS?  
1 866 387-7677 DUPROPRIO.COM

PROFITEZ D'UNE CONSULTATION À DOMICILE GRATUITE.

99% de nos clients nous recommandent  
sondage CAA-Québec

Google play

App Store

Téléchargement gratuit

 duProprio

LA FAÇON DE FAIRE  
EN IMMOBILIER

\*Montant approximatif calculé à partir d'une commission moyenne de 5%.



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Les princes Harry (à gauche) et William (à droite) et Kate.

## Harry Potter Kate, William et Harry visitent les studios

LONDRES — Le prince William, son épouse Kate et son frère le prince Harry ont inauguré hier les studios de cinéma récemment rénovés par Warner Bros à Leavesden, au nord de Londres, où les sagas *Harry Potter* et *Batman* ont notamment été tournés. Les deux petits-fils de la reine Elizabeth II sont retombés en enfance en jouant avec la baguette magique d'*Harry Potter* ou les costumes futuristes de la trilogie *Batman The Dark Knight*, sous le regard amusé de Kate, enceinte. Le premier enfant du couple est attendu en juillet. Le prince William n'a pas résisté au plaisir d'enfourcher la « Batmoto », l'impressionnant deux-roues de Batman interprété par l'acteur britannique Christian Bale dans *The Dark Knight*. Il s'est également assis au volant d'une « Batmobile », la voiture de l'homme chauve-souris.

— Agence France-Presse

## Mariage gai La Russie pourrait réviser ses accords d'adoption

La Russie pourrait réviser les accords d'adoption avec les pays qui ont légalisé le mariage homosexuel, a annoncé hier le président Vladimir Poutine, trois jours après la décision de la France, évoquée lors d'une réunion avec des députés russes. « La question est d'actualité. J'estime que nous sommes en droit d'introduire des changements », a déclaré M. Poutine lors de cette rencontre avec des parlementaires russes. « Nous devons réagir à ce qui se passe autour de nous. Nous respectons nos partenaires, mais nous demandons (qu'ils) respectent nos traditions culturelles, nos normes éthiques, législatives et morales », a-t-il ajouté, selon les agences russes. — Agence France-Presse

Effondrement d'un immeuble au Bangladesh

# Colère après la mort de centaines d'ouvriers

MUNIR UZ ZAMAN  
AGENCE FRANCE-PRESSE

SAVAR — Des heurts ont opposé hier au Bangladesh la police à une foule immense de manifestants qui ont attaqué des usines après l'effondrement d'un immeuble construit illégalement dans lequel plus de 320 ouvriers du textile ont trouvé la mort, selon un nouveau bilan.

La police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes contre la foule en colère à Savar, dans la banlieue de la capitale Dacca, où le Rana Plaza, un immeuble de huit étages, s'est effondré mercredi comme un château de cartes.

Il s'agit du pire accident dans l'histoire industrielle du Bangladesh, un pays pauvre d'Asie du Sud qui a fait de la confection le pivot de son économie.

Des ouvriers ont attaqué des usines, renversé des véhicules, brûlé des pneus sur la route et essayé de mettre le feu à des échoppes le long du parcours de la manifestation de masse, selon un responsable de la police locale. Ils ont aussi obligé des usines textiles à fermer.

«Ils exigent l'arrestation et l'exécution des propriétaires des ateliers et du bâtiment qui s'est effondré à Savar», près de Dacca, a dit M. Asaduzzaman, un responsable de la police.

Plus tard, la police a annoncé l'arrestation de deux propriétaires d'ateliers de confection situés dans l'immeuble.

«Nous avons arrêté après minuit Bazlus Samad, le président des ateliers New Wave Buttons et New Wave Style, et Mahmudur Rahaman Tapash, directeur général de l'un de

ces ateliers», a déclaré le chef adjoint de la police de Dacca Shyami Mukherjee. La police a ouvert contre ces deux personnes une procédure pour «décès due à la négligence»,

a-t-il dit, après que le premier ministre eut indiqué que les salariés avaient été forcés à retourner au travail, malgré les fissures apparues la veille dans l'immeuble.

Le bilan s'établissait ce matin, heure locale, à 324 morts après la découverte par les sauveteurs de plusieurs corps sous les décombres, a encore indiqué le chef adjoint de la police.

La catastrophe a relancé la polémique sur la sécurité dans l'industrie textile fournissant des marques occidentales. L'immeuble abritait cinq ateliers de confection.

## Attentats de Boston Tsarnaev transféré dans une prison-hôpital

Une semaine après son arrestation, le suspect de l'attentat de Boston a été transféré hier dans une prison-hôpital. Djokhar Tsarnaev a été conduit en pleine nuit de l'hôpital Beth Israel Deaconess de Boston au centre médical fédéral de Devens, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Boston, a annoncé le service des US Marshals, chargé du transfert des prisonniers. Cette prison-hôpital accueille sur une ancienne base militaire les détenus hommes qui ont besoin de soins médicaux spécialisés ou à long terme, ou ont des problèmes de santé mentale. Djokhar Tsarnaev a été grièvement blessé le 18 avril, lors d'une confrontation avec la police durant laquelle son frère Tamerlan a été tué. Son état de santé s'est depuis amélioré, selon les autorités. Accusé d'utilisation d'arme de destruction massive, Djokhar encourt la peine de mort.

— Agence France-Presse

## Armes chimiques Obama met le régime syrien en garde

Le président des États-Unis Barack Obama a promis hier une «enquête très solide» sur l'utilisation éventuelle d'armes chimiques en Syrie et a mis de nouveau en garde Damas contre un recours à ces dernières qui changerait selon lui «la règle du jeu» du conflit. Jeudi, les États-Unis ont reconnu pour la première fois que le régime syrien avait probablement utilisé ses armes chimiques, tout en soulignant que leurs renseignements n'étaient pas suffisants pour avoir la certitude que Damas avait franchi la «ligne rouge» tracée par le président Obama. «Nous oeuvrons à établir des faits dignes de foi et recoupés», a déclaré hier Jay Carney, le porte-parole de M. Obama, refusant toutefois de «fixer un calendrier» pour ce processus, car «ce sont les faits qui doivent soutenir cette enquête, pas une échéance».

— Agence France-Presse

**NOUS** PLUS BAS PRIX DE LA SAISON

# les jours la baie

**DERNIÈRE CHANCE!**  
JUSQU'AU MARDI 30 AVRIL  
EN MAGASIN ET À LABAIE.COM

**40% DE RABAIS**  
JONES NEW YORK SPORT  
et JONES NEW YORK  
SIGNATURE

TOUTES LES MARQUES SONT SOLDÉES!

JUSQU'À **50%** DE RABAIS

COLLECTIONS DE LITERIE MODE, DRAPS ET ENSEMBLES DE DRAPS



**40%** DE RABAIS CHAUSSURES ET SANDALES POUR FEMME

CLARKS, ROCKPORT, NATURALIZER et AEROSOLES

Sur nos prix ordinaires.



**171\$ DE RABAIS**

**79\$**

Ord. 250\$

COLLIER DE PERLES D'EAU DOUCE

3 rangs. Fermoir en argent sterling. Perles de 6 à 6,5 mm. Modèle SZ68775SPLFL. Tant qu'il y en aura.



JUSQU'À **60%** DE RABAIS APRÈS LE RABAIS ADDITIONNEL DE 25 %

ET 25 À 40 % DE RABAIS

Liquidation pour femme : mode, chaussures, sacs à main, portefeuilles, accessoires, lunettes de soleil, bijoux en argent sterling et bijoux mode. Sur nos derniers prix étiquetés. Exceptions en bas de page.

Mode, accessoires et chaussures en liquidation pour homme, mode pour enfant, et bagages. Prix tels qu'étiquetés.



**PRIME ELIZABETH ARDEN**

JUSQU'AU DIMANCHE 12 MAI

À l'achat de 38 \$ ou plus de produits ELIZABETH ARDEN, recevez une prime de 8 pièces. Une valeur de 143 \$. En exclusivité. Magazinez à [labaie.com](http://labaie.com)

# LA BAIE D'HUDSON

Certains modèles sont offerts en tailles petites et grandes.  
Photo : Jean blanc et haut rose à encolure en V JONES NEW YORK SIGNATURE.  
Ord. 79 \$ Solde 47,40 \$ ch.  
Exception : articles dont le prix se termine par 99 ¢.

# PARCE QUE VOTRE RITUEL SE RENOUVELLE



LIVRÉE **GRATUITEMENT**  
TOUS LES MATINS AVANT 5H30

La Presse+ simplifie votre routine du matin.  
Disponible dans votre kiosque iPad tous les jours avant  
5 h 30 grâce au téléchargement automatique.

Découvrez-en plus sur [LaPressePlus.ca](http://LaPressePlus.ca)



iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis  
et dans d'autres pays. App Store est une marque de service d'Apple Inc.





PHOTO KIN CHEUNG, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Foxconn, le plus important sous-traitant d'Apple en Chine, a été montré du doigt pour les mauvais traitements infligés à ses employés. Les promoteurs du Fairphone entendent se soucier des conditions de travail des ouvriers affectés à la production du futur téléphone.

## PAYS-BAS

## Un téléphone équitable pour changer l'industrie

MARC THIBODEAU

Les téléphones intelligents ont la cote et se vendent par centaines de millions d'exemplaires à des consommateurs enthousiastes qui font souvent peu de cas du côté noir de l'industrie.

Derrière les publicités léchées qui vantent ces produits comme le nec plus ultra se cachent des enjeux sociaux et environnementaux de taille sur lesquels une entreprise des Pays-Bas a décidé d'attirer l'attention.

Les promoteurs du Fairphone entendent lancer en septembre un nouvel appareil qui entraînera à terme, espèrent-ils, un changement fondamental des façons de faire des entreprises du secteur, de la conception à la production en passant par la vente.

**Le Fairphone, qui sera lancé en septembre, offrira une idée claire de la provenance des matières premières utilisées et de la manière dont elles sont obtenues.**

« Ces entreprises sont bien différentes de nous puisqu'elles visent d'abord et avant tout à innover pour accroître le revenu des actionnaires. Notre objectif est différent : nous voulons créer une option d'achat qui va entraîner une évolution positive du système », explique en entrevue Tessa Wernink, la porte-parole de l'organisation.

L'idée de lancer un téléphone novateur à partir de zéro est venue naturellement après que l'instigateur de l'initiative, le designer Bas van Abel, se fut intéressé à la provenance des métaux rares utilisés dans les téléphones et leur rôle dans les conflits armés, notamment au Congo.

Il est rapidement devenu évident, note M<sup>me</sup> Wernink, qu'il était nécessaire d'aller au-delà de cette

question en adoptant une approche globale.

« Les activistes et les ONG se retrouvent souvent à critiquer à partir des lignes de côté. En produisant notre propre téléphone, nous sommes obligés de passer à travers toutes les étapes du processus, ce qui permet d'obtenir une bonne compréhension du système », dit-elle.

Le Fairphone offrira d'abord une idée claire de la provenance des matières premières utilisées et de la manière dont elles sont obtenues. La priorité sera donnée à l'établissement de circuits équitables qui permettent aux ouvriers d'obtenir une rémunération décente tout en évitant de financer des milices armées.

La tâche n'est pas facile, souligne M<sup>me</sup> Wernink, puisqu'une trentaine de métaux distincts se retrouvent dans les appareils courants.

Le groupe néerlandais entend aussi accorder une attention particulière aux conditions de travail des ouvriers affectés à la production du futur téléphone. Bien que le pays ait mauvaise réputation dans le domaine, des discussions ont été entreprises avec des fournisseurs chinois en vue d'établir une relation à long terme et favoriser des conditions de travail acceptables. Des lignes anonymes pour dénoncer les abus pourraient notamment être utilisées. « La transparence est un enjeu très important », dit la porte-parole.

Les négociations sont compliquées par le fait que la commande initiale ne sera que de 20 000 téléphones. « Nous n'avons pas le pouvoir de négociation de grandes compagnies », souligne-t-elle.

Des efforts seront faits aussi pour accroître la durée de vie du téléphone en intégrant des éléments utiles, comme une vitre incassable et une batterie facile à remplacer. Plusieurs des téléphones courants ne peuvent même pas être ouverts par leur utilisateur, note M<sup>me</sup> Wernink, qui s'attend à ce que le premier modèle du Fairphone soit disponible à un coût approximatif de 400 \$.

« Il ne sera pas parfait, mais ce sera un premier pas », conclut-elle.

### POLÉMIQUES POUR LES PRODUCTEURS DE TÉLÉPHONES

#### Plainte pour fausse publicité

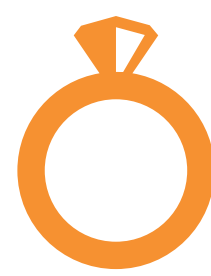
Le producteur sud-coréen Samsung est la cible d'une plainte en France déposée par plusieurs organisations qui lui reprochent de faire valoir ses « engagements éthiques » tout en fermant les yeux sur les pratiques abusives de certains de ses fournisseurs. Leurs critiques reposent sur les travaux d'une ONG chinoise, China Labor Watch, qui dénonçait l'année dernière le « recours massif » au travail des enfants de moins de 16 ans. L'entreprise affirme qu'elle pratique une politique de « tolérance zéro » en cette matière et qu'elle a renforcé ses exigences en matière d'embauche pour éviter tout dérapage.

#### Un fournisseur embarrassant

Apple a été embarrassée par l'attention médiatique accordée aux pratiques de son plus important sous-traitant en Chine, Foxconn. Une vague de suicides avait frappé les usines de l'entreprise en 2009 et 2010. Les employés avaient tenu des grèves pour dénoncer leurs conditions de travail, marquées par de faibles salaires et l'imposition d'heures supplémentaires illégales. Apple avait annoncé la formation d'un comité international pour enquêter sur la situation. De récents reportages dans la presse asiatique suggèrent que les conditions de travail demeurent problématiques même si l'entreprise a annoncé des correctifs.

— Marc Thibodeau

## Découvrez la nouvelle Boutique Tuango!



De nouveaux produits originaux à prix tuango sur le site [boutique.tuango.ca](http://boutique.tuango.ca)

tuango

Découvrir.  
Profiter.  
Épargner.

## IMMOLATIONS PAR LE FEU EN TUNISIE

« *Un vrai massacre!* »

Le 17 décembre 2011, un vendeur ambulant s'est immolé par le feu en Tunisie, déclenchant un mouvement de contestation qui s'est propagé dans tout le monde arabe.

Depuis, des dictateurs sont tombés, d'autres s'accrochent à leur poste. Mais les Tunisiens continuent, plus que jamais, à se suicider par le feu. Une véritable épidémie qui frappe surtout de jeunes chômeurs pris au piège de la pauvreté. Voici l'histoire d'Adel Khazri.



AGNÈS GRUDA  
CHRONIQUE

Depuis qu'il a obtenu son permis de conduire, Adel Khazri rêvait de louer une voiture et d'emmener sa famille à la mer.

À 26 ans, Adel nourrissait des tas d'autres rêves. Il espérait se marier avec sa copine Sonia, diplômée en français qui gagne sa vie en faisant des ménages dans un quartier chic de Tunis.

Il souhaitait surtout que son petit commerce de cigarettes lui rapporte assez d'argent pour que ses trois frères cadets n'aient pas à interrompre leurs études. Comme il avait dû le faire, lui, avant même de terminer le lycée, pour aider la famille à survivre.

Mais Adel Khazri ne réalisera aucun de ses rêves. Le 12 mars dernier, il a escaladé les escaliers qui mènent au théâtre municipal de Tunis, en plein cœur de la grande avenue Bourguiba.

Il s'est aspergé d'essence et il a crié: «Voilà la jeunesse qui vend des cigarettes, voilà le chômage.» Puis il a mis le feu à ses vêtements.

À son arrivée à l'hôpital des grands brûlés de Tunis, Adel était encore conscient. Quand les médecins lui ont demandé pourquoi il avait fait ce geste désespéré, il a répondu: «J'en ai marre.» Le lendemain, il est mort.

■■■

Le suicide par immolation n'est pas un phénomène nouveau en Tunisie. C'est quand un autre vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, s'est tué par le feu dans une ville du centre du pays, en décembre 2010, que les Tunisiens sont descendus massivement dans les rues pour protester contre la dictature, la corruption et leur avenir bouché.

Moins d'un mois plus tard, le régime qui les avait étouffés pendant 23 ans s'est effondré. Les Tunisiens sont aujourd'hui beaucoup plus libres. Mais ils ne sont pas plus riches.

Au contraire, depuis la chute de la dictature, leurs conditions de vie se sont dégradées. Les prix explosent. L'essence, les aliments, même les pommes de terre, tout coûte plus cher. «Les légumes, nous ne les voyons plus qu'à

la télévision», dit en soupirant Latifa, la mère d'Adel, une femme au visage émacié qui vit dans une maison de deux pièces, à Souk Jemaa, petit village à trois heures de route de la capitale.

Pendant ce temps, l'économie stagne. Les touristes se font rares. Et à 30%, le chômage frappe de plein fouet les jeunes de moins de 24 ans.

«Il y a un boom de jeunes diplômés que le marché du travail n'arrive pas à absorber», dit Michael Ayari, chercheur à l'International Crisis Group, à Tunis.

«Ces jeunes se sentent coupables de ne pas avoir réussi. Ils n'exercent aucune fonction dans la société, et ils n'ont aucun espoir d'en exercer une un jour. Ils se sentent inutiles.»

Les immolations sont une sorte de réponse à ce «trop-plein», selon Michael Ayari. Et elles se multiplient. Avant le «printemps tunisien», 10% des patients de l'hôpital des grands brûlés de Ben Arous près de Tunis étaient des cas de suicide. En 2013, c'est 25%.

Depuis le début de 2011, 171 cas de suicide par le feu ont été recensés par cet établissement où aboutissent la vaste majorité des grands brûlés du pays. Pas une semaine ne se passe sans qu'un nouveau jeune dans la vingtaine n'y soit amené après avoir tenté de mettre fin à ses jours.

Les médecins n'en peuvent plus; ces suicides en série les démoralisent, confie le chef de service de cet hôpital spécialisé, Amenallah Messadi.

L'homme ne mâche pas ses mots: «C'est un vrai massacre!»

■■■

La maison de la famille Khazri se trouve au bout d'une route de terre battue, bordée de pâturages et de champs de pommes de terre. Mais les Khazri ne possèdent ni terres ni animaux, exception faite de quelques poules.

La maison n'est pas raccordée à l'aqueduc, et puise son eau dans un réseau parallèle qui tombe régulièrement en panne.

Le père d'Adel, un ouvrier en construction, est mort il y a trois ans. C'est l'aîné des garçons, Issam, qui a été le premier à partir chercher fortune dans la capitale. Adel a d'abord voulu trouver un boulot au village. Il a été finaliste pour un poste de gardien du lycée de Souk Jemaa. Mais selon

sa mère, son nom a été rayé de la liste par la mairie. Une affaire de favoritisme.

Adel est donc parti en ville, lui aussi. Muni de deux boîtes de carton, il s'installait chaque matin devant le palais de justice de Tunis pour vendre des cigarettes, en paquet ou à l'unité.

Quand les affaires roulaient bien, il pouvait gagner jusqu'à 10\$ par jour. Avec un loyer de 100\$ par mois, pour une chambre misérable qu'il partageait avec son frère, il lui restait à peine 100\$ pour vivre et aider la famille. Et encore, c'est quand la police ne l'obligeait pas à démanteler son stand improvisé ou ne lui confisquait pas sa marchandise.

*Quand les médecins lui ont demandé pourquoi il avait fait ce geste désespéré, Adel a répondu: «J'en ai marre.»*

En janvier, Adel a tenté sa chance en Libye. Expulsé, il est revenu planter ses boîtes de carton devant le palais de justice.

Son parcours était jalonné de petits et de grands échecs. Cela faisait des mois qu'il essayait d'obtenir sa carte de santé, qui lui aurait donné accès aux soins médicaux gratuits, compte tenu de sa situation économique. Mais là aussi, il s'est heurté contre un mur insurmontable.

Selon son frère Issam, le jeune homme était de plus en plus stressé, avec toute cette pression familiale sur les épaules. Mais il n'en montrait rien à sa mère.

«Adel était tellement enthousiaste. Il ne comprenait pas que les gens se suicident. Il disait qu'il y a une solution à chaque problème», s'étonne encore Latifa. Elle montre une photo sur laquelle Adel, en survêtement et souliers blancs, pose nonchalamment devant une auto de luxe...

■■■

Mais Adel n'avait plus le cœur à frimer quand un policier lui a confisqué tout son stock de cigarettes, tout de mars. Cette fois-là, c'était la fois de trop. Excédé, Adel s'est précipité vers le ministère de l'Intérieur, pour porter plainte. Refoulé, il a remonté

l'avenue Bourguiba, vers le théâtre municipal. En chemin, il s'est arrêté dans une quincaillerie pour y acheter de l'essence.

■■■

Adel a été enterré au petit cimetière de Souk Jemaa, à quelques dizaines de mètres de la maison familiale. Sa mère a encore de la difficulté à comprendre ce qui s'est passé dans la tête de son garçon pour qu'il en arrive à ce geste de désespoir, qui ne ressemble pas à l'image qu'elle a de lui.

Mais elle sait à qui faire attribuer la faute: pour elle, le responsable, c'est le gouvernement d'Ennahda, le parti qui domine

l'Assemblée constituante élue en octobre 2011.

Latifa, comme son beau-frère Yousef et sa tante Aziza, ont pourtant tous voté pour ce parti islamiste, proche des Frères musulmans. Mais comme de nombreux autres Tunisiens, un an et demi plus tard, ils jurent qu'on ne les y reprendra pas.

«On a voté Ennahda parce qu'ils étaient pour les pauvres et parce qu'ils étaient pour Dieu. Mais ils n'ont rien fait, ni pour les pauvres ni pour Dieu.»

■■■

Issam a aujourd'hui repris la place de son jeune frère face au palais de justice de Tunis. Comme Adel, il y vend des Marlboro et des Business Royal, des cigarettes de contrebande algériennes.

Issam est amer. Il a 30 ans et aucune perspective d'améliorer son sort. Depuis deux semaines qu'il a repris le poste d'Adel, il n'a pas réussi à envoyer un sou à Souk Jemaa. Et il ne voit pas le jour où il aura assez d'argent pour se marier. «Pendant la révolution, j'ai eu de faux espoirs, j'ai cru que ma vie se transformerait en paradis.»

Mais pour lui, comme pour son frère, et pour de nombreux autres jeunes Tunisiens, la révolution n'a pas tenu ses promesses.



La mère d'Adel Khazri, Latifa, exhibe une photo de son fils qui s'est immolé par le feu devant le théâtre municipal de Tunis.

PHOTO WASSIM BEN RHOUMA, LA PRESSE



Issam Khazri a repris depuis peu le commerce de cigarettes de son frère, devant le palais de justice de Tunis.

PHOTO WASSIM BEN RHOUMA, LA PRESSE

## LA TUNISIE EN CHIFFRES

10,8

MILLIONS  
D'HABITANTS

74 %

TAUX  
D'ALPHABÉTISATION

9700 \$

PIB  
PAR HABITANT

40 %

DES TUNISIENS  
ONT MOINS  
DE 25 ANS

18 %

TAUX DE CHÔMAGE  
DANS LA POPULATION  
EN GÉNÉRAL

30 %

TAUX DE CHÔMAGE  
CHEZ LES JEUNES  
DE 15 À 24 ANS

Source : CIA World Factbook

### LES IMMOLATIONS

Le phénomène des immolations est difficile à chiffrer avec certitude. Mais depuis la chute du président Ben Ali, le Centre des grands brûlés Ben Arous, de Tunis, a reçu 171 patients qui ont tenté de se suicider par le feu. La moitié d'entre eux ont survécu. Et ceux qui ont survécu regrettent tous leur geste, selon le chef de service de l'hôpital, Amenallah Messadi. Selon lui, le phénomène des immolations s'accélère.



Les immolations par le feu sont une véritable épidémie en Tunisie. Adel Khazri s'est immolé en plein cœur de la grande avenue Bourguiba à Tunis.

PHOTO REUTERS



L'ex-président tunisien Ben Ali a été renversé à la suite de l'immolation par le feu du vendeur de fruits Mohamed Bouazizi.

PHOTO REUTERS

## Le déclencheur du Printemps arabe

« Comment voulez-vous qu'on gagne notre vie ? » s'est écrié Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010, avant de s'immoler. Vendeur de fruits de Sidi Bouzid, une ville désolée du centre de la Tunisie, l'homme de 26 ans était fréquemment harcelé par la police parce qu'il n'avait pas de permis pour tenir son commerce ambulancier. Son geste de désespoir a précipité des milliers de gens dans les rues, en geste de protestation contre la répression, la corruption, la pauvreté et le chômage. C'était l'étincelle qui allait faire contagion dans presque tous les pays arabes, ouvrant la voie à une série de révoltes qui auront marqué la décennie et transformé le monde. Mohamed Bouazizi est mort le 4 janvier 2011, 10 jours avant la fuite du président Ben Ali. Il a été nommé personnalité de l'année par le magazine *Time* et a reçu à titre posthume le prix Sakharov, conjointement avec quatre autres figures de proue de ce que l'on a appelé le Printemps arabe.

— Agnès Gruda

## DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Mario Girard > Directeur principal de l'information  
 André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

## Les œillères de l'ex-maire



FRANÇOIS CARDINAL  
 francois.cardinal@lapresse.ca

On pensait que Gérald Tremblay était «l'homme qui ne savait pas», on sait maintenant qu'il était «l'homme qui ne voulait pas savoir».

Le témoignage de l'ex-maire à la Commission Charbonneau a confirmé la bonhomie du personnage, son caractère authentique, attachant, lunatique et souvent insaisissable. Mais surtout, les propos de M. Tremblay ont démontré qu'il avait une responsabilité plus grande qu'il ne l'avoue dans le gâchis dans lequel la Ville est plongée.

On parle beaucoup, depuis jeudi, de sa naïveté. On évoque la confiance aveugle qu'il accordait à son entourage. C'est d'ailleurs la seule faute que se reconnaît M. Tremblay: une propension à trop faire confiance.

**Son témoignage démontre qu'il a une responsabilité plus grande qu'il ne l'avoue dans le gâchis actuel.**

Plutôt commode. Car si là est son pire défaut, sa responsabilité en est aussitôt réduite. La faute incombe davantage à ceux qui trahissent la confiance d'une personne... qu'à la personne qui fait aveuglement confiance à ceux qui la trahissent.

Or il apparaît maintenant que la principale faute de l'ancien maire est ailleurs: dans sa passivité, autrement plus grave que sa naïveté.

L'homme se voyait en sauveur. «La Ville était en péril», et donc, il devait se porter à son

secours... quitte à se mettre des œillères et ainsi éviter d'être distrait par quoi que ce soit qui l'éloigne de sa «mission».

Il était ainsi plus important d'aligner les politiques et stratégies que de fouiller des allégations, poser des questions ou simplement tendre l'oreille à toutes ses rumeurs qui ont circulé dès sa prise de pouvoir en 2001.

M. Tremblay a certes agi à l'occasion. Quand il n'avait plus le choix, quand les preuves lui étaient apportées sur un plateau d'argent, quand les faits étaient trop accablants pour regarder ailleurs. Mais lui ne les a jamais demandés, pas même après les «trahisons» de MM. Abdallah et Trépanier qui signalaient déjà, en 2006, la présence possible de collusion et de financement douteux.

M. Tremblay a beau avoir été obligé de montrer la porte à plusieurs personnes au fil du temps, il s'est refusé d'y voir autre chose que des cas isolés. Une preuve de plus de son aveuglement volontaire, mais surtout, de son apathie, sans laquelle la Ville n'aurait pu être ainsi dévoyée.

Le maire voyait Bernard Trépanier dans les activités de financement de son parti, mais n'exigeait aucune explication. Il était persuadé que ce dernier avait tenté d'extorquer une entreprise, mais le laissait remplir des salles pour collecter des fonds pour son parti. Il savait, en bon avocat, qu'une tentative de corruption est un crime, mais a accepté de fermer les yeux comme on le lui conseillait. Il savait que des rumeurs circulaient sur l'existence d'une cote de 3% exigée au nom d'Union Montréal, mais les a ignorées car on n'en retrouvait pas trace dans les documents officiels de son parti!

Bref, si M. Tremblay ne savait pas, c'est qu'il ne voulait pas savoir. Même s'il était le maire, s'il était le dernier rempart contre la corruption, s'il trahissait ainsi la confiance que les citoyens lui accordaient.

## Périlleux inconnu



MARIO ROY  
 mroy@lapresse.ca

Oyez, oyez, la fin du monde est proche! ... Vous rigolez? Cela ne vous effraie plus? On l'a trop entendu, en effet, partout et de toutes parts, pas seulement de la bouche de vieux gourous illuminés à la longue barbe blanche vêtus de toges et portant pancartes...

Pourtant, le syndrome de Frankenstein guette.

La science explore en effet des domaines dont elle ne voit pas encore très bien les contours. De sorte que, théoriquement, le danger existe de voir ses créations, ou ses créatures, lui échapper. En particulier, trois champs de recherche relativement nouveaux, la biologie synthétique, les nanosciences et l'intelligence artificielle présentent des risques.

C'est ce qui intéresse une brigade de scientifiques, mathématiciens et philosophes travaillant à l'enseignement de l'université d'Oxford, en Grande-Bretagne. Ils proposent la création d'un organisme à portée internationale voué à la prévention d'«accidents» pouvant conduire à l'extinction de la vie humaine.

■ ■ ■

Cela semble un peu ésotérique.

Mais l'affaire se justifie: le danger inhérent aux trois disciplines concernées tient surtout dans ce que même les scientifiques de haut niveau ignorent à leur sujet. «L'humanité n'a pas vécu de précédents en ces matières», dit (à la BBC) Nick

Bostrom, directeur du groupe de travail.

Ainsi, la biologie synthétique a à composer avec les capacités d'adaptation inouïes des organismes vivants: la perte d'efficacité de certains antibiotiques en est une illustration et une conséquence. D'autre part, en Europe, le projet Nanogenotox s'intéresse depuis quelques années à la sécurité des nanotechnologies puisqu'on a constaté des conflits entre les objets ainsi créés et les organismes vivants. Enfin, les problèmes liés à l'intelligence artificielle sont à la fois les plus improbables et les mieux connus du public: la science-fiction a déjà élaboré mille scénarios de domination par des «machines»... ce qui, soit dit en passant, offre un sujet de réflexion philosophique fort intéressant.

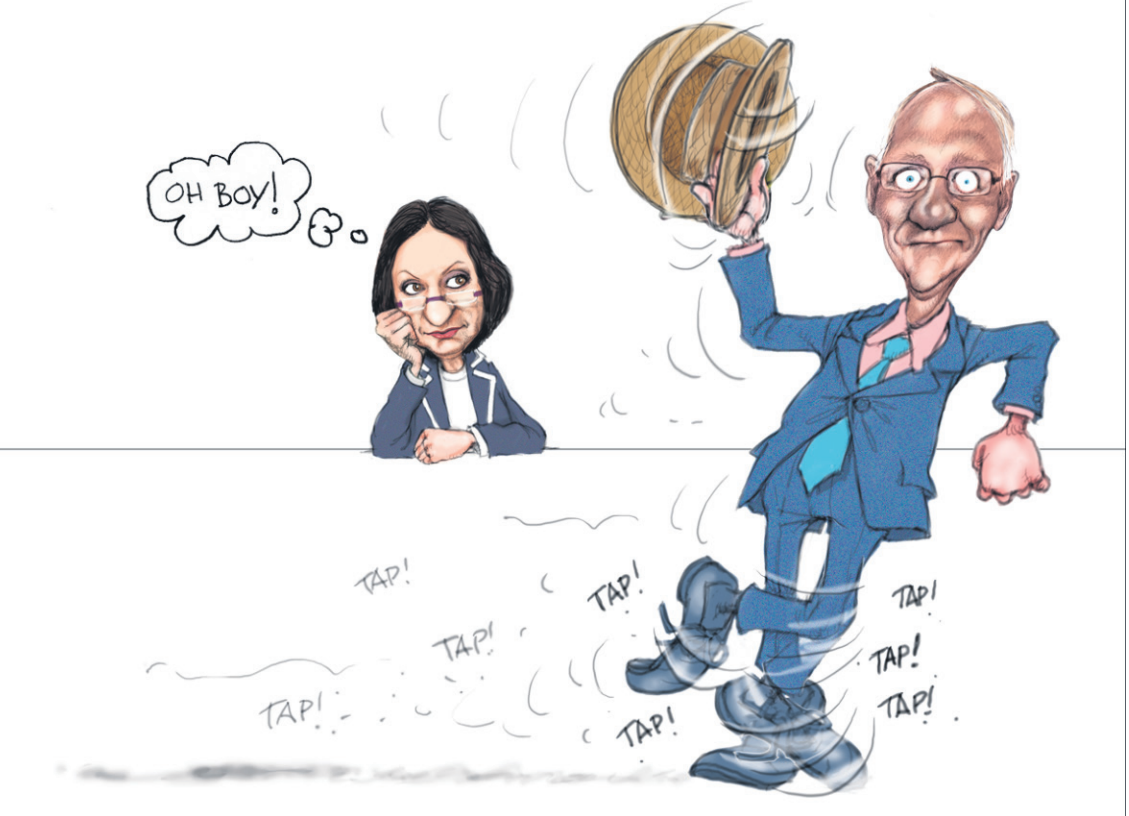
Dans les trois cas, le risque est celui de l'effolement, de la réaction en chaîne dont l'humain perdrait le contrôle.

Ces dangers ne sont pas mineurs. Et on sait gré aux gens d'Oxford d'éviter cette sorte de catastrophisme parfois hystérique que nous assène depuis des années une autre jeune science, celle du climat. Ils ont même dressé une liste des désastres qui, bien que possibles, ne menacent pas d'extinction: les pandémies en font partie, tout comme les grands cataclysmes naturels ou les conflits nucléaires.

De plus, l'humanité a des précédents – nous sommes là pour en témoigner! – en matière de survie aux plus audacieuses expériences et aux pires catastrophes. S'il est question de réaction en chaîne, par exemple, nous avons parfaitement maîtrisé la fission et la fusion de l'atome – ce qui n'est pas inoffensif non plus!

L'attitude à adopter est simple: prudence, mais pas de panique.

## GÉRALD TREMBLAY PASSE DEVANT LA COMMISSION CHARBONNEAU



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

## OPINION

## Le cartel de l'érable



SYLVAIN CHARLEBOIS  
 L'auteur est vice-doyen à la recherche et aux études supérieures du Collège en management et études économiques de l'Université de Guelph, en Ontario.

Plusieurs Québécois ignorent l'existence d'un cartel de l'érable dans la Belle province. Ce modèle unique de commercialisation est devenu une source de moquerie gênante qui déteint sur l'image du Canada à titre de pourvoyeur important de sirop d'érable à travers le monde.

Conformément à la Loi sur la mise en marché au Québec, la vente de sève et de sirop d'érable du Québec est régie par le plan conjoint des producteurs acéricoles du Québec. Ces derniers sont assujettis à un système de quotas. L'ensemble des acériculteurs de la province qui produisent en vrac ou en barils doivent commercialiser leur récolte par l'intermédiaire d'un guichet unique de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec, une filière de l'imposante Union des producteurs agricoles. S'ils le désirent, les acériculteurs peuvent toutefois vendre directement aux consommateurs, mais ils doivent déclarer leurs ventes à la Fédération. C'est ni plus ni moins un cartel de l'érable.

Afin de mieux contrôler les prix sur le marché, comme dans le domaine du pétrole, la Fédération a créé, ces dernières années, une réserve stratégique mondiale de sirop d'érable afin d'éviter les ventes au rabais à la suite d'une bonne production

saisonnière. Cette réserve sert aussi à combler une demande qui est parfois particulièrement difficile à anticiper. C'est cette même réserve qui a attiré l'attention du monde entier après un vol inusité, l'an dernier, de 2700 tonnes de sirop d'érable. Cet incident n'a pas aidé la cause des acériculteurs québécois, encore moins l'image du Canada.

Cette année, ce sont les saisies qui retiennent l'attention. Des producteurs acéricoles en Estrie et en Beauce ont vu leurs récoltes de 2013 saisies par des huissiers. Ces producteurs tentaient de vendre leurs produits à des agents américains. Ceci constitue une infraction à la loi québécoise de mise en marché,

**L'innovation acéricole québécoise peut faire mieux, beaucoup mieux.**

même s'ils ont obtenu un permis fédéral pour exporter. La valeur de la production saisie ces dernières semaines serait estimée à plus de 100 000\$. Malgré les pénalités, ces producteurs délinquants tiennent à continuer à contester d'une façon ou d'une autre. Dans le cartel de l'érable, on passe constamment de l'invraisemblable au ridicule.

L'industrie québécoise acéricole représente environ 80% de la production mondiale du sirop d'érable et emploie plus de 55 000 personnes. Avec ses quelque 40 000 producteurs, le poids du Québec sur le marché n'est donc pas marginal. La stratégie de commercialisation québécoise altère les conditions

de marché pour l'ensemble de l'industrie canadienne, pas seulement pour le Québec.

Vu son fantasme de tout contrôler, la Fédération des producteurs acéricoles du Québec perd tranquillement des alliés. Plusieurs producteurs, plus audacieux, contournent les règles de la Fédération. Certains se font prendre, d'autres persévèrent. Certains producteurs, pour qui il est impossible d'obtenir des quotas de production, peuvent avoir jusqu'à 5000 entailles, mais se retrouvent devant l'impossibilité de vendre leur produit, sous peine de représailles par la Fédération.

Dans le régime actuel, l'innovation et le développement de nouveaux produits d'érable sont des priorités stratégiques tout à fait secondaires. C'est la gestion de l'offre qui prime.

Pendant ce temps, d'autres provinces avancent et foncent. Compte tenu de son potentiel d'entailage, la production acéricole ontarienne a plus que doublé depuis 2006. Ces dernières années, l'Ontario et même le Nouveau-Brunswick sont devenus de véritables concepteurs de produits d'érable novateurs à valeur ajoutée, comme le vinaigre à l'érable, le vin de glace à l'érable et même le maïs soufflé à l'érable. À regret, si on la compare à d'autres provinces, l'innovation acéricole québécoise peut faire mieux, beaucoup mieux.

Décidément, contrairement à ses provinces voisines, la filière acéricole québécoise se contente de ses acquis et cesse de croître. En protégeant quelques producteurs, le cartel de l'érable étouffe l'esprit entrepreneurial québécois au sein d'un secteur qui en a grandement besoin.

LA PRESSE +

» AUJOURD'HUI

▶ OPINION  
**Une étudiante déçue**

«L'enseignement que j'ai reçu depuis mon arrivée à l'université manque de stimulation. J'aimerais que la matière que je vois dans mes cours, je puisse l'appliquer plus qu'en ce moment.»

» DIMANCHE

À VOTRE TOUR

«Parfois je me sens vide»  
 Le récit touchant d'une femme qui aurait voulu être mère.

ÉDITORIAL >  
**Le combat des capsules** par André Pratte

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?  
 Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca Écrivez-nous à debats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070 commentaires@lapresse.ca	ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 www.lapresse.ca/abonnement	PUBLICITÉ 514.285.6931
PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 petitesannonces@lapresse.ca	DÉCÈS 514.285.6816 deces@lapresse.ca	CARRIÈRES 514.285.7320 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Impimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

## À BIEN Y PENSER

## DÉBATS

La nomination de Sylvain Simard comme président du C.A. de la SAQ a été fortement critiquée en raison de son passé politique, mais aussi de son manque d'expérience dans le secteur du détail. Ces critiques ne tiennent pas compte de ses qualités professionnelles, intellectuelles et personnelles. Le rôle du président du C.A. n'est pas le même que celui de PDG. Il doit assurer la bonne gouvernance et établir les grandes lignes stratégiques de l'organisation. Son expérience de président du Conseil du trésor ne pourra être que bénéfique à la SAQ.

— Marc Gold, Montréal

## Coderre et qui d'autre ?



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

Les candidats de qualité ne se ruèrent pas sur la mairie de Montréal, et il se pourrait bien que les Montréalais doivent se contenter, faute de mieux, du député libéral Denis Coderre, qui doit annoncer sa candidature le 16 mai... et qui, souhaitons-le, démissionnera en même temps de son siège de député. Il serait aberrant qu'il fasse campagne à la mairie aux frais des contribuables.

On aurait rêvé plus et mieux pour cette métropole si malmenée.

Plusieurs souhaitaient l'entrée dans la course de l'ancien ministre des Finances Raymond Bachand, un homme cultivé en plus d'être compétent en matière économique, et qui aurait l'avantage peu commun de plaire à la fois aux péquistes et aux libéraux. Hélas, il semble bien que l'homme, accablé par son humiliante défaite au leadership du PLQ, n'ait plus envie de se lancer dans une autre carrière politique.

Les aspirants déclarés, Louise Harel et Richard Bergeron, ne font pas le poids. La première, parce que la moitié ouest de la ville ne voudra jamais d'une souverainiste unilingue qui fut de surcroît la marraine des fusions, le second parce qu'il a la réputation, malheureusement tout à fait méritée, d'être un canon sans amarre, à la tête d'un parti dogmatique pour qui l'écologie tient lieu de religion et qui n'a jamais fait la preuve de son sérieux. (La dernière croisade de Projet Montréal visait le règlement qui interdit les manifestations dont l'itinéraire n'a pas été communiqué à la police – un règlement qui existe dans toutes les grandes villes, et dans des versions beaucoup plus contraignantes! Plus déconnecté de la réalité, tu meurs...)

*Dans la meilleure des hypothèses, M. Coderre pourrait être une sorte de Labaume montréalais.*

Le président de la Société de transport de Montréal, Michel Labrecque, semble tenté. Cet ancien président de Vélo-Québec et de Montréal en lumière a de la créativité, c'est sûr, mais ses qualifications, trop limitées au domaine du loisir et du transport, de même que ses liens avec Union Montréal, n'en font pas le candidat idéal. Rien ne dit non plus qu'il aurait l'étoffe politicienne assez développée pour rallier une majorité autour de lui.

Dans ce paysage dépeuplé, Denis Coderre fait figure de bulldozer. Il semble déterminé à tenter sa chance, et ses talents de politicien pourraient peut-être lui donner une bonne longueur d'avance, malgré ses failles.

C'est un populiste de la vieille école. Il arrive précédé d'une réputation d'organisateur traditionnel plus intéressé aux magouilles qu'à la réflexion. Ses 15 ans en politique fédérale n'ont pas laissé de traces marquantes. Il n'a jamais paru intéressé aux enjeux montréalais. (Dans une tentative risible de faire oublier ce désintérêt, il déclarait l'autre jour aux Communes que l'augmentation des tarifs à l'exportation pénalisait « les Montréalais », comme si cette mesure ne touchait pas toutes les entreprises canadiennes!).

Encore récemment, il préférerait perdre son temps à lancer sur Twitter des messages insignifiants (« Bonne Journée de la terre », « Bonne fête Louise... »), comme il le fait depuis longtemps de façon compulsive et franchement infantile. Pourquoi n'était-il pas plutôt en train de piocher sur les dossiers complexes de la ville dont il voudrait prendre le volant ?

Par contre, M. Coderre pourrait s'avérer un leader pragmatique et un homme de bon sens, une denrée qui a cruellement manqué à Montréal. Enfin, il a une énergie à tout casser.

Dans la meilleure des hypothèses, il pourrait être une sorte de Labaume montréalais, le genre d'homme à défendre bec et ongles la cause de Montréal auprès des gouvernements, à piloter sans états d'âme des réformes difficiles et à promouvoir avec enthousiasme l'esprit d'initiative dans une ville déprimée qui a grand besoin d'une injection d'optimisme. Mais cela n'est qu'une hypothèse...



Un parc d'éoliennes à Saint-Ulric, en Gaspésie.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

## Des décisions arbitraires



PIERRE-OLIVIER PINEAU

L'auteur est professeur agrégé à HEC Montréal et spécialiste en politique énergétique.

Depuis son entrée au pouvoir, le gouvernement Marois malmène, par des décisions arbitraires, le principal moteur du développement durable au Québec, Hydro-Québec.

C'est en effet grâce à Hydro-Québec – l'exploitant de notre hydroélectricité – que notre province a le bilan environnemental le plus reluisant en Amérique du Nord. Autrement, nous utiliserions du charbon, de l'uranium ou du gaz naturel pour produire notre électricité. Nos émissions de GES et différents risques environnementaux seraient plus élevées.

Au lieu de protéger ce joyau en renforçant son indépendance et sa marge de manoeuvre, le gouvernement a pris une série de décisions arbitraires qui ne semblent pas se terminer, avec des « allocations » de 700 MW éoliens à venir.

Tout a commencé avec l'annulation de l'augmentation de 1¢/kWh du bloc patrimonial, hausse annoncée par le gouvernement précédent, alors même que des compressions ont lieu et qu'on cherche désespérément des sources de revenu. C'était une première décision arbitraire et irréflectée – d'un point de vue économique et énergétique.

Pour rattraper en partie le manque à gagner, le ministre des Finances a voulu s'ingérer dans les décisions de

la Régie de l'énergie en imposant que les gains d'efficacité d'Hydro-Québec soient versés au gouvernement, plutôt que de compter comme une baisse des coûts qui bénéficie aux consommateurs. C'était s'attaquer arbitrairement à l'indépendance de la Régie.

Ensuite, on est revenu sur des projets avancés de petites centrales hydrauliques, sur la base des surplus énergétiques et des coûts élevés. Cette décision serait défendable dans une approche globale de rationalisation de la production énergétique... mais on apprend que le gouvernement compte faire des annonces sur un nouveau bloc de 700 MW éolien!

**Depuis son entrée au pouvoir, le gouvernement Marois malmène le principal moteur du développement durable au Québec, Hydro-Québec.**

Or la situation des surplus et des coûts élevés de l'éolien est toujours bien présente. Pire, au lieu de faire des appels d'offres transparents et ouverts à tous, pour faire fonctionner la concurrence, le ministre délégué aux Régions a dit qu'il y aurait plutôt des « allocations », ou ententes de gré à gré, ce qui laisserait l'entière marge discrétionnaire au gouvernement dans le choix des compagnies obtenant ces contrats éoliens.

Alors que le Québec navigue en pleine commission Charbonneau, cette approche en gestion des contrats publics est alarmante. Quelle transparence aurons-nous? Non seulement le Québec n'a ni besoin ni les moyens de cette énergie éolienne à court terme, mais la pire approche serait d'attribuer ces contrats dans l'opacité de l'arbitraire politique.

La nomination de Pierre Karl Péladeau comme président du CA d'Hydro-Québec est un autre exemple de cette série de décisions arbitraires. Sans compétence en énergie ni dans le monde des monopoles publics réglementés, il est très difficile de déchiffrer les raisons de cette nomination.

Le Québec est pourtant aux premières lignes de l'innovation en développement durable, avec un marché du carbone qui inclura le secteur du transport dès 2015. Ce serait le moment idéal pour raffermir le secteur de l'énergie avec plus de transparence, des institutions fortes et indépendantes, et des prix de l'hydroélectricité qui reflètent mieux sa grande valeur.

Le gouvernement Marois semble par contre s'acharner à improviser un grand nombre de décisions arbitraires dans le secteur, alors même que la nouvelle politique énergétique n'est pas connue. Il faut changer de cap.

Le gouvernement Marois est aussi capable de prendre des décisions courageuses: celle de fermer la centrale nucléaire Gentilly. C'est de ce courage et de la transparence dont le Québec a besoin, pas d'un repli sur une gestion « entre amis » du secteur de l'énergie.

## DEBATS@LAPRESSE.CA

### Un virage urgent

Régulièrement, comme jeudi dans *La Presse*, on voit des manchettes, commentaires ou questionnements sur les délais d'attente pour les patients ambulatoires dans les urgences. Cela me fait toujours sourire et provoque une réaction automatique qui, au fil du temps, ne fait plus réagir ma conjointe. « Si on peut attendre 10-12 heures dans une salle d'attente d'une urgence sans s'écrouler au sol ou mourir, que fait-on là? » La question contient la réponse: on est là parce qu'il n'y a pas d'autre endroit où aller pour recevoir des soins de première ligne, une première ligne qui ne répond plus depuis longtemps aux besoins de la population et qui n'est ni efficace ni efficiente. Le « pourquoi » de cette lacune évidente et le « comment la combler » sont connus, mais d'une complexité telle qu'aucun ministre de la Santé n'a osé, ou s'il l'a fait, n'a pas réussi à en gratter la surface. Les éléments de solution sont présents à l'intérieur du système de santé, mais pour les utiliser, il faudrait un virage à 180 degrés et un changement de culture devant impliquer tous les acteurs et intervenants du système.

Ce virage semble non politiquement correct, donc régulièrement évité, et l'on se contente de petits changements, souvent des hausses de tarification, qui comportent en eux des effets pervers augmentant les problèmes et réduisant souvent le niveau de service à la population. Les gens cesseront d'aller aux urgences pour des besoins de première ligne tout simplement quand ils pourront les obtenir au moins 12 heures par jour, 7 jours sur 7, justement « en première ligne ». Solution toute simple, il suffit maintenant d'agir.

Marc Couturier, médecin

### Ras-le-bol de la STM

15h, mercredi, métro Du Collège. Je constate un problème à mon arrivée, car le train direction Montmorency est immobile. Je me renseigne auprès des autres passagers sur la durée du délai dès que je monte à bord. Un curieux et oppressant silence. Nous attendons. Bien sûr, pas un mot du conducteur. Tout d'un coup, le conducteur est coupé. Toujours pas un mot du conducteur. Un passager exaspéré, un parmi tant

d'autres, se lève, sort du train et se dirige vers la cabine du conducteur et se met à engueuler celui-ci et lui lance: « C'est quoi encore maintenant? » Et ma seule pensée est: c'est à peu près temps! Effectivement, à peu près temps qu'on se lève et qu'on dise: « Ça va faire! » Pourquoi le chauffeur n'utilise-t-il pas l'interphone pour nous dire ce qui se passe, offrir une explication et des excuses au nom de la STM? Non! Le conducteur se croit au-dessus de nous, les clients, ceux qui lui assurent un salaire fort honorable avec plein d'avantages sociaux, il se sait protégé par son syndicat puissant déconnecté. La même insolence se manifeste quelques minutes plus tard à la station de correspondance de Lionel-Groulx alors que le train de la ligne orange entre en gare, ouvre ses portes, et celui de la ligne verte nous largue en fermant simultanément ses portes. Font-ils exprès? Il est temps, citoyens montréalais, de ressortir vos casseroles et de faire retentir le bruit jusqu'au bureau de Michel Labrecque, le Gérald Tremblay des transports publics, un autre qui ne voit pas ce qui se passe dans les bus et les métros de Montréal.

Michael Seigny, Montréal

# L'incroyable iPhone 5 mérite l'incroyable réseau LTE de Rogers



**iPhone 5**

**Le iPhone 5** (16 Go)  
POUR SEULEMENT  
**79\$**  
avec certaines ententes  
FLEXIbalance<sup>MC</sup> de trois ans

**IDÉAL AVEC NOTRE FORFAIT À 45\$**

Offert aux nouveaux clients et aux clients actuels

INTERNET SANS FIL LE PLUS RAPIDE AU PAYS<sup>2</sup> – LA LTE DE ROGERS

**VISITEZ** le magasin Rogers le plus près



Le réseau LTE de Rogers est offert dans plusieurs villes canadiennes; [rogers.com/laLTE](http://rogers.com/laLTE)

## MAGASINS ROGERS

### MONTRÉAL

- Carrefour de la Pointe
- Place Bourassa
- Galeries d'Anjou
- Place Versailles
- 6476A, rue Jean-Talon Est
- 4455, rue Saint-Denis
- 1, rue De Castelnau E., bur. 101
- 3573, boul. Saint-Laurent
- Place Ville-Marie
- 2116, rue Guy
- 2360, rue Notre-Dame O., bur. 102
- 1201, av. Greene
- Place Alexis-Nihon
- 9012, boul. de l'Acadie
- 5150, rue Jean-Talon O.
- 2100, boul. Marcel-Laurin
- Place Vertu
- 3339L, boul. des Sources
- 2814, boul. Saint-Charles
- 950, boul. Saint-Jean, bur. 3

### BOUCHERVILLE

- Promenades Montarville

### BROSSARD

- Mail Champlain
- Place Portobello
- Quartier DIX30

### DELSON

- 28D, boul. Marie-Victorin

### DRUMMONDVILLE

- Promenades Drummondville

### GATINEAU

- 360, boul. Maloney O., bur. 1

### GRANBY

- 583, boul. Boivin

### HULL

- 442, boul. Saint-Joseph

### JOLIETTE

- 517, rue St-Charles-Borromée N.

### LAVAL

- 2142, boul. des Laurentides
- Centre Laval
- 1807, boul. Saint-Martin O.
- 1273, boul. Curé-Labelle
- 241C, boul. Samson

### MAGOG

- 221, rue Principale O.

### MONT-TREMBLANT

- 507, rue de Saint-Jovite

### REPENTIGNY

- 494A, rue Notre-Dame
- Galeries Rive-Nord

### ROSEMÈRE

- Place Rosemère
- 135, boul. Labelle

### SAINT-CONSTANT

- Méga-Centre St-Constant

### SAINT-EUSTACHE

- 360E, boul. Arthur-Sauvé

### SAINT-HYACINTHE

- Galeries St-Hyacinthe

### SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

- Halles St-Jean

### SAINT-JÉRÔME

- 60, rue Bélanger

### SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

- 40, boul. Morin

### SHERBROOKE

- 1812, rue King O.
- Carrefour de l'Estrie

### SOREL-TRACY

- Promenades de Sorel

### TERREBONNE

- 1270, boul. Moody, bur. 10

### TROIS-RIVIÈRES

- 5335, boul. des Forges
- 5653, boul. Jean-XXIII

- 2, rue des Ormeaux, bur. 600

### VAUDREUIL-DORION

- 64, boul. Harwood, bur. 101

NORCOM.CA

PLANÈTE MOBILE

Solution Cellulaire.ca

Offre en vigueur jusqu'au 26 mai 2013, jusqu'à épuisement des stocks. Ces offres peuvent être modifiées sans préavis. Les offres sont disponibles chez les concessionnaires autorisés seulement. 1 Pour les nouvelles mises en service ou les rehaussements d'équipement dans le cadre d'un forfait de trois ans Appels, Internet et textos assorti de frais de service mensuels d'au moins 45\$. Des frais de récupération des économies réalisées sur l'appareil et (ou) des frais d'annulation de service (le cas échéant) s'appliquent conformément à votre entente de service. Le solde de votre FLEXIbalance correspond à la somme des frais de récupération des économies réalisées sur l'appareil et des frais de récupération des économies additionnelles sur l'appareil. Des frais uniques de mise en service allant jusqu'à 35\$ (les frais varient selon la province) peuvent s'appliquer. 2 Selon des tests comparant les vitesses de téléchargement du réseau LTE de Rogers à celles des réseaux LTE de Bell et de Telus dans la zone de couverture LTE de Rogers. Carte SIM LTE mise en service dans le cadre d'un forfait LTE requis. Les vitesses réelles dépendront du spectre du réseau et des caractéristiques techniques de l'appareil utilisé. Elles peuvent varier selon la topographie, les conditions environnementales, la congestion du réseau et d'autres facteurs. Le réseau LTE de Rogers est offert dans certaines villes canadiennes. Consultez [rogers.com/laLTE](http://rogers.com/laLTE) pour obtenir de plus amples renseignements. © 2013 Rogers Communications